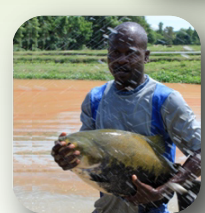


**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural
(MARNDR)**



**RAPPORT BILAN ANNUEL
2013 - 2014**



Damien, Haïti, Novembre 2014

MARNDR
RAPPORT BILAN ANNUEL
2 0 1 3 — 2 0 1 4

L'élaboration de ce rapport a été réalisée avec la collaboration hautement utile :

- de l'ensemble des Directeurs techniques, départementaux et des Coordonnateurs de programme et de projet ;
- des responsables de suivi et d'évaluation des programmes et projets, en particulier les cadres de programmation et suivi-évaluation de l'UEP, les Ingénieurs Agronomes Pascal BIEN-AIME, Mariline D. FRANCOIS, Fred SAINTIL, Junior J. ELIE et l'Ingénieure Frantz Chesca FONROSE et Mme Francesse JOSEPH.

Le rapport bilan a été présenté et validé en atelier du 20 au 22 Octobre 2014 ; y ont participé :

AN GRAND C. Jobert, ALEXANDRE Pierre Claudel, ANTOINE Jean Serge, AUBOURG Marcelin, AUVATE Jean Gabin, AUGUSTE Eric E, AUGUSTIN Beaufort, BASQUIAT Jude Pierre Marie, BONNET J. Jocelaine, CHARLEMAGNE Karl Alès, CHARLESTIN Farah, CHARLESTON Laurence, COIMIN Yves Marcel, DANIEL Najjeda, DELINOIS François Joseph, DENIS Joseph Dieuvilhomme, EUGENE Rose Erda, FELIX Jean Michel, FLEURINORD Ludder, FONROSE Frantz Chesca, GUERRIER Vilaine M., JACQUES Joseph Camille, JEAN Jocelyn, JEAN Elie, JEAN NOEL Jean-Robert, JEAN PAUL Luther, JEAN-FRANCOIS Emmanuel JEAN-JACQUES Debalio, JEUDY Joseph Bastien, JOAZARD Romain, JOSEPH Francesse, LAMY Jean Daniel, LAVENTURE Louis Marie, LOUIS Michel Alain, LUNDY Pascal Pecos, MAITRE Yvon, METELLUS Kerson, MONDESIR Marcel Poinard, NERESTANT Georges Yvon, NORGAISSE Jean Charles, OGE Jean-Pierre-Louis, PHILIUS Rideler, PROPHETE Emmanuel, PROSPER Jean Carlin, ROCHE Chrisner, SAINT JEAN Cassandra, SAINT-PREUX Lesly, SENAT Antoine Amerlin, SEVERIN Arnoux, SOUVERAIN Violène, TELSAIN Charles Henry, THELUSMOND Michel Ronel, VIGILE Réginald.

Le pilotage du rapport a été assuré par une commission créée à cet effet par la circulaire, M-A/DG(C-17)08-19 :1491, de la Direction Générale, formée de :

M. Nolex FONTIL	M Jean-Michel FELIX
Mme Laurence CHARLESTON	M. Amerlin Antoine SENAT
M. Vilaine GUERRIER	M. Pascal Pecos LUNDY
M. Marcel MONDESIR	Mme Jocelaine BONNET
	Mlle Violène SOUVERAIN

A- SOMMAIRE

A- SOMMAIRE	I
B- TABLEAUX ET FIGURES	III
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	iv
C- LISTE DES ACRONYMES.....	V
D- MOT DU MINISTRE.....	1
E- RÉSUMÉ EXÉCUTIF	3
INTRODUCTION	7
I- VISION DU GOUVERNEMENT.....	7
II- ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AGRICOLE.....	8
III- CONTEXTE GENERAL DE L'EXERCICE 2013/2014.....	11
IV.- PRINCIPALES RÉALISATIONS.....	15
4.1.- Renforcement Institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole.....	15
4.1.1.- Les orientations stratégiques	15
4.1.2.- Programmes, projets et budget	15
4.1.3.- Principales réalisations	15
4.2.- APPUI A L'AGRICULTURE FAMILIALE	29
4.2.1. Les orientations stratégiques.....	29
4.2.2.- Programmes, projets et budget	30
4.2.3.- Principales réalisations	30
4.3.- Renforcement de l'agriculture à finalité commerciale	38
4.3.1. Les orientations stratégiques.....	38
4.3.2.- Principales réalisations	39
4.4.- Infrastructures rurales et aménagement des bassins versants.....	42
4.4.1.- Orientations stratégiques	42
4.4.2.- Programmes et projets mis en œuvre.....	42
4.4.3.- Principales réalisations	43
4.5.- Le programme spécial de création d'emplois	54
4.6.- Coopération externe	57
4.6.1.- Coopération avec l'Argentine.....	57
4.6.2- Coopération Argentine / Haïti/ UNASUR.....	57
4.6.3.- Coopération avec le Brésil	59
4.6.4.- Coopération Tripartite Brésil-Haïti-FAO	59
4.6.5.- Coopération avec l'Australie.....	59

4.6.6.- Coopération avec l'Espagne	60
4.6.7.- Coopération avec le Japon.....	60
V.- EXECUTION DU BUDGET 2013/2014.....	62
5.1.- Les allocations	62
5.2.- Les sources de financement.....	63
5.3.- L'exécution des dépenses de fonctionnement	63
5.4.- L'exécution des dépenses d'investissement.....	64
5.4.1.-Exécution des fonds du Trésor Public	64
5.4.2.- Exécution des fonds des ressources externes.....	69
5.4.3.- Résumé des dépenses pour l'exercice	71
VI- INCIDENCES MACRO-ECONOMIQUES ET SOCIALES DES ACTIONS SECTORIELLES	72
VII- PRINCIPAUX DEFIS IMMEDIATS ET A MOYEN TERME	76
VIII- PERSPECTIVES POUR 2014/2015	77
8.1.- Les objectifs fixés	77
8.2.- Résultats escomptés	80
IX.- CONCLUSION.....	83
X- ANNEXES	84
Annexe 1 : Exécution financière du PIP 2013/2014 budgétisé sur le Trésor Public	85
Annexe 2 : Bilan par Département agricole.....	88
Annexe 3 : Evolution du PIB et PIB agricole 1997-2013 (en millions de gourdes)	123
Annexe 4 : Prix des produits agricoles (Marché Croix des Bossales) en 2013 et 2014	124

B- TABLEAUX ET FIGURES

Liste des tableaux

Tableau 1 : Caractéristiques de la population rurale haïtienne	12
Tableau 2 : Tables concertations agricoles départementales (TCAD).....	18
Tableau 3 : Principales activités opérées par l'INARA	27
Tableau 4 : Relevés parcellaires des PPI Nord'Est et Nord'Ouest par l'INARA	28
Tableau 5 : Besoin estimatif national en semences de base.....	30
Tableau 6 : Quantité de semences distribuées aux producteurs par département	32
Tableau 7 : Etat des crédits agricoles octroyés par la BCA	36
Tableau 8 : Etat des crédits agricoles octroyés par le SYFAAH	38
Tableau 9 : Protocoles d'accords conclus en 2013/2014	40
Tableau 10 : Nouveaux accords conclus en septembre 2013/2014.....	40
Tableau 11 : Projets en attente programmés pour décembre 2014	41
Tableau 12 : Interventions sur les réseaux de différents PPI.....	47
Tableau 13 : Principaux périmètres touchés par des travaux de réhabilitation	47
Tableau 14 : Principales interventions dans les bassins versants.....	50
Tableau 15 : Désenclavements et accès ruraux.....	52
Tableau 16 : Outils distribués au niveau des Départements	53
Tableau 17 : Autres installations communautaires	54
Tableau 18 : situation générale du programme création d'emplois	55
Tableau 19 : Programme création emplois – virement par DDA et par type d'activités	55
Tableau 20 : Programme création emplois – Travaux dans les ravines	56
Tableau 21 : Budget alloué au MARNDR en 2012/2013-2013/2014.....	63
Tableau 22 : Répartition du budget 2013/2014 par source	63
Tableau 23 : Exécution du budget de fonctionnement.....	64
Tableau 24 : Programmes et projets du PIP 2013/2014.....	65
Tableau 25 : Etat des décaissements du trésor Public pour le PIP 2013/2014.....	65
Tableau 26 : Les ressources financières d'origine externe	70
Tableau 27 : résumé des dépenses par source de financement	71
Tableau 28 : Répartition du budget du PIP prévu pour 2014-2015 par objectif	77

Liste des figures

Figure 1 : Articulation des objectifs et axes stratégiques du PTR A	9
Figure 2 : Calendrier des saisons agricoles en Haïti	11
Figure 3 : Evolution de la croissance du PIB-Agricole	14
Figure 4 : Evolution du PIB agricole en gourde courante.....	14
Figure 5 : Capture d'écran de la base de données sur le cheptel SIBA.....	21
Figure 6 : Programme création bancaire – Emplois déjà générés	57
Figure 7 : Allocation et consommation des crédits de fonctionnement	64
Figure 8 : Programmation versus Décaissements repartis par trimestre	66
Figure 9 : Programmation des dépenses repartis par trimestre	67
Figure 10 : Décaissements effectués par trimestre	67
Figure 11 : Prix moyens des produits agricoles comparés entre 2013 et 2014	73
Figure 12 : Courbes des Prix des produits agricoles de base en 2013 et 2014.....	74
Figure 13 : Contribution secteur agricole à la formation du PIB	123

C- LISTE DES ACRONYMES

- ABC: Agence Brésilienne de Coopération
ACDI: Agence Canadienne de Développement International
AECID: Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AFD: Agence française de Développement
ANARAD: Agence Nationale de Recherche Agronomique pour un Développement Durable
BAC: Bureau Agricole Communal
BCA: Banque de Crédit Agricole
BID: Banque Interaméricaine de Développement
BM: Banque mondiale
BRH: Banque de la République d'Haïti
BV: Bassin versant
CEP: Champs école paysan
CETAI: Centre de Transformation Agro-industrielle
CFI: Centre de Facilitation des Investissements
CHPA: Compagnie Haïtienne de Production Agricole
CII: Commission Interministérielle des Investissements
CIP: Centre International de la Pomme de terre
CMBV: Animation et montage de comité de micro bassin versant
CNC: Conseil National des Coopératives
CNSA: Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
COOPCAB: Coopérative des Producteurs de Café de l'Arrondissement de Belle-Anse
COS: Conseil d'orientation stratégique
CTG: Conseillers Techniques en Gestion
CUT: Compte Unique du Trésor
DATIP: Direction Administrative et Technique de l'Intercommunalité des Palmes
DCP: Dispositif de Concentration de Poissons
DDA: Direction Départementale Agricole
EMAD: Ecole Moyenne d'Agriculture de Damien
EMAVA: Ecole moyenne d'agriculture de la Vallée de l'Artibonite
EMBRAPA: Entreprise Brésilienne de Recherches Agricoles
EMDH: Ecole Moyenne de Hinche
FADQDI: Fonds d'Action Québécois pour le Développement Durable
FONRED: Fond National de Recherche pour un Développement Durable
GPS: Système de Positionnement Global
GRH: Gestion des Ressources Humaines
GSB: *Gwoupman Sante Bèt*
HASCO: Haitian American Sugar Company
IHSI: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

IICA: Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
 INARA: Institut National de la Reforme Agraire
 INCAH: Institut National du Café d'Haïti
 ISA: Institut Supérieur d'Agriculture
 JICA: Agence Japonaise de Coopération Internationale
 MARNDR: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
 MCI: Ministère du Commerce et de l'Industrie
 MDE: Ministère De l'Environnement
 MEF: Ministère de l'Économie et des Finances
 MENFP: Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
 MPCE: Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
 MTPTC: Ministère des Travaux Publics Transports et Communication
 OMRH: Office Management des Ressources Humaines
 OMS: Organisation Mondiale de la Santé
 ONG: Organisation Non Gouvernementale
 OPEP: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
 PIB: Produit Intérieur Brut
 PIBA: Produit Intérieur Brut Agricole
 PIP: Projet d'Investissement Public
 PME: Petites et Moyennes Entreprises
 PNSA: Programme National de Sécurité Alimentaire
 PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement
 PPC: Peste Porcine Classique
 PSDH: Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti
 PTBA: Plan de Travail et Budget Annuels
 PTF: Partenaire Technique et Financier
 RH: Ressource Humaine
 SAU: Surface Agricole Utile
 SHACO: Société Haïtienne d'Aménagement et de Construction
 SIBA: *Sistèm Idantifikasyon Bèt yo*
 SIG: Système d'Information Géographique
 SNS: Service National Semencier
 SYFFAH: Système de Financement et d'Assurance agricole
 TCAD: Tables Concertations Agricoles Départementales
 TM: Tonne Métrique
 TP: Trésor Public
 UE: Union Européenne

D- MOT DU MINISTRE

Damien, le 29 octobre 2014

Pour répondre à l'obligation constitutionnelle relative au dépôt du bilan des activités réalisées au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, mon administration soumet à l'appréciation le document y relatif. Cet exercice souscrit au principe de reddition de comptes. Il est tout à fait normal que je souscrive à cette pratique, parce que je crois, dans le processus de la construction de l'État de droit et de la bonne gouvernance.

L'objectif global poursuivi pour cet exercice était d'assurer que le secteur agricole maintienne le rythme de croissance à 4,5% en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire nationale et d'augmenter les revenus du travailleur rural, pré-requis pour l'amélioration des conditions de vie et du bien-être de la population haïtienne.

Pour y parvenir, le Ministère de l'Agriculture a bénéficié pour l'exercice 2013-2014 d'une **allocation budgétaire globale de Six milliards neuf cent vingt et un millions deux cent soixante quinze mille sept cent trente sept gourdes (6,921,275,737 Gde)** incluant le fonctionnement et l'investissement.

Le montant du budget d'investissement totalise *Six milliards cent quarante deux millions trois cent cinquante quatre mille quatre cent quatre gourdes (6,142,354,404 Gde)*, soit 89% du budget alloué au MARNDR. Il devrait permettre de financer (7) programmes, déclinés en 72 projets, dont 40 financés uniquement ou en contrepartie par les fonds du Trésor Public. Les autres ont été financés par des ressources externes.

Finalement, il n'a été possible d'engager ou de dépenser que *quatre milliard soixante seize million huit cent quarante mille cent soixante gourdes (4,076,840,160 Gde)*, soit 65% du budget.

Cet investissement a permis de renforcer les infrastructures productives et d'assurer des milliers producteurs de pouvoir entreprendre leurs activités agricoles pendant les deux principales saisons d'Hiver et de Printemps. La mitigation des désastres naturelles et la protection de l'environnement ont eu une place centrale parmi les actions qui ont été conduites, ce dans la perspective de pérenniser ces dernières. L'incidence sur le chômage est sans conteste, en

effet, les interventions ont permis de générer plusieurs dizaines de milliers d'emplois temporaires ayant permis à la population de gagner un revenu additionnel extra-agricole.

Par ailleurs, il importe d'attirer l'attention de tous sur le caractère collectif de ce travail. Sous l'autorité de la Direction Générale, une Commission de Bilan a vu le jour. Les préparatifs de ce bilan ont suivi une démarche participative. D'abord, la Commission a élaboré un ensemble d'outils pour la collecte des informations. En outre, un atelier de travail a réuni les Directeurs Départementaux Agricoles, les Directeurs Techniques au niveau central et les Coordonnateurs de Projets de développement en vue de valider et d'enrichir les données collectées par l'Unité d'Etudes et de Programmation(UEP).

Je profite de l'occasion pour communiquer, en même temps, les perspectives pour la nouvelle année fiscale :

- Renforcement et planification du système d'information agricole
- Appui à l'investissement du secteur agricole & Assurance
- Renforcement du cadre légal & institutionnel
- Amélioration de la productivité agricole et de la pêche
- Renforcement du dispositif des normes phytosanitaires, contrôle des pestes et maladies
- Aménagement des bassins versants, pistes agricoles et des systèmes d'irrigation
- Études et formation
- Transformation & commercialisation des produits agricoles

Bonne lecture à tous !

Thomas JACQUES
Ministre

E- RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les actions sectorielles de 2013/2014 ont été conçues et exécutées selon les orientations du PSDH et en cohérence avec le cadrage technico-stratégique du Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA) 2013/2014.

Du point de vue programmatique, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) a bénéficié d'un crédit de *Six milliards neuf cent vingt et un millions deux cent soixante quinze mille sept cent trente sept gourdes* (6,921,275,737 Gde) incluant le fonctionnement et l'investissement, soit 6 % du budget national et 30 % inférieur au budget de l'exercice précédent.

Le fonctionnement imputé au budget est de *Sept cent soixante dix huit million neuf vingt et un mille trois cent trente trois gourdes* (778,921,333 Gde), soit 11 % de ce dernier.

Le montant du budget d'investissement totalise *Six milliards cent quarante deux millions trois cent cinquante quatre mille quatre cent quatre gourdes* (6,142,354,404 Gde), soit 89% du budget alloué au MARNDR. Il devrait permettre de financer (7) programmes, déclinés en 72 projets, dont 40 financés uniquement ou en contrepartie par les fonds du trésor public.

En fin d'exercice, les dépenses globales sont estimées à plus de *quatre (4) milliards de gourdes*. Les décaissements ont été de 98.7 % pour le budget de fonctionnement, soit le montant de 768,619,726.66 *gourdes*, alors que pour les investissements, ils ont été de 769,774,515 *gourdes* sur les fonds du trésor public (68.6%) et les fonds engagés sur les ressources externes sont estimés à 2,538,445,918.09 *gourdes*.

Concernant les actions menées au cours de l'exercice, à partir des investissements effectifs ci-dessus, elles ont été présentées suivant les quatre (4) sous-programmes du PTRA, la charpente de la politique agricole poursuivie par le gouvernement. En résumé, pour chaque sous-programme, les réalisations sont les suivantes :

1) Renforcement Institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole :

- Le lancement de la réforme institutionnelle du MARNDR a été, avec des dispositions priorisant le renforcement de certaines entités clés (l'Unité d'Études et de Programmation, la Gestion des Ressources humaines, ...) et le départ à la retraite.
- La réhabilitation de quatre (4) bureaux dont deux DDA et deux BAC.

- La création de l'UPS, du Système d'identification des animaux (SIBA) dans le cadre des mesures visant à sécuriser tout le cheptel haïtien.
- Les efforts de régénération des plantations de café menacées par le scolyte et de piégeage des mouches et d'épidémiologie-surveillance des zones de production de la mangue francisque.
- Le maintien et la dynamisation des espaces de coordination, dont six (6) tables sectorielles et les ateliers de concertation départementaux.
- La mise en place d'un ensemble d'instruments de gestion, de reddition de compte et une dizaine de propositions d'avant-projets de lois élaborées à soumettre au Parlement.
- Les travaux de recherche sur des variétés de pomme de terre, du riz, du maïs, de la patate douce dans les quatre (4) principaux centres de recherche agricole du pays.
- La dynamique déclenchée pour la création du *Fond National de Recherche pour un Développement Durable* (FONRED).

2) Appui à l'agriculture familiale

- Subvention d'intrants agricoles.- dont 977 TM de semences (Haricot, Pois inconnu, Pois congo, Pois de souche, Maïs, Sorgho, Arachide), soit un potentiel d'emblavement estimé à 7,700 ha en Hiver et 2,500 ha au Printemps.
- Incitations via des bons d'achat à l'adoption de paquets techniques agricoles productives. 23,000 agriculteurs et agricultrices et couvert 11,600 ha de cultures ou d'agroforestiers dans le Nord'Est, le Nord, le Sud et le Sud'Est.
- Subventions de fertilisants.- 19,600 TM d'engrais (soit 14 % des besoins du pays).
- Services agricoles.- 117 nouveaux tracteurs munis d'accessoires, 40 nouveaux motoculteurs, 130 attelages complets, 2,000 kits pour sarclage du riz et plus de 10,000 outils agricoles éparpillés sur le territoire pour des travaux agricoles.
- Subventions d'animaux.- 2,260 caprins distribués et mise en place d'un système de crédit rotatif à Cité Soleil (Ouest).
- Amélioration du cheptel.- Mise en place d'environ 45 stations de monte avec des boucs et taureaux de races améliorées dans un objectif d'augmenter la performance génotypique du cheptel au profit des petits éleveurs.

- Renforcement de la filière lait.- Six (6) nouvelles laiteries inaugurées.
- Renforcement de la pêche avec 41 DCP, subvention de 50 bateaux à moteur et 50 moteurs de bateau.
- Crédits agricoles.- 445 millions de gourdes de prêts accordés à partir du projet SY-FAAH (93%) et de la BCA.

3) Renforcement de l'agriculture à finalité commerciale

- Création de l'Unité de Promotion à l'Investissement Privé dans le Secteur Agricole (UPISA).
- 25 projets d'investissement approuvés totalisant 600 millions de dollars américains pour les dix prochaines années. Au cours de l'année 2013, 30 millions de dollars ont été investis par des investisseurs du secteur privé.

4) Infrastructures rurales et aménagement des bassins versants

- *Irrigation.*- Travaux de réhabilitation, de curage et d'extension touchant plus de quarante (40) petits périmètres irrigués, totalisant environ 58,656 hectares, dont le Système Avezac/Sud (2,000 ha), Latannerie/Nord (3,000 ha), Maribaroux (5,000 ha), Vallée de l'Artibonite (28,000 ha), Salee flood way/Artibonite (5,000ha),... 170,000 mètres linéaires de canaux curés contre 22,800 et 57,000 respectivement réhabilités et construits.
- *Travaux en rivière de sécurisation des villes dominées.*- Protection de la commune de la Plaine du Nord (curage de 20 km de la rivière du Haut du Cap), protection de la commune de Maniche, recalibrage de la rivière Rouyonne à Léogane, végétalisation de la rivière Grise sur 6,5 km à proximité de Cité Soleil, curage et recalibrage de la rivière Grise sur 11.5 km.
- *Conservation de sols et maîtrise des eaux dans les versants.*- 1,083,830 plantules mises en terre, soit l'équivalent de 2000 ha boisés. 157 micro-retenues construites et 92,350 mètres linéaires de ravines traitées
- *Renforcement des systèmes agro-forestiers à base de café et cacao.*- Pour le cacao, 600 ha régénérés et 200 ha de nouvelles plantations installées ; concernant le café 350 ha de nouvelles plantations.

- *Amélioration de l'accès dans les zones rurales.*- 23,000 mètres linéaires de pistes réhabilitées et 37,720 mètres linéaires de nouvelles pistes.

5) **Autres interventions importantes**

- *Coopération.*- Un ensemble de projets actifs gérés via la coopération bilatérale, notamment : PROHUERTA (Argentine), Projet d'Appui à la Filière Lait et l'Amélioration de la Sécurité Alimentaire (Brésil-Haïti-FAO), Projet de Relance de l'Agriculture à Marigot, Projet de Renforcement de la Pêche Maritime dans le Sud'Est et Projet d'Appui au Développement de l'Aquaculture dans le Sud'Est (AECID), Projet de Formation de professionnels haïtiens en système de production agricole en zones de montagne et Projet d'Aide aux agriculteurs défavorisés (KR2) (Japon).
- *Programme spécial création d'emplois.*- Budgétisé à deux cinquante millions gourdes (250,000,000 Gde), piloté directement par les Directeurs départementaux agricoles et débuté en fin de septembre, devrait générer en un (1) mois environ quarante six mille sept cent quatre vingt cinq (46,785) emplois. Au 20 novembre 2014, 42,012 hommes. mois ont été déjà générés, soit 90% des prévisions ; d'importants travaux d'amélioration de fonctionnement des périmètres irrigués, de réhabilitation de pistes agricoles, de curage de ravines, etc. ont été également possibles.

Ces réalisations produites dans l'objectif d'agir sur la sécurité alimentaire en augmentant la production et de contribuer à l'économie à travers des chaînes de valeurs dynamiques susceptibles de générer des revenus décents aux différents maillons (acteurs, producteurs, transformateurs, intermédiaires commerciaux et exportateurs).

Comme pour l'exercice précédent, la situation globale, en matière de disponibilité et le niveau des prix, a demeuré assez favorable, ce qui permet d'espérer une légère amélioration des indicateurs macro-économiques en lien direct avec le secteur agricole. Vu le retard qu'il a eu dans le vote de la loi de finance et considérant la dernière décision du gouvernement en adoptant le programme spécial de création d'emplois, l'incidence de ces deux situations touchera essentiellement le début de l'exercice 2014/2015, notamment les travaux sur les périmètres seront certainement bénéfiques à la campagne d'Hiver.

En définitive, les autorités doivent continuer de mesurer l'enjeu du secteur agricole et son rôle dans l'autonomie alimentaire et exploiter les opportunités offertes ne serait-ce que par le marché régional caribéen, sans toutefois négliger les grands marchés américains et européens.

INTRODUCTION

Pour l'exercice 2013-2014, nous avons observé une augmentation de la production au niveau de certains produits agricoles. Bien que la sécheresse ait eu une incidence négative sur la production dans certaines zones, le secteur agricole a pu contribuer à atteindre le taux de croissance établi par le gouvernement. Il faut toutefois se rappeler que malgré tout, dans certaines zones du pays, la production demeure insuffisante et reste confinée dans d'autres. La non disponibilité des produits sur toute l'étendue du territoire ne dépend pas fondamentalement du secteur agricole. Il s'avère utile que les divers secteurs travaillent en synergie afin de résoudre les problèmes d'inter connexion entre les diverses régions du pays.

Malgré les résultats obtenus, nous sommes encore loin dans la lutte pour éliminer sinon réduire l'insécurité alimentaire au niveau national. Des investissements importants doivent être consentis dans le secteur agricole dans des domaines clés tels les infrastructures de production, les pistes agricoles, la recherche et l'innovation, la vulgarisation agricole, ce, pour faciliter le transfert de technologie au niveau des exploitations agricoles.

En outre, les démarches pour attirer les capitaux étrangers vont dans la bonne direction, tenant compte de certains résultats obtenus au cours de l'année sous étude.

Le bilan qui succède donne les détails relatifs aux différentes interventions mises en œuvre dans le secteur agricole par rapport aux crédits alloués.

I- VISION DU GOUVERNEMENT

La vision du Chef de l'État, son Excellence Michel Joseph MARTELLY, exprimée dès le début de son administration, pour le secteur agricole est de le transformer en véritable instrument de développement socio-économique capable de s'attaquer aux problèmes structurels de l'insécurité alimentaire, du chômage et de jouer un rôle de premier plan dans l'accélération de la croissance économique, etc. Cette vision, traduite dans la feuille de route élaborée pour le MARNDR, prône une agriculture :

- rentable, capable de fournir un niveau de revenu acceptable aux producteurs,
- productive et performante pour répondre aux besoins d'une population sans cesse croissante,
- moderne, donc intégrant des outils et des techniques efficaces en phase avec les progrès technologiques actuels,
- durable, c'est à dire respectueuse des normes environnementales,

- dynamique, au sens qu'elle attire de jeunes entrepreneurs agricoles,
- formelle, organisée autour d'unités de production bien structurées et génératrice d'emplois stables et de devises pour l'économie nationale,
- articulée avec les autres secteurs économiques.

II- ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AGRICOLE

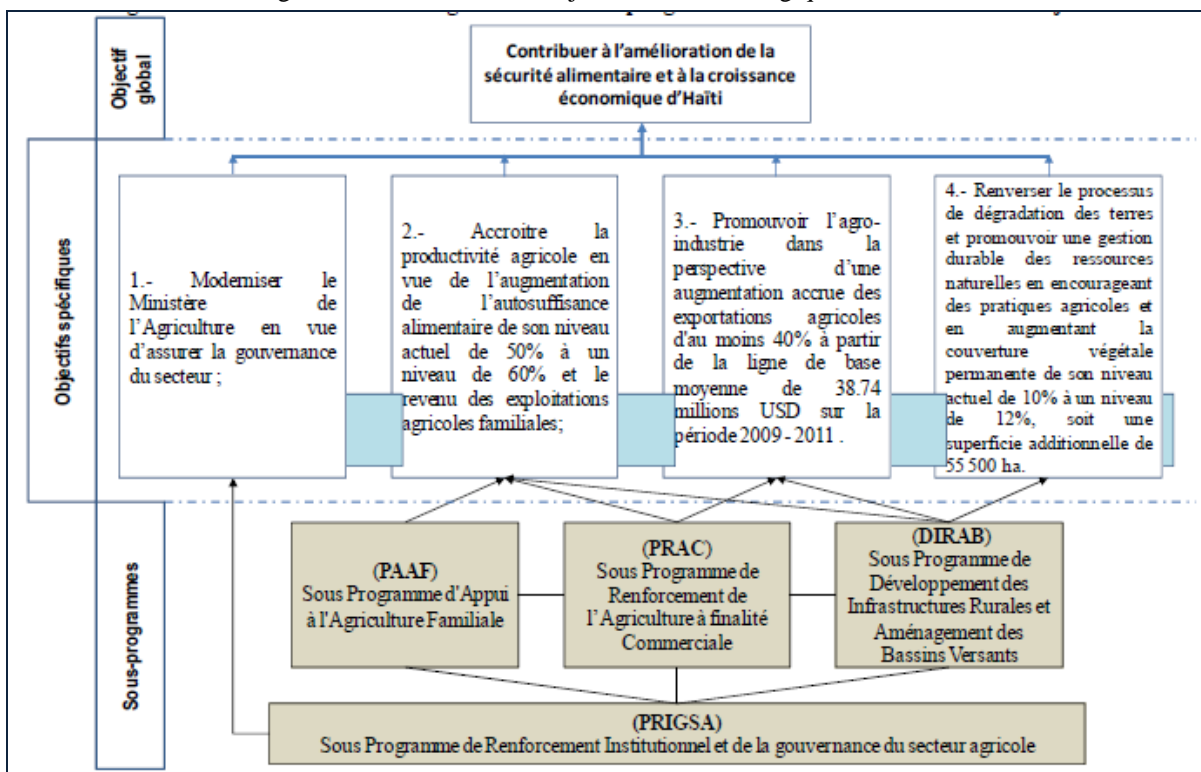
Les orientations stratégiques du gouvernement pour le secteur agricole, sont clairement définies dans le Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti, dont l'ambition est de faire d'Haïti un pays émergeant à l'horizon de 2030. Il s'agit de : i) diversifier l'agriculture et l'élevage ; ii) diversifier la pêche et l'aquaculture ; iii) appuyer le développement industriel ; iv) moderniser et diversifier le secteur des services. A la lumière de ces orientations stratégiques, dans le but de cadrer ses interventions, en conformité avec sa mission, le Ministère de l'Agriculture a élaboré le Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA) pour la période 2013-2016.

En effet, pour pouvoir faire de l'agriculture un réel pilier de la relance économique, le MARNDR a reconsidéré et mis en place pour les 3 prochaines années, son nouveau programme de développement paru sous le nom de Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA), visant à créer les conditions pour augmenter la productivité, accroître la valeur ajoutée, tout en diminuant la vulnérabilité de l'agriculture et des autres secteurs de la vie nationale aux catastrophes naturelles.

Le PTRA est structuré en 4 sous programmes :

- (1). le renforcement institutionnel à travers la mise en application d'une réforme institutionnelle ;
- (2). l'appui au renforcement de l'agriculture familiale;
- (3). l'appui au renforcement de l'agriculture entrepreneuriale à finalité commerciale ;
- (4). le développement des infrastructures rurales et l'aménagement des bassins versants.

Figure 1 : Articulation des objectifs et axes stratégiques du PTR



Source : PTR, MARNDR, 2013

En principe, le PTR A est à sa première année d'exécution. Les actions sont échelonnées sur la période avec un glissement progressif des objectifs. Elles sont orientées vers :

- la consolidation des acquis à travers des programmes qui sont en cours de réalisation pour lesquels des résultats et impacts tangibles sont notés ;
- l'amélioration de la production à travers l'organisation, dans les meilleures conditions possibles, des campagnes agricoles d'hiver et de printemps ;
- la protection des zones d'amont, base de la production et des systèmes d'irrigation en aval ;
- la réhabilitation, la construction et l'entretien de nouveaux périmètres en vue d'une extension de superficies cultivables et l'accroissement du niveau d'eau à la parcelle ;
- la poursuite du processus de réforme et de restructuration du Ministère de l'Agriculture.

De manière spécifique, les interventions du MARNDR avaient pour objectifs :

1. Renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires (chaîne de froid, hygiène, etc.) ;
2. Améliorer la commercialisation des denrées alimentaires issues de la transformation des produits agricoles locaux ;
3. Améliorer les performances des dispositifs d'intervention en matière de gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles ;
4. Intensifier les productions animales (création de fermes, amélioration génétique et promotion de l'élevage à cycle court, promotion de l'élevage non conventionnel, aménagement des pêcheries, ...) ;
5. Faciliter l'accès aux financements agricoles à travers la promotion des micro-assurances dans le secteur ;
6. Favoriser l'accès aux infrastructures et équipements agricoles de conservation.

Les interventions dans le cadre de la mise en œuvre des orientations et objectifs de la politique sectorielle agricole, ainsi que les résultats et les extrants qui en découlent, sont présentés, dans ce bilan 2013/2014 du MARNDR, de manière à refléter la cohérence et la structure logique des axes stratégiques du PTR A, avec un recoupement des grands chantiers du PSDH.

III- CONTEXTE GENERAL DE L'EXERCICE 2013/2014

La mise en œuvre des actions gouvernementales s'est faite dans un contexte politique, socio-économique et agro-météorologique marqué par des évènements ayant influencé les choix d'intervention. Il y a donc lieu d'en pointer quelques uns de part leur importance :

- **Le vote exceptionnel du budget 2013/2014 en Mai 2014.** Une situation qui n'a pas permis de respecter la saisonnalité des activités agricoles et qui a été très défavorable aux objectifs de production reposés sur les deux principales campagnes agricoles d'Hiver et de Printemps, comptant naturellement pour environ 90% de la production nationale agricole alimentaire annuelle.
- **Distribution erratique des saisons de pluies.** La situation agro-météorologique s'est caractérisée par un climat sec en début d'exercice affectant fortement les zones agro-écologiques de productions pluviales, notamment les zones de montagne ou dépourvues de système irrigué, la campagne d'Hiver a été fortement touchée. Mais, dès le mois d'Avril, le climat a été plus clément, avec le démarrage de la saison pluvieuse favorable, mais selon une distribution erratique ; certains départements, toutefois, ont connu une arrivée tardive des pluies, c'est le cas du Nord'Ouest, du haut Artibonite, certaines parties de l'Ouest, du Sud'Est et des Nippes.

Figure 2 : Calendrier des saisons agricoles en Haïti¹

Campagnes	Calendrier fiscal											Prod.	Cultures dominantes	
	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	O			S
Hiver													25%	Haricots et betterave
Printemps													60%	Maïs, Haricots, Igname, Banane, Patate douce, pomme de terre, Pois congo, Maraichers
Été														
Saisons annuelles													15%	seconde campagne de riz, Patates, Légumes

Source : Mise au point par 3SE/MARNDR, 2014

- **Adoption de mesures sanitaires contre l'importation des œufs, poulets et viandes en provenance de la République Dominicaine.** Le gouvernement s'est vu contraint d'adopter des mesures de protection temporaires du cheptel haïtien contre l'enjeu important d'introduction de zoonoses, notamment la grippe aviaire dans le pays. Des mesures d'urgence de soutien à la production locale ont été parallèlement prises pour tenter de juguler les inquiétudes au niveau de la demande.

¹ Ce calendrier est réalisé considérant une tendance nationale, il peut varier en fonction des départements

- **Implémentation des procédures liées au Compte Unique du Trésor (CUT).** Dans le cadre des dispositions gouvernementales d'assainissement et du contrôle des finances publiques, la mise en opération du compte unique du trésor, dans des conditions d'une transition difficile et de tâtonnement, en plein exercice, n'a fait que ralentir les exécutions financières et, de surcroît, freiner les réalisations et les services.
- **Dynamisation et modernisation du secteur agricole.** C'est un constat probant de l'intérêt accordé au plus haut niveau à l'agriculture ; comme en témoigne l'importance des accords d'investissements privés de cette année, 30 millions US\$ en fin de 2013 et 129,5 millions US\$ à septembre 2014 d'investissements privés, dans les filières potentielles à forte croissance : riz, banane, maïs, haricot, fruits et légumes, petit-mil et café. Rappelons que 53% de la population est rurale (IHSI, 2009) et elle dépend, d'une façon ou d'une autre, de l'agriculture quand celle-ci n'est pas l'unique moyen de subsistance. L'agriculture génère 44.6% des emplois dans le pays et 62.6% des emplois en milieu rural².

Tableau 1 : Caractéristiques de la population rurale haïtienne

Population rurale en nombre de personnes					
Unité Géographique	Pop. Totale	Pop. par SEXE		Pop. Par tranche d'AGE	
		Homme	Femme	Pop. De 18ans et plus	Pop. De moins de 18ans
Urbaine	4,328,534	2,079,180	2,249,354	2,588,809	1,739,725
Quartier	327,641	160,842	166,799	186,002	141,639
Rurale	5,267,068	2,672,491	2,594,577	2,864,215	2,402,853
<i>Population totale</i>	<i>10,745,665</i>	<i>4,912,513</i>	<i>5,010,730</i>	<i>5,639,026</i>	<i>4,284,217</i>
Part en % de la population rurale					
Unité Géographique	Pop. Totale	Pop. par SEXE		Pop. Par tranche d'AGE	
		Homme	Femme	Pop. De 18ans et plus	Pop. De moins de 18ans
Urbaine	40%	19%	21%	24%	16%
Quartier	3%	1%	2%	2%	1%
Rurale	49%	25%	24%	27%	22%
<i>Population totale</i>	<i>92%</i>	<i>46%</i>	<i>47%</i>	<i>52%</i>	<i>40%</i>

Source : Données d'estimation IHSI, 2009³

- **Le challenge de soutenir la croissance amorcée dans le secteur au cours de l'exercice précédent.** Sur le plan macro-économique, le secteur agricole a affiché une bonne performance au cours de l'exercice 2012/2013 avec une croissance de 4.5% ; le PIBA de 2013, tel que le montre la figure ci-dessous, a récupéré la contre performance

² IHSI, 2001. Enquête sur les conditions de vie en Haïti.

³ IHSI, Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2009, http://www.ihsi.ht/pdf/projection/POPTOTAL&MENAGDENS_ESTIM2009.pdf

des années 2010 à 2012 de post-séisme et a dépassé celui de 2009, pouvant être considérée comme une année normale. C'est aussi le plus haut niveau de PIBA enregistré pour les cinq dernières années et le deuxième en dix ans, après la catastrophe majeure du séisme du 12 Janvier 2010. D'où l'enjeu pour l'actuel gouvernement de maintenir cette croissance amorcée.

Figure 3 : Evolution de la croissance du PIB-Agricole

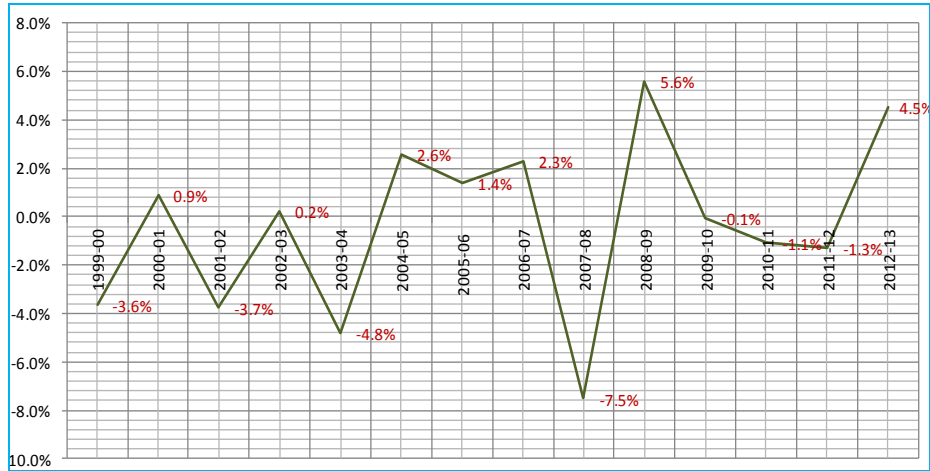
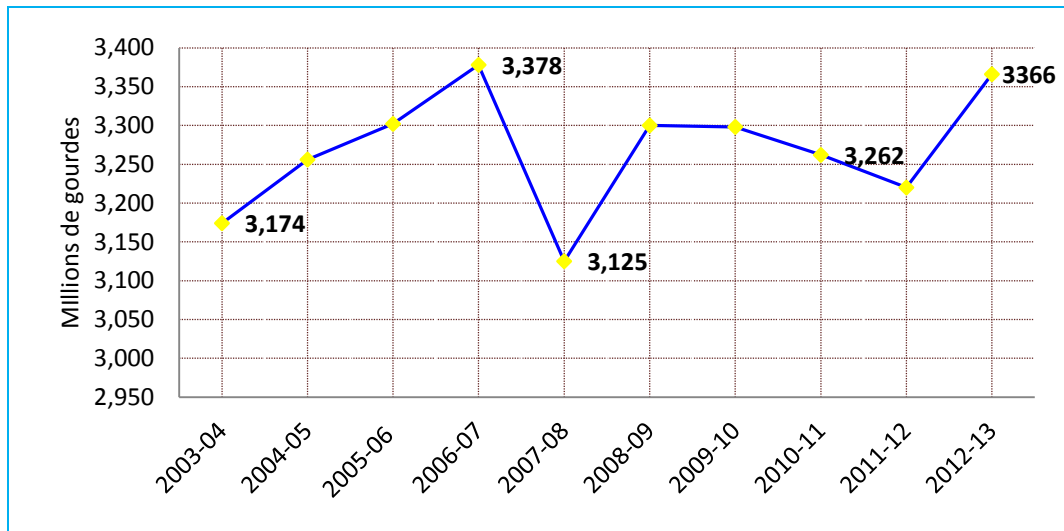


Figure 4 : Evolution du PIB agricole en gourde courante



Source : A partir des données de base tirées de la BRH.net

IV.- PRINCIPALES RÉALISATIONS

4.1.- Renforcement Institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole

4.1.1.- Les orientations stratégiques

Les orientations du Ministère en matière de gouvernance et d'appui institutionnel sont en concordance avec le grand chantier *Refondation Institutionnelle* du PSDH et s'inscrivent dans la volonté manifeste de l'engager davantage sur les voies de la performance et des résultats.

Elles entendent faciliter, entre autres,

- l'arrimage du secteur aux choix politiques à propos de l'économie, la recherche et l'innovation, l'environnement, la santé et la nutrition.
- l'engagement croissant du secteur privé dans les différents segments des chaînes de valeurs, fournissant les services au secteur (intrants, mécanisation, technologies, informations, etc.) et s'intégrant dans la création des valeurs (transformation, conditionnement et commercialisation).

Ces orientations sont clairement déclinées dans le (PTRA 2013/16) et prennent principalement la forme d'une réforme institutionnelle engagée depuis plus d'une année, la production et l'actualisation des normes, l'élaboration de politique sous-sectorielle et la production des instruments de reddition de compte.

4.1.2.- Programmes, projets et budget

L'opérationnalisation de cet axe s'est réalisée par l'intermédiaire du programme de modernisation de l'administration déconcentrée du PIP qui comprend six (6) projets sur les fonds du trésor public. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui budgétaire, le projet *renforcement des services publics agricoles* (RESEPAG1), financé par la Banque mondiale et le projet de mitigation des désastres naturels (PMDN), financé par la *Banque interaméricaine de développement* (BID) dispose d'une composante renforcement institutionnel et/ou de gouvernance qui vient en complément des actions financées sur le trésor public.

4.1.3.- Principales réalisations

Les principales réalisations comprennent :

- (1). *Implémentation de la Réforme institutionnelle du Ministère.*

La réforme institutionnelle du MARNDR, introduite depuis 2011, est rentrée dans sa phase d'implémentation suite à la validation du Plan de réforme ; celui-ci est accessible dans [<http://agriculture.gouv.ht/view/01/?-La-reforme-Institutionnelle->]. Un plan d'actions prévoit sa mise en œuvre sur un pas de temps de cinq (5) ans avec des priorités sur l'UEP, la GRH et la Gestion financière et le *départ raisonné à la retraite des cadres éligibles* avec en *perspective l'intégration de nouveaux jeunes cadres* prêts à s'impliquer dans la dynamique de développement du secteur.

Encadré I : MARNDR/Réforme institutionnelle

Le chantier de la réforme institutionnelle du MARNDR

La réforme du MARNDR répond à la nécessité de s'adapter adéquatement aux enjeux et défis actuels et futurs posés par un ensemble de mutations à différentes échelles (régionale, nationale et locale). L'architecture actuelle de l'institution ne convient plus. Le Ministère a donc une obligation de performance. Il est donc nécessaire de réformer sur les divers points: institutionnel, administratif et technique, et d'amener une nouvelle culture de travail. En dépit des peurs et des réticences qu'a suscitées cette idée de changement, l'on s'accorde au moins sur l'obligation de faire évoluer le MARNDR.

A travers le sous-programme de renforcement institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole (PRIGSA) du Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA 2013/16), le MARNDR implémente sa réforme institutionnelle dont la finalité est d'améliorer son efficacité à conduire une politique publique répondant aux enjeux du secteur agricole. Il s'agit de rendre le MARNDR capable de construire ses réponses avec les autres acteurs et d'assumer correctement les fonctions de son ressort (Pilotage, coordination et concertation, régulation, développement des services à l'agriculture, contrôle).

C'est une réforme graduelle qui s'articule autour des cinq orientations suivantes :

- Développer un MARNDR en mesure (i) de fournir des services appropriés aux agriculteurs et les autres acteurs du secteur et (ii) d'attirer les investissements privés qui font aujourd'hui défaut.
- Mettre un accent particulier sur les fonctions de pilotage et de régulation et sur les fonctions d'accompagnement des acteurs.
- Miser sur la déconcentration. L'efficacité du Ministère passe par une plus grande déconcentration et « mise en situation de responsabilité » des DDA.
- Assurer une meilleure intégration des projets et programmes au sein du MARNDR afin de lui redonner les moyens de son action.
- Rationaliser l'organisation du Ministère.

La première étape du processus de cette réforme a été bouclée avec la validation du plan de réforme par le Conseil d'orientation stratégique (COS) en février 2014. Le plan de réforme constitue un document stratégique de conduite de la réforme institutionnelle qui permettra au MARNDR de mieux définir ses politiques et ses stratégies et de les mettre en œuvre.

Les propositions contenues dans le plan sont issues d'analyses institutionnelles actuelles ainsi que des travaux antérieurs menés les années passées. Il est utile de rappeler que le MARNDR a connu durant ces deux dernières décennies plusieurs tentatives de réformes qui n'ont pas abouti. La cause essentielle a été le manque de continuité dans les efforts entrepris. L'instabilité institutionnelle et les jeux de pouvoir en interne constituent les facteurs explicatifs.

La deuxième étape a démarré avec la constitution d'un comité de pilotage d'une dizaine de membres, créé par circulaire de la Direction Générale, devant conduire la mise en œuvre de la réforme.

Rappelons que cette réforme s'inscrit dans le cadre plus général de la réforme de l'État dans laquelle le MARNDR est un Ministère pilote. L'OMRH, le MEF et le MPCE sont étroitement associés à la conduite de cette réforme du MARNDR.

(2). *Dynamisation de la coordination et harmonisation dans le secteur.*

Le Ministère a mis en place son Conseil d'Orientation Stratégique (COS) qui veille à l'articulation des différentes interventions avec la politique agricole sur le plan du programme, du budget et du calendrier d'exécution comme l'entend le décret 2005 sur l'Administration centrale. Le COS a ainsi une mission de cohérence interne. Par ailleurs, le MARNDR entretient des espaces d'échanges entre les différents partenaires financiers et techniques. Six (6) tables sectorielles agricoles ont été réalisées au niveau central. Les différents départements agricoles font d'énormes efforts pour réunir les opérateurs dans les tables départementales de concertation, afin d'harmoniser les interventions en vue de plus d'efficacité et d'efficience.

Tableau 2 : Tables concertations agricoles départementales (TCAD)

Departements	Nord	Nord'Est	Nord'Ouest	Artibonite	Centre	Ouest	Sud'Est	Grand'Anse	Nippes	Sud
Nmbre de TCAD	18	ND	5	9	0	5	10	ND	ND	10

Source : Données du bilan 2014

(3). *De nouveaux instruments légaux dans le secteur.*

Le MARNDR a tablé sur plus d'une dizaine d'avant projets de lois, parmi lesquels, l'on énumère : la *loi-cadre du futur organisme public autonome et codes de lois sur la santé animale et la protection végétale*, le *cadre juridique pour un système moderne de recherche agricole*, la *loi sur le statut de l'exploitant agricole*, la *loi sur le transfert de gestion des périmètres irrigués aux associations d'usagers de l'eau*, une *nouvelle loi organique...* Ces lois, une fois votées au Parlement et publiées viendront renforcer le cadre légal au niveau du secteur, indispensable au développement de celui-ci.

(4). *Création de la cellule de passation de marché*

La cellule de passation de marché devra améliorer la qualité du point de vue du respect des règles d'attribution des marchés dans le pays, tout en centralisant le processus pour tous les projets et programmes du Ministère. Cette cellule est déjà opérationnelle.

(5). *Production de manuels et d'outils.*

Le Ministère dispose actuellement d'un ensemble de manuels couvrant les domaines techniques, administratifs et comptables. Ils concernent le Suivi et Évaluation; la Passation de

Marchés; les Procédures administratives, budgétaires, comptables, financières et la Gestion des Ressources Humaines). En ce qui concerne les ressources humaines, on dénombre le Manuel de procédures finalisé, les fiches de poste (directeurs, coordonnateurs, adjoints, chefs de services), le livret d'accueil.

(6). *Réhabilitation des installations de base.*

Les locaux des Directions départementales du Nord et du Nord'Est, du Bureau agricole de Maniche dans le Sud, le centre de Limbé dans le Nord ont été réhabilités, à partir du projet PMDN.

(7). *Renforcement des capacités d'assistance technique.*

Les Écoles Moyennes d'Agriculture EMAVA de Pont Sondé (Artibonite), EMAD de Dondon (Nord) et EMDH de Hinche (Centre) sont dans un processus de réouverture imminente ; dans cette perspective, douze (12) Ingénieurs-Agronomes, devant assurer la gestion de ces écoles, ont été recrutés et formés suivant la méthodologie de l'enseignement par la pratique (*Learning by doing*) par l'université UC Davis de Californie.

(8). *Contrôle sanitaire des animaux et des végétaux.*

Le renforcement des services du contrôle et de la prévention sanitaires, ainsi que la protection des animaux à travers les différentes entités concernées du MARNDR dont le laboratoire de Tamarinier, le Service Quarantaine, les Directions protection des végétaux et de protection et santé animales,

445,922 animaux ont été vaccinés contre rage, charbon, New Castle et 11,037 têtes d'animaux déparasités et traités. Les *Gwoupman Sante Bèt* (GSB) continuent d'être renforcés et la surveillance épidémiologique communautaire se dynamise, 61 personnes ont bénéficié de la formation dont 38 jeunes sont formés sur les maladies rage, PPC et New Castle dans la Grand'Anse et 31 Agents Vétérinaires dans le Nord'Ouest et le Sud'Est.

En ce qui a trait à la protection des végétaux, le MARNDR fait face à des pestes qui menacent des cultures stratégiques comme le scolyte du café, la mouche des fruits, la fourmi folle, pour ne citer que ceux là. Les entités techniques en première ligne contre ces bio-agresseurs se doivent de relever les défis et sont en lutte quotidienne afin de résoudre ces problèmes. Un travail de recherche a été fait sur le scolyte à Baptiste (évoqué plus loin) et des efforts de régénération du café sont en cours avec l'Institut National du Café Haïtien (INCAH), pour la mouche des fruits, la Direction de protection des végétaux (DPV-PS) maintient sous contrôle épidémiologique les principales zones de production à partir d'un maillage avec plus de 3,900 pièges déjà installés dans l'Artibonite, le Centre, l'Ouest et le Sud.

Encadré II : Innocuité de mangue francisque, un enjeu économique et social

Contrôle sanitaire de la mangue francisque

La filière exportatrice de la mangue francisque constitue avec le café et le cacao, les principales productions agricoles du commerce extérieur du pays et qui atteignent le marché américain en particulier. Dix mille tonnes métriques (10,000 TM) de mangues sont exportées vers le marché américain, pour un montant équivalent de 12,500,000 \$US. De plus, des vergers au port d'embarquement, en passant par les usines de conditionnement, la filière de la mangue francisque génère chaque année plus de 10,000 emplois.

La production de mangue, comme dans beaucoup de pays, est exposée aux risques d'infestation par la mouche attaquant les fruits, les espèces *Anastrepha obliqua* et *Anastrepha suspensa*, mettant ainsi en péril le potentiel d'exportation de la production estimée à 60,000 TM. En 2007, les autorités américaines ont brusquement stoppé l'importation d'Haïti pour des raisons sanitaires, suite à la découverte d'une quantité de mangues infestées au-delà du seuil acceptable, les conséquences économiques et sociales qui s'en suivaient étaient énormes.

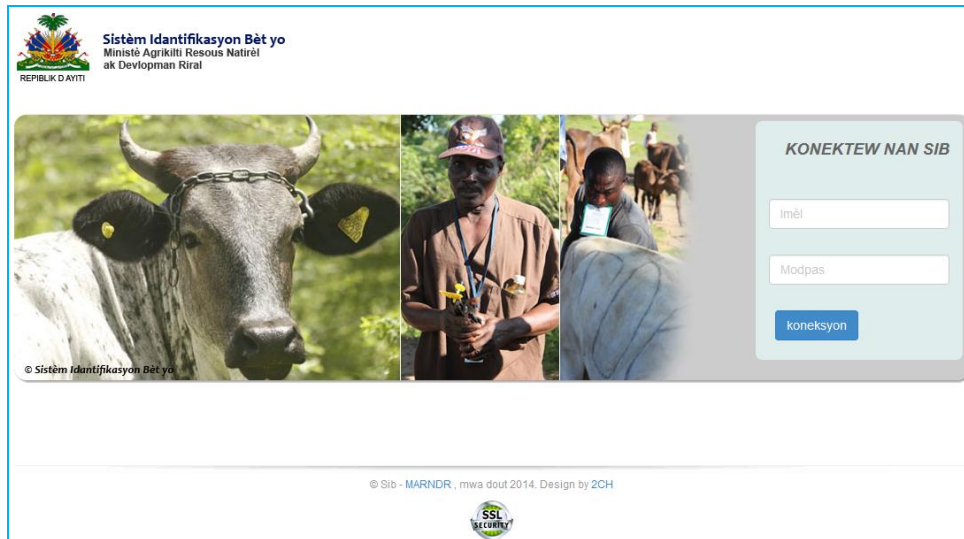
Le Ministère de l'Agriculture a dès lors engagé dans le contrôle systématique des zones de production, notamment l'Artibonite, le Centre, l'Ouest et le Sud. Un dispositif de piégeage comprenant 3,900 pièges a été installé à date faisant l'objet d'un suivi régulier. Ce dispositif associé à un système d'épidémiologie-surveillance a permis de maintenir le niveau d'infestation dans les vergers actuels en dessous du seuil absolu admis de 1mouche/piège/jour.

(9). *Sécurisation et identification du cheptel bovin.*

A travers le programme d'identification des animaux, une base de données sur le cheptel, le *Sistèm Idantifikasyon Bèt yo* (SIBA), a été mis en place (figure 5), accessible sur internet via (<http://www.sib.unipaj.com>). Dans ce même cadre, 222,668 bovins identifiés. Ce système devrait réduire les problèmes de vol et contrôler les mouvements du cheptel et faciliter la traçabilité.



Figure 5 : Capture d'écran de la base de données sur le cheptel SIBA



Source : <http://www.sib.unipaj.com>

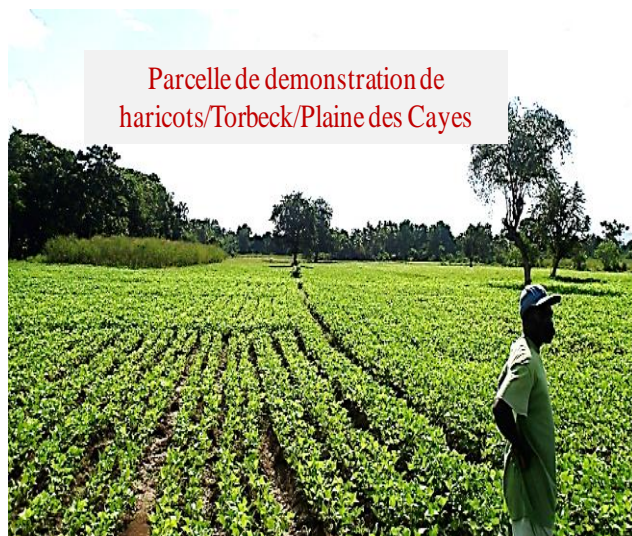
(10). *Activités de recherche agricole.*

Le Ministère, dans le cadre du vaste chantier de la réforme institutionnelle, a déjà lancé **la création de l'Agence nationale de la recherche agricole**, appelé à développer une véritable politique de recherche agricole dans le pays. Parallèlement, les activités se sont poursuivies dans les principaux centres de recherche du pays.

9.1.- Activités du centre de Levy/Camp-Pérrin (Sud)

Les activités de recherche du centre de Levy ont été financées par le programme céréalier supporté par le gouvernement de Taïwan via la Mission de Coopération Technique Taïwanaise établie dans le Sud. Le programme a entrepris :

- la réhabilitation du système d'irrigation qui alimente les parcelles de terres de Levy. Tous les canaux ont été mis en béton.
- la collection et évaluation de germoplasmes de haricot et de maïs.
- l'Amélioration via la méthode d'épuration de la variété locales dénommées *chicken corn*.
- l'Amélioration par épuration de la variété de haricot Tamazulapa.
- l'évaluation de variétés locales et introduites.
- la multiplication de semences de la variété Comayagua 8725 par des semences provenant du CIMMYT.



A partir des variétés performantes qui ont été sélectionnées, un certain volume de semences a été produit :

- Pour le maïs, 11000 épis les plus performants de la variété *Chicken corn* avec un rendement de 2.5T/ha. 38.6 tonnes de semences ont été produites pour emblaver 1800 ha.
- Pour le riz, 2000 lignées pour le riz de semence de base de *M8*
- Pour le haricot, 3797 lignées pour de la variété *Tamazulapa*⁴ avec un rendement moyen de 0.8 T/ha. 30 tonnes de semences ont été produites, ce qui permettra d'emblaver 400 ha pour la prochaine campagne d'Hiver.

⁴ Variétés testées Tamazulapa, DPC-40 et EAP.

Autres activités en cours dans le centre :

- Mise en place de parcelle de *Moringa oleifera*: pour son implication dans l'alimentation animale. Ce travail qui est en train d'être réalisé avec CHIBAS dans le cadre du projet DEFI.
- Suivi de 5 variétés de *Colocassia* tolérantes à phytophthora
- Suivi de 10 variétés de patates douces à chair jaune provenant du Centre International de la Pomme de terre (CIP).

9.2.- Activités du centre de Baptiste/Belladère (Centre)

Durant au moins deux saisons le centre de Baptiste a mené une étude sur la méthode piège pour lutter contre le scolyte de la cerise du café.

Cette méthode est l'une des tactiques qui consiste à mettre des pièges munis d'une phéromone pour attirer les insectes en vue de réduire leur population et ainsi obtenir un meilleur café

Cependant le piège BROCAP utilisé n'est pas fabriqué en Haïti et coûte relativement plus cher. Pour diminuer le coût de l'implantation de ces pièges des essais ont été menés par l'ICEF/DA et ont prouvé que ceux artisanaux donnent d'aussi bons résultats que les pièges BROCAP importés dans le cadre de la lutte contre le scolyte de la cerise du café.

9.3.- Activités du centre de Savane Zombi /Thiotte (Sud'Est)

- Acclimatation de variétés de pomme de terre

La principale activité du centre de Savane Zombi est basée sur la culture de la pomme de terre.

Ce centre a travaillé depuis 2011 sur l'acclimatation de 7 clones de 6 variétés de pomme de terre par culture en pot sous serre. Il a pu identifier le clone INIA 310 possédant un taux multiplicateur très élevé par rapport aux



autres. Celui-ci est doué d'une très grande adaptation en termes de niveau de résistance au mildiou (*Phytophthora infestans*) et de rendement (25 à 30 T/ha en moyenne), la variété a été vulgarisée. Une grande campagne de multiplication de plants commerciaux a été initiée et poursuivie en 2014.

Par ailleurs, des expériences sont aussi en cours sur la culture du chou et d'autres maraîchers comme la carotte, la fraise et le haricot grain.

Autres activités dans ce centre :

- Production de semences de haricot pour le compte du Service National Semencier (SNS) ;
- Mise en place de parcelle de démonstration d'autres espèces chou pommé vert, chou pommé violet, brocoli, poireau, poivron ;
- Formation des cadres du responsable du centre de Savane Zombi ;
- Entretien de la collection d'avocats ;
- Poursuite et finalisation de l'étude sur les systèmes de production au Morne des Commissaires et l'étude sur la filière de la pomme de terre de concert avec les ingénieurs agronomes résidents, la Composante 4 de DEFI et le DPMR ;
- Poursuite des essais mis en place et des parcelles de production de plants de pré-base et de base ;
- Poursuite et suivi des essais en station de choux pommés et de carotte.



9.4.- Activités sur la ferme expérimentale de Damien (Ouest)

Multiplication de deux variétés de patates douces à chair jaune et violette en vue de leur vulgarisation.

(11). Ateliers, forums, publications et autres activités de visibilité et de communication.

Ces types d'activités rentrent dans le cadre de la promotion des produits et services agricoles au profit des producteurs, des organisations de producteurs, des consommateurs et de potentiels investisseurs. Elles visent à favoriser une meilleure visibilité du secteur et son attractivité. Parmi les événements réalisés, on peut citer :

- *l'atelier intégration agriculture et environnement, 6-7 Février 2014, à Côte des Arcadins.* L'objectif, entre autres, de ce premier forum Agriculture et Environnement fut de sensibiliser producteurs, associations communautaires et ONG sur la nécessité de toujours considérer, en recherchant la productivité agricole, les impacts de leurs actions sur l'environnement.
- *la traditionnelle foire agricole, artisanale et industrielle, 1er au 3 mai 2014, à Damien.* Cette activité à récurrence annuelle, se réalise en l'honneur de tous les travailleurs. Dans l'esprit de Damien, ce fut plutôt en hommage à toutes celles et tous ceux impliqués à un segment quelconque de la chaîne de valeur agricole, que ce soit la production, l'agro-transformation, la commercialisation ou les services agricoles. Cet événement qui se veut aussi offrir une réelle visibilité à la production nationale, en particulier les produits agricoles. Des milliers de visiteurs ont défilé dans l'espace et rencontré les exposants pour se procurer des produits de leur choix se familiariser à toute la diversité des produits, animaux, matériel, équipement, etc. exposés.
- *l'atelier-formation sur les filières agricoles/chaines de valeur, 18-21 juin 2014, à Côte des Arcadins.* Animé par le professeur Edgar JEANNITON et l'économiste Kesner PHAREL, cet atelier rentre dans la dynamique du renforcement des capacités du Ministère, il sera repris au niveau des directions départementales toujours dans la logique de mieux outiller les cadres dudit Ministère pour une meilleure articulation de la chaîne de commande dans le cadre de la prise en charge en vue de meilleurs résultats. Environ soixante quinze (75) cadres du MARNDR ont bénéficié de cet atelier-formation.
- *le camp agriculture jeunesse-Été 2014, 20 au 23 août, à l'Arcahaie.* Avec l'appui de plusieurs autres institutions publiques dont le Ministère de la Jeunesse, des Sports et à l'Action Civique, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales à travers la Direction de la Protection Civile, le MARNDR a réuni plus de mille cinq cent (1500) jeunes du pays, dans l'objectif de les sensibiliser sur les questions de l'agriculture, de l'environnement et de l'entreprenariat. « nous devons avoir une jeunesse responsable qui soit en mesure de travailler pour un renforcement effectif du secteur agricole, elle doit pouvoir apprendre à produire pour répondre

aux besoins du pays. La production agricole est un outil d'indépendance économique », a martelé le Ministre Thomas JACQUES, en cette occasion.

- *les journées du collège d'enseignants chercheurs en recherche agronomique et développement rural en Haïti, 7 au 10 septembre 2014, à Côte des Arcadins.* Cette initiative fait suite aux Assises de la Recherche tenues en avril 2013 et trouve un écho favorable auprès du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). L'aboutissement de ces consultations devra être la création d'une entité devant redynamiser la recherche agricole. Les premières idées avaient opté pour la création de *l'Agence Nationale de Recherche Agronomique pour un Développement Durable (ANARAD)* qui allait par la suite évoluer pour devenir le *Fond National de Recherche pour un Développement Durable (FONRED)*, une structure plus large impliquant aussi d'autres ministères, dont le MENFP, le MPCE, ... La mission qui sera attribuée à cette structure sera de promouvoir la production de connaissances scientifiques mobilisables en faveur du développement durable. Une loi devra créer le FONRED et définir son organisation ainsi que son fonctionnement.
- *des publications sur les prix de marchés et la sécurité alimentaire.* Plus d'une cinquantaine d'articles sur la sécurité alimentaire, les prix de marchés, les activités de sensibilisation et de formation ont été publiés, par le biais de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), la Sous-structure statistiques agricoles et informatique (3SAI) ou l'Unité des Relations publiques et de Communications (URPC). Les différentes banques d'informations agricoles ont été tenues à jour et sont consultables sur les sites : <http://agriculture.gouv.ht/view/01/>, <http://www.cnsa509.org/>, http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/. La 3SAI a réalisé récemment une enquête d'estimation de la production agricole de printemps ; à date les données sont en cours de traitement et seront postées incessamment sur le site du Ministère.

(12). *Sécurisation foncière avec l'INARA*

Les actions de l'Institut National de la Reforme Agraire (INARA) s'inscrivent dans le cadre sa mission (Article 248 de la Constitution) et au Plan Triennal de Relance Agricole (2013-2016) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural qui vise d'une part à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la croissance économique d'Haïti et d'autre part à garantir, aux réels exploitants de la terre, la sécurité foncière.

La sécurité des droits fonciers en milieu rural se réfère à «l'ensemble des conditions qui assurent la stabilité du propriétaire et de l'exploitant sur sa terre. Il s'agit en fait de la certitude que les droits d'une personne seront reconnus par les tiers et protégés en cas de contestation spécifique, de telle sorte qu'elle puisse jouir et profiter paisiblement des avantages sociaux et économiques qui en découlent. Elle renvoie donc à la garantie de pouvoir investir et de bénéficier des fruits de son investissement. En ce sens, la sécurité foncière concerne aussi bien les propriétaires que les détenteurs de droits délégués.

L'INARA s'est fixé ainsi un certain nombre d'objectifs :

- Contribuer à l'élimination de la situation d'insécurité des tenures qui ne favorise pas les investissements productifs nécessaires au développement de l'agriculture.
- Sécuriser les exploitants en vue d'attirer les investissements dans le secteur.
- Inventorier les terres de l'État.
- Etablir le cadastre national conjointement avec les autres institutions concernées.

Au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, les interventions de l'INARA ont porté sur la coordination, la concertation, la sensibilisation versus participation, la formation, les études foncières, la gestion des conflits, l'inventaire des terres de l'État, le renforcement institutionnel et la sécurisation foncière. Le tableau qui suit présente le bilan des activités réalisées pour la dite période.

Tableau 3 : Principales activités opérées par l'INARA

Section/rubrique	Activités réalisées	Quantité
Coordination	▪ Rencontres de coordinations avec les différentes instances de directions de l'Institution	12
Concertation	▪ Rencontre de réflexion ▪ Mise à la disposition de la Mairie des Gonaïves d'un cadre pour la gestion des programmes fonciers ▪ Participation aux rencontres des tables sectorielles de concertation dans le Nord et le Nord Est	63
Formation	▪ Séances de formations à l'intention des structures organisées et des collectivités territoriales	18
Etudes foncières	▪ Diagnostic de la situation foncière de : Marthe Péralte (Centre), Nan Sitwon (Centre), Ferme de Marmont (Centre), Guillette (Nord'Ouest), Nappe Devezin (Nord'Est) Etude, Manègue (Ouest)	6
Inventaire des terres de l'État	▪ Intervention au niveau de 32 communes dans les départements du Nord et du Nord Est	7979 ha identifiés
Renforcement institutionnel	▪ Séance de formation OMRH : évaluation d'impact, évaluation, Google earth, GPS, SIG.	17

Source : Données du bilan 2014

En matière de sécurisation foncière

L'INARA, en partenariat avec le projet PPI-II, a intervenu sur une vingtaine de périmètres irrigués où des relevés parcellaires ont été effectués sur Mille huit cent soixante cinq hectares (1,865 ha), représentant 1,592 parcelles (Tableau 4).

Dans les départements de l'Ouest, des relevés topographiques ont été réalisés sur le périmètre de « Bercy » sur une superficie de 528.32 ha, et 295 personnes ont participé à diverses séances de formation sur le leadership, la résolution de conflit, l'utilisation du GPS, et les études foncières.

Quelques activités ont été également menées dans le Sud, notamment :

- établissement d'une liste de 150 exploitants enquêtés sur le périmètre de Catiche
- délimitation à Catiche d'une superficie de 800 ha dans laquelle 120 ha sont exploités
- collecte des données sur : mode de tenure, la superficie et la localisation des parcelles, la main d'œuvre familiale, les outils et les intrants utilisés.
- relevé préliminaire du site de Catiche sur une superficie de 324.9 ha.

Tableau 4 : Relevés parcellaires des PPI Nord'Est et Nord'Ouest par l'INARA

Département	Commune	Périmètre	Sup. Déclarée (ha)	Sup. Mesurée (ha)	Nbre de Parcelles
Nord' Ouest	Baie de Henne (4 ^{ème} sec)	Nan Kare	30	14.7	58
Nord' Ouest	Baie de Henne (3 ^{ème} sec)	Petite Rivière	20	22.61	60
Nord' Ouest	Jean Rabel (2 ^{ème} section)	Vieille Place	100	50.32	154
Nord' Ouest	Jean Rabel (2 ^{ème} section)	Colette		54.03	95
Nord' Ouest	Bassin Bleu	Belier	70	82.77	28
Nord' Ouest	Bassin Bleu	Ka Traka	45	41.25	102
Nord' Ouest	Port de Paix	Ballade	27	43.96	111
Nord' Ouest	Port de Paix	Ti Chansolme	60	70.47	157
Nord' Ouest	Port de Paix	Audrouin	55	54.98	158
Nord' Ouest	Chansolme (6 ^{ème} section)	Andrau	130	156.6	119
Nord' Ouest	Bassin Bleu	La Hatte	44	46.05	126
Nord-Est	Terrier Rouge	*MPTR	31	20.06	4
Nord-Est	Fort-Liberté	Coicou (1,2)	162	220.38	187
Nord' Est	Fort-Liberté	Coicou 3	-	167,61	104
Nord-est	Fort-Liberté	Haut Madeleine	40	**	***
Nord-est	Fort-Liberté	Lasiné	-	1.66	6
Nord-Est	Fort Liberté (4 ^{ème} section)	Lekwe	-	5.51	8
Nord' Est	Fort Liberté (4 ^{ème} section)	Bafonbous	-	12.82	27
Nord'Est	Fort Liberté (4 ^{ème} section)	Deris	-	935	20
Nord'Est	Trou du Nord	Roche plate	60	31.46	68
		Total	874	1,865	1,592

Source : Données du bilan 2014

4.2.- Appui à l'agriculture familiale

4.2.1. Les orientations stratégiques

La dynamisation des systèmes agricoles pratiqués par les petits producteurs et petites productrices du pays est un des leviers importants sous tendant le développement agricole et le grand chantier de la refondation économique du PSDH. Dans le cadre du programme triennal 2013-2016, les exploitations familiales cibles sont de taille réduite avec des SAU inférieures à 1 ha, localisées dans des zones de production vulnérables et s'adonnant à des cultures à dominante vivrière (maïs, sorgho, manioc, haricot, maraîchers, ...) et à un élevage extensif. La stratégie visant le renforcement de ces systèmes longtemps stationnaires repose sur l'amélioration de leur productivité tout en veillant au maintien de l'équilibre environnemental.

L'amélioration de l'accessibilité des services agricoles passe par une augmentation de l'offre de ces services non publics auprès des acteurs non gouvernementaux et privés à partir d'une gestion rationalisée des subventions publiques aux producteurs.

Les orientations pour appuyer les systèmes agricoles familiaux reposent sur :

- l'enregistrement exhaustif des agricultrices et agriculteurs au niveau de leur zone de production, de manière à faciliter la planification et la canalisation des moyens nécessaires et spécifiques à leur situation et leurs besoins en termes de capacité réelle pour produire et engranger des revenus acceptables.
- La subvention des intrants de base et de certains travaux à l'occasion des campagnes agricoles, en vue de minimiser tout retard possible dans le calendrier agricole, de pallier les méfaits de la saisonnalité des activités agricoles et de garantir la productivité et la production. En ce qui concerne l'élevage, l'appui consiste en l'amélioration des races, la prévention des maladies, le développement des laiteries et de l'apiculture.
- La formation des producteurs et éleveurs sur des techniques productives et durables, en vue de leur permettre d'exploiter au maximum le potentiel génotypique des semences et animaux.

Tableau 5 : Besoin estimatif national en semences de base

Cultures	Superficie annuelle (Ha)	Densité en (Kg) ou plants / ha	Besoin total (TM)
<i>Légumineuses</i>	175,000	170	8,900
Haricot (<i>Phaseolus vulgaris</i>)	125,000	60	7,500
Pois de souche	10,000	45	450
Pois inconnu (<i>vigna unguiculata</i>)	10,000	50	500
Pois congo (<i>cajanus cajan</i>)	30,000	15	450
<i>Céréales</i>	480,000	118	13,800
Riz	60,000	80	4,800
Sorgho	120,000	12.5	1,500
Maïs	300,000	25	7,500
<i>Maraîchères</i>	8,900	n/a	7
Semences maraîchères	8,900	variable/sp	7
TOTAL (légumineuse+céréales+maraîchères)	n/a	n/a	22,707

Source : Données du bilan 2014

4.2.2.- Programmes, projets et budget

Le MARNDR élabore un programme pour chaque campagne agricole à partir des projets inscrits dans le PIP, dont le programme de *Modernisation et dynamisation de l'agriculture et de l'élevage (regroupant 22 projets)* et le programme de *Subvention des fertilisants* ; à ce niveau d'appui direct à la production, les projets RESEPAG, PTTA et SECAL, financés avec des ressources externes sont d'un apport extrêmement important grâce à leur volet incitations à l'adoption des paquets techniques productives. Chacun de ces projets avait préalablement fait des provisions budgétaires nécessaires à ces campagnes. Un programme spécifique à la pêche a été aussi conçu, le programme de *Modernisation et de dynamisation de la pêche*. Il comprend deux (2) projets dont un portant sur la pêche maritime et l'autre sur l'aquaculture dans les lacs collinaires.

Le volet crédits et assurances agricoles est spécifiquement l'œuvre du projet SYFAAH et de la Banque de crédit agricole (BCA).

4.2.3.- Principales réalisations

A. Les filières de production végétales.

- (1). *Des registres nationaux des producteurs agricoles et des opérateurs prestataires de services.*

En ce qui a trait à l'enregistrement des producteurs et productrices agricoles, trois (3) projets dont le RESEPAG, le PTTA et le PMDN ont établi une banque de données sur ces derniers,

notamment dans les départements du Sud, du Sud'Est, du Nord'Est, ... Cette démarche rentre dans un processus plus large de constitution des registres nationaux des producteurs et des opérateurs prévus par la stratégie transitoire actuelle de subvention des intrants agricoles du Ministère de l'Agriculture.

(2). *Subvention des intrants agricoles.*

La contribution du Ministère à travers son *programme de subvention des fertilisants* (PSF) et des programmes et projets bilatéraux ont pu fournir un appui aux petites productrices et petits producteurs pour lancer leurs activités lors des campagnes agricoles.

Cet appui comprend :

- 19,600 tonnes courtes⁵ de fertilisants chimiques subventionnés et mis sur le marché à un prix accessible (900 G/Sac de 50 kg) aux producteurs, uniquement par le PSF.
- 977 tonnes métriques de semences, dont 812 tonnes subventionnées à cent pour cent par le MARNDR, ont été distribuées aux producteurs dans les dix (10) départements. Ce qui leur aurait permis d'emblaver 7,700 ha et 2,500 ha de haricots respectivement en Hiver et au Printemps. 113 tonnes de semences de maïs, entre autres, ont été également distribuées, soit un potentiel de superficie emblavée de 214 et 2,800 ha respectivement en Hiver et en Printemps.
- 17,000,000 boutures de patate et 5,000,000 boutures de manioc ont été aussi mises à la disposition des producteurs ; ce qui représente des superficies emblavées en patates de 225 et 200 hectares respectivement en Hiver et au Printemps.



⁵ 1 tonne courte = 20 sacs de 50kg

- Parallèlement, au niveau des départements Nord'Est, Nord, Sud'Est et Sud, un système d'incitations, à travers des bons d'achat, a été mis en place au profit des agriculteurs et agricultrices, ce qui leur servait à l'achat des intrants et/ou des services tels labourage, transport, main d'œuvre, etc. Ils ont été donnés sous forme d'incitations à l'adoption de paquets technologiques performantes, dans le cadre de la politique du MARNDR de renforcer la productivité des exploitations agricoles familiales, à travers les projets PTTA, PMDN et SECAL. Ces programmes ont déjà accompagné 23,000 agriculteurs et agricultrices et couvert 11,600 ha de cultures ou d'agro-forestiers.

Tableau 6 : Quantité de semences distribuées aux producteurs par département

	Unites	Total	MARNDR	Hiver 13*	Printemps 14*
Haricot	TM	618	591	444	147
Pois inconnu	TM	9	2	0	2
Pois congo	TM	61	25	0	25
Pois de souche	TM	72	10	0	10
Mais	TM	134	113	4	109
Sorgho	TM	75	70	5	65
Arachide	TM	8	1	1	0
TOTAL		977	812	454	358
* semences subventionnées en hiver et printemps uniquement par le MARNDR					
	Unites	Total	MARNDR	Hiver 13*	Printemps 14*
Igname	fragment	600	0	0	0
Banane	drageon	157,500	30,000	0	30,000
Patate	bouture	16,745,000	12,120,000	8,800,000	3,320,000
Manioc	bouture	4,718,000	300,000	0	300,000

Source : Données du bilan 2014

Encadré III : Incitations et adoption des paquets techniques productives et durables

Les incitations, innovation pour l'adoption des paquets techniques productives et durables

Conçues dans l'esprit de la stratégie de transition de subvention des intrants et mises en œuvre à travers le projet RESEPAG, le pionnier et les projets PTTA, PMDN et SECAL, les incitations agricoles se sont révélées comme une nouvelle approche d'accompagnement des petits agriculteurs et petites agricultrices.

Cette approche rencontre la vision exprimée dans le Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA) de fournir un appui efficace à l'agriculture familiale. Elle consiste à accompagner le segment des petites exploitations des filières productives à utiliser des paquets techniques regroupant des semences et des intrants de qualité, des travaux de préparation et d'entretien des parcelles dans le strict respect du calendrier technique agricole et des pratiques conservationnistes sur le plan de la gestion des eaux et des sols aux fins de favoriser l'équilibre écologique. Chaque projet, par ailleurs, construit une base de données sur les agriculteurs et les fournisseurs de services (Sauf le SECAL qui travaille directement avec les organisations communautaires), une étape vers la constitution des Registres nationaux des Producteurs et des fournisseurs de services agricoles. Les incitations agissent comme un mécanisme qui doit permettre un ciblage plus efficient des bénéficiaires tout en renforçant le réseau privé d'approvisionnement en services et intrants en augmentant la demande solvable.

L'approche des incitations est aujourd'hui effective dans quatre départements, le Nord, le Nord'Est avec le PTTA et le PMDN, le Sud et le Sud'Est le RESEPAG et le SECAL.

Les filières supportées à date ont été : Maïs, Haricot, Riz, Café, Cacao, système agroforestier. Le tableau ci-dessous présente la distribution des projets par département et filière.

	Maïs	Haricot	Riz	Café	Cacao	Agro-forestier
Nord'Est			PTTA	PTTA		
Nord			PTTA	PTTA PMDN	PTTA PMDN	PTTA PMDN
Sud	SECAL RESEPAG	SECAL RESEPAG				
Sud'Est				RESEPAG		

Sur le plan de stratégie opérationnelle, une telle approche met en relation l'offre, la demande, un intermédiaire financier et un opérateur technique (une ONG dans la plupart des cas), qui finalement va mutualiser les relations de confiance à terme. Les parties prenantes ont dégagé leur satisfaction, selon un rapport du Suivi-évaluation du MARNDR ; cependant, il reste à capitaliser sur les variantes dans l'application de l'approche par les différents projets.

En termes de chiffre, les programmes ont touché les agriculteurs et couvert les superficies tels que exprimés dans le tableau suivant :

	Nombre agriculteurs touchés	Superficie couverte (ha)
PTTA	8,901	4,000
RESEPAG	4,909	3,600
SECAL	1600	1,000
PMDN	9,125	3,000

B. Dynamisation de l'élevage

En terme de marché, la production de viande bovine haïtienne est estimée à près de deux cents millions de dollars américains (200.000.000 US\$). L'exportation de la viande de caprins tourne autour de cinquante mille (50,000) têtes de cabris. Les productions d'œufs et de poulets de chairs représentent respectivement 1 million et 100 mille unités par mois.

Les objectifs poursuivis, aujourd'hui, par le MARNDR, sont :

- d'augmenter de 40% la production annuelle de viande de cabris, la production 5900 TM passera à 7300 TM.
- de tripler la croissance soutenue actuelle de la production annuelle de viande de bœuf de 1% à 3%.
- de renforcer la capacité de transformation de lait actuelle de 4000 TM annuelles. Elle passera à 14 000 TM dans les 5 prochaines années.
- de renforcer les productions intensives d'œufs et de poulets de chair qui passeront respectivement de 1 million à 10 millions d'œufs et de 100 000 à 500 000 poulets par mois.

Les actions menées au cours de cet exercice ont permis :

(1). *Système de crédit rotatif au profit de 300 familles à Cité Soleil*

Des mécanismes de *subvention* ont été développés en faveur de la dynamisation de l'élevage familiale, notamment un système de crédit rotatif mis en œuvre au niveau de la commune de Cité Soleil autour de petites unités de bovins et de caprins ;

(2). *Subvention et distribution de races améliorées de caprins et de bovins*

Environ 2,260 caprins ont été subventionnés. De plus, dans l'objectif constant d'améliorer l'élevage, par l'introduction de races plus performantes, un ensemble de stations de monte se mettent en place. A

Bombardopolis, dans le Nord'Ouest, quinze (15) stations de monte avec 15 boucs boer sont



mises en place, au profit des petits éleveurs. Dans l'Artibonite, 30 stations de monte ont été créées avec 40 taureaux améliorés et 40 boucs améliorés (Boer), dans le cadre du Programme PASAH/UE. Ce qui facilitera aux petits producteurs de croiser leurs animaux avec des races très performantes et ainsi d'améliorer leur cheptel.

(3). *Transformation du lait*

Dans le cadre de la valorisation du lait de vaches, six (6) nouvelles laiteries ont été construites (Côtes de Fer, Thomazeau, Gonaïves, Petite Rivière de Nippes, Plaisance du Nord, Torbeck) ; ce qui amène une production additionnelle de 1,500,000.00 litres de lait transformé. Ce qui porte à trente (30), le nombre de laiteries dans le pays, assurant une capacité 45,000,000 de litres de lait transformé en yaourt ou laits pasteurisés embouteillés.

Cinquante deux (52) machines à traire ont été acquises et sont en attente de distribution au niveau de la Direction des infrastructures agricoles (DIA).

C. Appui à la pêche et l'aquaculture.

Le gouvernement travaillera au développement social et économique des communautés rurales des pêcheurs à travers la pratique d'une pêche artisanale améliorée durable par l'installation de Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) dans les eaux territoriales du pays. Les DCP permettent aux pêcheurs d'aller chercher du poisson beaucoup plus loin dans la mer et de diminuer la pression sur les côtes qui met en danger actuellement de nombreuses espèces. Le volume annuel de la production et des captures totalise 600 TM.

Les actions menées au cours de cet exercice ont permis :

- (1). *d'installer 41 DCP installés et de construire 71 bassins piscicoles familiaux.*
- (2). *de subventionner au profit des pêcheurs 50 moteurs à bateaux et 50 bateaux à moteur, notamment au niveau de Grand-Gosier, Belle Anse, Marigot, Cayes Jacmel et Bainet. Parallèlement, les 5 principaux centres de pêches dans ces communes ont été dotés d'énergie à partir d'un système d'inverter (2.4 kW), de batteries et de panneaux solaires.*
- (3). *l'aménagement des lacs collinaires de Montagne la Voute (zone Ka Koline, et Bwa Koupe), ainsi que la construction de deux (2) centres de pêche dans ces localités pour faciliter du matériel et équipements de pêches des comités de gestion.*

- (4). Les *pêcheurs*, les comités de gestion des centres ont reçu diverses formations en conservation des poissons pélagiques, gestion et fonctionnement organisationnel.

D. Crédits et assurances agricoles

En matière de crédit, il existe une forte demande au niveau du secteur agricole et agro-industriel provenant principalement des entreprises qui ont besoin de fonds substantiels pour leurs activités liées surtout à l'exportation. Les coopératives ou groupements de producteurs et même des petites exploitations familiales expriment des besoins relativement faibles en termes de fonds d'investissements agricoles et commerciaux. Actuellement, le crédit agricole est effectué à partir de deux instruments clés, la *BCA* et le *SYFFAH*.

Activités de crédit de la BCA :

La Banque de Crédit agricole, dans le cadre de son programme ordinaire de financement, a développé, à partir des fonds propres, une ligne de crédit couvrant quatre (4) activités : production agricole, élevage, commercialisation agricole et agro-transformation.

Le montant des crédits alloués par cette entité est de *Trente million trois cent quatre vingt quinze mille gourdes* (30,395,000 Gde).

Tableau 7 : Etat des crédits agricoles octroyés par la BCA

Activités financées	Montant	Pourcentage
Production agricole	14,210,000	47%
Elevage	4,775,000	16%
Commerce. Agricole	10,760,000	35%
Agro-transformation	650,000	2%
Total	30,395,000	100%

Source : Données du bilan 2014

Activités de crédit du SYFAAH :

Le projet Système de Financement et d'Assurance agricole, d'une durée de sept (7) ans, a eu une phase pilote de trois (3) ans terminée en 2013 ; la deuxième phase du projet a déjà commencé.



Le financement est assuré par IICA, DID, et FADQDI. Des protocoles d'accords ont été récemment signés avec la Coopération Suisse et l'AFD pour augmenter l'assiette du fond actuel.

Les principaux produits et services développés et prévus par le SYFAAH sont surtout l'encadrement technique (condition essentielle pour obtenir le crédit), le crédit (diversifié vers la production, la transformation, le stockage et la commercialisation) et l'assurance agricole.

L'assurance agricole du SYFAAH devrait couvrir les risques liés aux aléas climatiques, aux maladies et aux pestes.

Le projet met en œuvre ses activités via des opérateurs financiers, SOGESOL, ACME, et le LEVIER. Il entend adresser les filières du riz (dans l'Artibonite), la mangue, les maraichers, les filières avicoles et la banane. Il a en perspective, d'inclure les cultures igname, café, cacao, avec l'intégration de la Coopération Suisse et l'AFD.

Pour l'instant, les services financiers du projet touchent les filières riz et la mangue dans l'Artibonite ; ils seront étendus progressivement sur les dix (10) départements, mais cela va dépendre de l'alimentation du fond de garantie⁶.

Un groupe de dix (10) Conseillers Techniques en Gestion (CTG) ont été déjà formés et fournissent l'encadrement technique nécessaire aux aspirants des produits et services financiers offerts par le projet.

Le SYFAAH a accordé à date quatorze mille cent quatre (14,104) prêts représentant un montant cumulé de quatre cent quatorze millions huit cent quatre vingt quinze mille cinq cent quatre vingt quinze gourdes (414,895,595 Gde).

⁶ Une partie du fond de garantie devrait venir de l'Etat haïtien.

Tableau 8 : Etat des crédits agricoles octroyés par le SYFAAH

	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14
A - PRINCIPAUX INDICATEURS								
1. Nombre cumulatif de prêts décaissés	1 286	2 322	3 770	5 243	7 290	9 607	12 385	14 104
2. Montant cumulatif de crédit agricole octroyé	40 204 919	90 103 623	171 991 601	254 258 027	361 705 817	492 272 104	633 414 431	714 895 595
3. Nombre de crédits en cours	1 249	1 746	2 877	3 459	4 845	6 392	6 883	7 881
4. Portefeuille d'encours de crédit agricole	34 662 480	64 816 685	127 763 564	169 391 675	243 923 840	312 686 704	337 371 346	370 511 314
5. Montant des engagements du FAPAH :								
<i>Encours brut autorisé</i>	55 000 000	85 000 000	85 000 000	134 000 000	141 000 000	141 000 000	141 000 000	141 000 000
<i>Encours total de prêts couverts</i>	10 752 130	50 524 833	72 612 716	81 976 065	84 498 603	92 689 685	95 962 055	0
6. Nombre total de points de services	16	17	19	29	29	30	31	32
7. Nombre d'officiers de crédit agricole (OCA)	24	29	31	34	40	43	46	46

4.3.- Renforcement de l'agriculture à finalité commerciale

4.3.1. Les orientations stratégiques

L'agriculture haïtienne, en dépit des contraintes et des limitations souvent évoquées et parfois à tort, dispose d'une grande potentialité non exploitée et offre de grandes opportunités. En effet, la diversité des milieux agro-écologiques demeure favorable à la mise en place d'une large gamme de systèmes de cultures. La disponibilité des ressources en eau et de vastes terres irrigables, notamment dans le Nord-est, l'Artibonite (Savane Diane) et le Centre ne sont pas totalement mises à profit. De plus, les conditions actuelles des espaces agricoles peuvent se prêter assez facilement aux systèmes agricoles biologiques dont les produits sont expressément sollicités par les marchés des pays riches, tels les USA, le Canada, ceux de l'Union Européenne, etc. De plus, ces conditions peuvent offrir une valeur ajoutée aux produits agricoles haïtiens sur le marché international.

L'actuelle équipe dirigeante du Ministère s'est engagée dans la promotion de l'agro-industrie dans la perspective de l'augmentation de la production, des exportations agricoles, et conséquemment l'amélioration de la sécurité alimentaire. Des discussions et négociations concluantes avec diverses catégories d'investisseurs potentiels ont été initiées depuis la fin de l'exercice précédent.

Une telle stratégie repose sur une politique agressive, à la recherche d'investisseurs privés nationaux et internationaux qui mettront leurs ressources dans les chaînes de valeur, de la production à la commercialisation. Elle entretient une synergie entre des Ministères clefs, tels le Ministère des Travaux Publics Transports et Communication (MTPTC), le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) y compris le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) à travers la Commission Interministérielle des Investissements (CII) et des groupes de travail ad Hoc.

Les piliers de la stratégie actuelle comprennent des mécanismes, outre la mobilisation du *financement*, des dispositions visant à garantir l'*innocuité alimentaire* et la *traçabilité des produits*, la *compétitivité de la production nationale* à travers des ajustements et des barrières d'ordre tarifaire ; à cet effet, l'*Unité de protection sanitaire* a été récemment créée et devra être opérationnelle au cours de 2015. Tous ces mécanismes, cœur de la mobilisation et des réflexions au sein du MARNDR et au plus haut niveau, devront encourager davantage d'intégration de capitaux privés dans la dynamisation, l'augmentation de la production nationale, la création d'emplois et la rentrée de devises.

4.3.2.- Principales réalisations

Les premiers extrants des efforts déployés en faveur de la facilitation de l'intégration massive des capitaux privés ou étrangers dans le secteur agricole sont les suivants :

- (1). *Création de l'unité de promotion de l'investissement privé dans le secteur agricole. créée en 2013.*

Cette unité a pour mission :

- de collecter, traiter, analyser et diffuser des informations utiles à la prise de décision d'investissement dans le secteur agricole,
- d'élaborer des politiques, stratégies et programmes destinés à créer un environnement favorable aux investissements privés dans le secteur agricole et agro-industriel (synergie avec les autres institutions),
- d'appuyer les entrepreneurs pour la concrétisation de leur projet d'investissement (de l'idée de projet à la mise en œuvre).

- (2). *Les résultats actuels augurent un futur prometteur de l'économie agricole.*

En effet, sur 30 projets soumis l'année dernière par des potentiels investisseurs dans le secteur, 25 ont été approuvés par le MARNDR. Ces projets représentent un investissement espéré de 600 millions de dollars US pour les dix prochaines années. Au cours de l'année 2013, 30 Millions de dollars ont été investis par des investisseurs du secteur privé. Le 30 septembre dernier, sept (7) conventions ont été signées pour un montant de 269.5 Millions de dollars. D'autres projets sont en cours de finalisation à la fin de l'année 2014. Ces résultats sont le fruit d'une parfaite collaboration entre les différentes entités de l'État impliquées dans la promotion des investissements privés dans le pays entre autres : MCI, MEF, CFI, etc.

Tableau 9 : Protocoles d'accords conclus en 2013/2014

Entreprises	Activités envisagées	Zones d'Intervention	Investissement projet en Million USD	Emplois en perspective		Etat du protocole d'accords
				Emplois permanents	Emplois temporaires	
Compagnie Haïtienne de Production Agricole CHPA S.A	Commercialisation du Riz, Maïs et Haricots	L'Arribonite, le Grand Sud et le Centre	4	1130	1500	Accord conclu
Agri-Succes/Haïti Originale/Dole (Phase d'étude et d'implantation)	Commercialisation de la Banane	Région Goavienne	10	5	30	Accord conclu
AGRITRANS	Commercialisation de la Banane	Nord'Est et Nord'Ouest	5.8	1200	600	Accord conclu
ANAPAH	Commercialisation de céréales et légumes et tomates	Plaine du Cul Sac	1.5	1075	6000	Accord conclu
PISA (REBO)	Développement de 3 régions Cafésières	Randel, Thiotte et Baptiste	3.5	35	1620	Accord conclu
GEO Wiener	Développement de 3 régions Cafésières	Grand' Anse	2.5	50	8300	Accord conclu
SISALCO /NORTH COAST	Sisal	Nord'Est	2.5	1100	2000	Accord conclu
TOTAL	7 projets		29.8	4595	20050	

Source : Données du bilan 2014

Tableau 10 : Nouveaux accords conclus en septembre 2013/2014

Entreprises	Activités envisagées	Zones d'Intervention	Investissement projet en Million USD	Emplois en perspective		Etat des protocoles d'accords
				Emplois directs	Emplois indirects	
Haïti Originale/AGRI-Success (étude sociale)	production et commercialisation de la figue banane	Leogane et Grand-Goave et Petit-Goave	45	750	2000	Accord conclu
MIIDAS (Haïti Best Organic)	Culture sous serres (Fruits et Légumes)	Nord-Est	69	6000	10000	Accord conclu
PISA (REBO)	Développement de 3 régions Cafésières	Randel, Thiotte et Baptiste	4	600	1000	Accord conclu
Geo Wiener	Développement d'une région cafésièrè et cacaoyère	Grande Anse	2,6	20	500	Accord conclu
T-TRAC AGRO-INDUSTRIE	Culture du petit mil	Plaine des Cayes	0,3	200	800	Accord conclu
PONASA	Elevage et abattage de Porcs	Ouest	2,2	60	240	Accord conclu
AGRODEV	Mise en sacs des engrais	Haïti	6,5	34	200	Accord conclu
TOTAL	7 projets	N/A	129.6	7,664	14,740	N/A

Source : Données du bilan 2014

Tableau 11 : Projets en attente programmés pour décembre 2014

Entreprises	Activités envisagées	Zones d'Intervention	Investissement projet en Million USD	Etat du protocole d'accords
BIOTEK S.A	Production et Commercialisation du Sucre	Plaine de Léogane	22	Accord conclu
Haitian American Sugar Company HASCO S.A/ Florida Crystal	Production et Commercialisation du Sucre	Le Grand NORD	250	Accord conclu
SISALCO	Production et Commercialisation du Sisal	Le Grand NORD	9	Accord prévu pour 2015 (Démarrage des premières activités, identification des 1000 ha et formalisation avec les structures du MEF)
Caribbean Grean	Séchage et Commercialisation de riz en paddy	Plaine du Cul de Sac	0,5	En traitement/pièces à compléter, lettre d'engagement ----> à finaliser en 2015
Centre de Transformation Agro-industrielle CETAI S/A	Transformation et emballage de haricot et de produit vivrier	Arcahaie et Cayes		En négociation
AGRIDE S.A	Commercialisation de la figue banane	Nord-Est	11,8	En négociation
SAPEN S.A	Production Avicole	Nord	?	En négociation
SANA	Céréales	Sud	?	En négociation
TOTAL	8 projets	N/A	293,3	

Source : Données du bilan 2014

4.4.- Infrastructures rurales et aménagement des bassins versants

4.4.1.- Orientations stratégiques

L'accès à l'eau d'irrigation et la gestion des périmètres irrigués sont le centre des orientations du MARNDR en matière d'irrigation. En effet, ces orientations tournent autour d'une maîtrise adéquate de l'eau d'irrigation à travers la mise en place des aménagements hydro-agricoles, selon une stratégie intégrée, incluant les infrastructures physiques, les aspects sociaux et institutionnels ainsi que la mise en valeur agricole. Rappelons que le potentiel irrigable de la superficie du pays se situe entre 135,000 et 150,000 ha ; la surface irriguée actuelle est estimée à 80,000 ha, soient 250 périmètres irrigués (PNIA, Annexe 2, composante Irrigation).

A travers le PTR, le MARNDR a prévu d'accorder la priorité, pour des travaux de construction et de réhabilitation, à un ensemble de périmètres, de part leur importance et leur potentiel agricole, dont le périmètre de Latannerie, Bois de Lance / Quartier-Morin (1000 ha), les périmètres de Dubreuil et de Torbeck (1500 ha), le périmètre de Savane Diane (1000 ha), les petits périmètres à partir de la plaine de Davy à partir du barrage des Trois Rivières (5000 -6000 ha) et des travaux au niveau de la Vallée de l'Artibonite (10,000 ha) ... et des schémas directeur d'aménagement hydro agricole seront élaborés pour la plaine de Maribaroux (8,500 ha), la plaine de Baconnois (3000 ha) et le système de Momance-Léogâne (2000 ha).

Ces investissements, que ce soit sur les infrastructures ou dans la mise en valeurs, fondamentalement nécessitent et bénéficient d'actions protectionnistes, notamment sur les étages orographiques. En effet, d'importants travaux dans les drains naturels, les ravines et les rivières, des aménagements de maîtrise des eaux dans les versants, des incitations à la mise en place des systèmes agro-forestiers et forestiers afin de limiter l'érosion et surtout les dégâts sur les investissements en aval, sont autant d'activités avec lesquelles le Ministère se font accompagner les travaux d'installation et de réhabilitation des périmètres irrigués selon une approche intégrée et durable d'exploitation des bassins versants.

4.4.2.- Programmes et projets mis en œuvre

Irrigation

Une partie des fonds du programme *Modernisation et de dynamisation de l'agriculture et de l'élevage* déjà cité a servi pour financer des interventions légères sur les périmètres irrigués au moment des campagnes agricoles. Mais les grands travaux de réhabilitation des ouvrages ou

d'extension des périmètres se réalisent à travers le projet SECAL/UE/AFD, le projet PPI-II/FIDA et quatre (4) projets financés à partir du fond Petrocaribe, (1) le projet Recalibrage et Dragage du Chenal Salée Floodway (4 km), (2) le projet Réhabilitation du Système d'Irrigation de Latannerie (Phase 1 : Etude) et Opérationnalisation 2014, (3) le projet Réhabilitation du Système d'Irrigation de la Plaine du Cul de Sac et (4) le projet Réhabilitation des Infrastructures de la Rouyonne/ Léogane

Aménagement bassins versants

Sur le trésor public, 6 projets ont été centrés sur les bassins versants (voir programme de gestion des bassins versants). En plus, 7 projets ont été financés par le Petrocaribe, (1) le projet Aménagement Bassins Versants dans le Département de l'Ouest (La Rouyonne, Petit Goave, Rivière Grise, Matheux, Torcelle, Bretelle, etc.), (2) Protection des villes de la Côte Sud contre les risques d'inondation et des intempéries et le Projet de Mitigation des Désastres Naturels (PMDN).

4.4.3.- Principales réalisations

A. Irrigation.

Les travaux ont touchés plus de quarante (40) petits périmètres irrigués, totalisant environ 58,706 hectares (Tableau 14).

(1). Réhabilitation et curage de canaux

Sans compter les interventions sur les ouvrages ponctuels, seuils, ouvrages de distribution et de contrôle, les travaux sur les réseaux comprennent : 50,500 ml de canaux curés, 22,895 ml de canaux réhabilités et 57,223 ml de canaux construits.

(2). Six (6) pompes d'irrigation réparées au niveau de la basse plaine des Gonaïves.



(3). Distribution de motopompe

Par ailleurs, 243 motopompes ont été distribuées à des planteurs et à des associations de planteurs afin de pouvoir valoriser les points d'eau inaccessibles par gravité dans le Nord, Nord'Est, Nord'Ouest, Artibonite et Ouest.



(4). Formation des usagés de l'eau

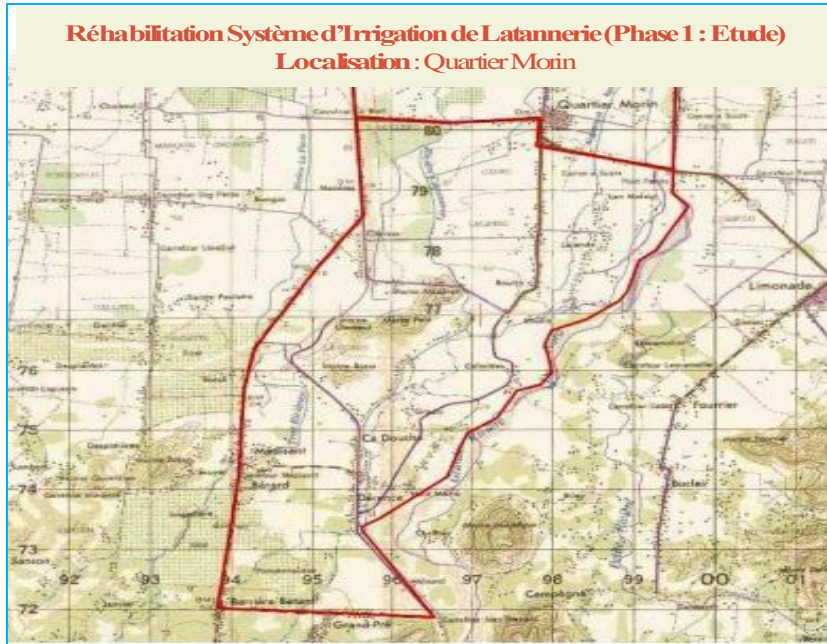
Environ 2,400 personnes ont reçu de la formation sur les pratiques d'irrigation et la gestion de l'eau.

(5). Réhabilitation des systèmes Avezac et Dubreuil

Dans le Sud, les périmètres d'Avezac/Camp-Pérrin (2,000 ha) et de Dubreuil (1,100 ha) et Moreau-Dufred/Cayes-Torbeck (150 ha) bénéficient d'importants travaux de réhabilitation. Les travaux sont à plus de 75% avancés sur Avezac, le barrage et tous les ouvrages au niveau de la prise, du canal tête-morte ont été refaits ; 29,500 mètres de canaux ont déjà été terminés (3,600 km de tête morte réhabilité et 14,000 km de canaux réhabilités et 5,000 km de construits). Sur le périmètre Moreau/Dufred, 6,000 mètres de canaux ont été reconstruits avec un revêtement en maçonnerie. Le périmètre de Dubreuil est en réhabilitation.

(6). *Extension en perspective du système de Latannerie*

Dans le Nord, le Ministère s'est engagé à réhabiliter, avec extension, le périmètre de Latannerie (3,000 ha), Quartier Morin. L'étude a été réalisée, les coûts relatifs aux travaux prévus sont estimés à 13,000 \$US.



(7). *Irrigation d'une partie de la plaine de Maribaroux*

Dans le Nord'Est, 5,000 nouveaux hectares de la plaine du bas Maribaroux ont été mis sous irrigation à partir de la rivière Massacre, suite au percé de 2,600 mètres de canaux.

(8). *Drainage et reprofilage de Salee flood way*

Dans l'Artibonite, au niveau de *Salee flood way*, au niveau de la 5^{ième} Section, Saint Marc, des travaux de drainage du lit de Salee Floodway sur 4,500 mètres incluant la construction de digues et piste-digues en rive gauche devant également protéger la 5^{ième} section de la commune de Saint Marc contre les inondations, le reprofilage de 5,400 mètres du lit mineur sont autant de travaux réalisés, ce qui permettra de mettre en valeur 5,000 hectares (Phase 1).



(9). Travaux d'entretien sur le grand système d'irrigation de la Vallée de l'Artibonite

Dans le bas Artibonite, l'Organisation pour le Développement de l'Artibonite (ODVA) a procédé à la réalisation d'importants travaux de maintenance du grand réseau d'irrigation de la Vallée de l'Artibonite (28,000 ha), cent dix neuf mil sept cents mètres linéaires (119,700 ml) ont été curés.

(10). Réhabilitation du système d'irrigation de la plaine du Cul de sac

Dans l'Ouest, réhabilitation du système d'irrigation de la plaine du Cul de Sac.

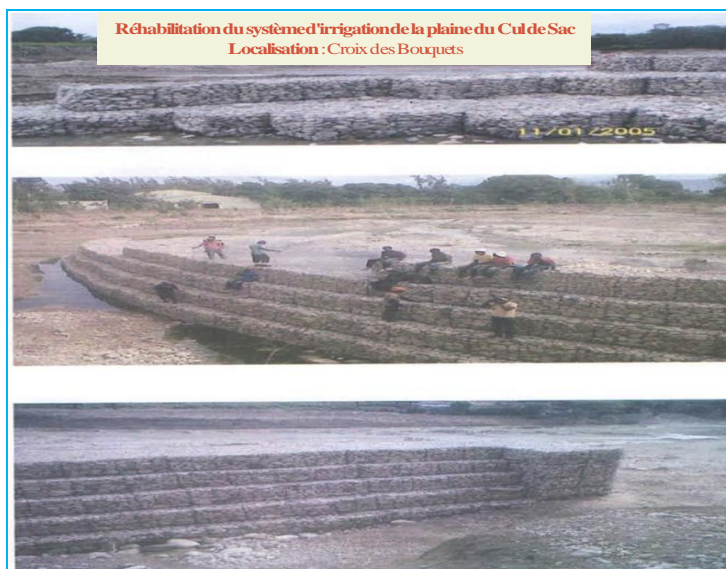


Tableau 12 : Interventions sur les réseaux de différents PPI

Activites	Unite	Quantite
Canaux cures	ml	170,200
Canaux rehabilites	ml	22,895
Canaux construits	ml	57,223
Personnes formees en irrigation	personnes	2,430

Source : Données du bilan 2014

Tableau 13 : Principaux périmètres touchés par des travaux de réhabilitation

DEPARTEMENTS	PERIMETRES TOUCHES	SUPERFICIE (Ha)
NORD'EST	<ul style="list-style-type: none"> • Bas Maribaroux/Ouanaminthe (5000 ha), • Haut Maribaroux (Jassa) (300 ha) • Coicou/Fort Liberté (142 ha), 	5,342
NORD	<ul style="list-style-type: none"> • Saint Raphael (réhabilitation 12,000 ha) 	12,000
NORD'OUEST	<ul style="list-style-type: none"> • Leban (50 ha), • Fon Ramadou (164 ha), • Polvo (40 ha), • Nan Twou (30 ha), • Rivière Baie de Henne (150 ha) • Nan Carré (30 ha) 	464
ARTIBONITE	<ul style="list-style-type: none"> • Zabriko (Ennery) • Passe-Reine (225 ha) Duquesnay et André (445 ha), Kayon (Gonaïves) • Ti-Karenaj, Bobal, Hatte Ti-Louis, Létang (Anse-Rouge) (1000 ha) • Vieux Camp (Terre-Neuve) (60 ha) • Salee flood way (5,000 ha) • Vallée de l'Artibonite (28,000 ha) 	35,000
CENTRE	<ul style="list-style-type: none"> • Ladefort, Boroc (25 ha), Saltadère, Desvarieux, Wanny, Lagouasse, Dufailly (130 ha), Pouilly (100 ha) 	700
SUD'EST	<ul style="list-style-type: none"> • Système Anses-à-Pitre • Desplanty (Savanne du bois) (10 ha) 	100
OUEST	<ul style="list-style-type: none"> • Duthil (210 ha), • Vaudreuil • Butte Duvivier • Bassan • Despuzeau 	700
NIPPES	<ul style="list-style-type: none"> • Chanterelle (60 ha), Charlier (100 ha), Plaisimond, Ti François, La Plaine, Baquet 	400
SUD	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'Avezac (2000 ha), Maniche, Cavaillon, Chantal, Dory et Dubreuil (1,100 ha), Moreau-Dufene/Entre Cayes/Torbeck 	4,000
GRAND'ANSE	<ul style="list-style-type: none"> • Grand'Anse, Roseaux, Jérémie 	
TOTAL		58,706 hectares

Source : Données du bilan 2014

B. Aménagement bassins versant.

Au niveau des versants, les principaux travaux ont concerné des structures biomécaniques dans les pentes des versants et dans les ravines :

(1). Protection de la commune de la plaine du Nord:

Curage manuel de la rivière du haut du Cap sur 20 km linéaires.

(2). Protection de la commune de Maniche

2000 mètres linéaires de mur en gabion construits.

(3). Protection des villes de la côte Sud contre les risques d'inondation et des intempéries



(4). Rectification et Recalibrage de la rivière Rouyonne à Léogane

5792 m³ de murs et de digues, 5136 m³ de gabions, 44 m³ de béton armé, etc.



- (5). Végétalisation des berges de la Rivière Grise

Plantation de vétiver sur 6,5 km à Cité Soleil.

- (6). Curage et recalibrage de la Rivière Grise

De pont route 9 à pont route Tabarre, sur 11.15 km et pose de gabions sur 850 mètres linéaires.

Autres travaux de conservation de sols et de maîtrise des eaux:

- (7). 92,350 mètres linéaires de ravines traitées à partir de structures biomécaniques.



- (8). 157 micro-retenues construites, dont la majorité dans l'Artibonite et dans l'Ouest.



- (9). 1,083,830 de plantules mises en terre, soit une superficie d'environ 2,000 hectares boisés.

- (10). Des efforts ont été engagés en faveur des systèmes agro-forestiers à base de café et cacao. 600 ha de cacao ont été régénérés et 200 ha de nouvelles plantations ont été installés. Pour le café, 350 hectares de nouvelles plantations réalisées dans le Nord, Nord'Est et Centre.

(11). 1,175 personnes formées sur les enjeux environnementaux et la gestion de bassin versant.

Tableau 14 : Principales interventions dans les bassins versants

Produits	Unité	Quantité
Plantules fruitiers et forestiers	unité	1,083,830
Micro-retenues	unité	157
Ravines traitées	ml	92,350
Plantules de caféiers	unité	71,794
Versants traités	ha	605
Cacao régénéré	ha	600
Nouvelle plantation de cacao	ha	200
Formation BV&Environnement	personne	1,175

Source : Données du bilan 2014

Encadré IV : Mieux valoriser la filière cacao

Alliance Public-Privé dans la filière cacao

L'entreprise AYITIKA SA et le MARNDR se sont engagés dans une démarche visant à rendre plus performants les systèmes cacaoyers haïtiens. Dans ce cadre, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a réalisé en septembre 2014 une première mission d'identification et de caractérisation des variétés locales.

Les premiers résultats ont confirmé le potentiel local en matière de variétés productives et de haute qualité et aussi mis en relief les leviers sur lesquels il faudra agir pour une relance réelle de cette filière au niveau national à savoir :

- Le renforcement des compétences locales dans la production de cacao
- La mise en place de réservoirs de ressources génétiques avec la mise en place de véritables parcs à bois qui serviront de bases de diffusion de cacaoyers élites (potentiel productif et aromatique) ;
- La création d'un panier de références documentées pour construire des modèles évolutifs, pas à pas, depuis le système de culture traditionnel haïtien vers des systèmes progressivement intensifiés.
- La création d'un label de qualité pour promouvoir le cacao haïtien sur le marché international

D'autres activités viendront compléter les efforts au cours de l'exercice 2014/15. C'est un premier pas dans l'amélioration des efforts qui doivent être fournis pour revitaliser la filière cacao dans le pays. Le Ministère a pris l'engagement d'accompagner les acteurs dans les domaines de ses compétences.

C. Pistes agricoles

Les interventions de réhabilitation et de percé de pistes rurales ont été exécutées dans des zones à forte production et concernent 60 km de pistes en total (Tableau 15).

Environ 37 km de pistes rurales ont été percées notamment dans les départements du Nord, du Nord'Ouest, du Centre, de l'Artibonite et de la Grand'Anse. 23 km de pistes ont été réhabilitées dans le département de l'Artibonite.

Tableau 15 : Désenclavements et accès ruraux

Activités	Unité	Quantité	Zones bénéficiaires
Perces de pistes	ml	37,720	- Pilate (12 km) - Gros Morne (8 km) - Gwo Moulen/Lascahobas (9.5 km) - Roseaux (1.7 km) - Nan Twou/Digotrie/Mole Saint Nicolas (3.4 km)
Pistes réhabilitées	ml	23,300	- Fond Cochon/Roseaux (1.7 km) - Terre Neuve (3 km) - Anse Rouge@Lagon (3 km) - Labranle/Dorlette/Gonaïves (6 km) - Dessalines ODVA (3.8 km) - Petite Rivière/ODVA (5 km)

Source : Données du bilan 2014

D. Machines, outils et équipements agricoles

Dans le cadre de la mécanisation agricole, ont été déployés sur le terrain :

- (1). 117 nouveaux tracteurs munis d'accessoires (70 acquis via Petro-Caribe et 47 de dons du Venezuela) ;



- (2). 40 nouveaux motoculteurs (don du Venezuela) ;
- (3). 130 attelages à traction animale, avec 2 paires de bœufs par attelage ;



- (4). 2,000 kits pour sarclage de riz composés sarcleuse conique, rayonreuse/roller marker, etc.)

Trois (3) stations météorologiques ont été installées, couvrant les communes de Bainet et Belle-Anse

Un accompagnement en outils a été fourni aux agriculteurs et agricultrices, 10.000 outils ont été distribués dans six (6) départements.

Tableau 16 : Outils distribués au niveau des Départements

	Machette	Brouette	houe	pioches	Arrosoir	rateaux	Pelle	Louchette	Total
Nord'Est	123	339	178	417	95	419	654	209	2,434
Nord	50	50	-	50	-	50	100	-	300
Nord'Ouest	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artibonite	60	220	60	400			450		1,190
Centre	60		60	90					210
Ouest	?	?	?	?	?	?	?	?	-
Nippes									-
Sud'Est									5,869
Grand'Anse									-
Sud									40
Total	293	609	298	957	95	469	1,204	209	10,043

Source : Données du bilan 2014

Le Tableau 17 résume un ensemble d'autres équipements et installations communautaires appelés à renforcer la capacité production et de valorisation des produits agricoles, comme : les moulins à grain, des centres multiservices (entre autres, stockage et commercialisation des produits agricoles), des unités de froid (pour conserver les vaccins), etc.

Tableau 17 : Autres installations communautaires

DEPARTEMENTS	AUTRES INSTALLATIONS
Nord'Est	<ul style="list-style-type: none"> • Cinq (5) unités de froid avec système d'exploitation de l'énergie solaire installées à Carice, Mont-Organisé, Perches et Vallières
Nord	<ul style="list-style-type: none"> • N/A
Nord'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un local devant abriter une boutique d'intrants à Jean Rabel • Mise en place et équipement d'une cassaverie à Bombardopolis •
Centre	<ul style="list-style-type: none"> • N/A
Artibonite	<ul style="list-style-type: none"> • 4 centres multiservices (stockage et commercialisation des produits agricoles) dans l'Artibonite • 2 moulins maïs et petit mil Ennery et Gonaïves • 16 colombiers réparés et confection et 200 silos métalliques distribués ; • Construction de 2 hangars à Lagon.
Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • N/A
Sud'Est	<ul style="list-style-type: none"> • 50 silos construits ; • 3 stations météorologiques installées à Bainet, Belle-anse ; • 1 moulin á grain au marché de Peredo • 100 pompes d'aspersion distribuées
Grand'Anse	<ul style="list-style-type: none"> • 2 entrepôts aménagés
Nippes	<ul style="list-style-type: none"> • N/A
Sud	<ul style="list-style-type: none"> • N/A

Source : Données du bilan 2014

4.5.- Le programme spécial de création d'emplois

Conçu au troisième trimestre de l'exercice, le *programme spécial de création d'emplois*, aménagé sur le PIP, devrait permettre à la tranche de population la plus vulnérable de traverser la période de la rentrée académique avec à leur disposition d'un minimum de ressources financières à partir des emplois qui allaient être créés.

Les types de travaux privilégiés sont ceux pouvant permettre de mettre à profit beaucoup de main d'œuvre, notamment le curage des canaux et des drains dans les périmètres, la réhabilitation des tronçons de pistes agricoles, le traitement des ravines par la mise en place de certaines structures mécaniques.

Ce programme budgétisé à deux cinquante millions gourdes (250,000,000 Gde), piloté directement par les Directeurs départementaux agricoles et débuté en fin de septembre, devrait

générer en un (1) mois environ *quarante six mille sept cent quatre vingt cinq* (46,785) emplois.

Toutefois, un certain nombre de difficultés ont été enregistrées en lien avec les procédures administratives de mobilisation des fonds ; le programme a, en conséquence, enregistré du retard dans certaines zones, au niveau de certains départements.

Les tableaux suivants font l'état de l'exécution financière du programme au 20 novembre 2014.

Tableau 18 : situation générale du programme création d'emplois

Nombre d'interventions lancées	:	50	
Départements touchés	:	10	
Date de début	:	15/09/14	
Budget du programme (Gde)	:	250,000,000	
Montant disponible (Gde)	:	237,500,000	
		Montant viré aux DDA	: 225,058,200
		(Gde)	
	:	Montant dépensé à date	: 107,293,089
		(Gde)	

Tableau 19 : Programme création emplois – virement par DDA et par type d'activités

Département	Virements totaux aux DDA	Taux de virement	Virements par activités					
			Travaux dans les périmètres	Travaux dans les rivières	Travaux dans les pistes agricoles	Travaux dans les ravines	Marais salants	Foire promotion agriculture
DDAN	28,500,000.00	77%	1,900,000.00	19,000,000.00	1,900,000.00	5,700,000.00		
DDAS	13,300,000.00	74%	3,800,000.00	1,900,000.00	3,800,000.00	3,800,000.00		
DDANO	7,600,000.00	100%		4,750,000.00		2,850,000.00		
DDANE	15,113,500.00	106%	11,313,500.00			3,800,000.00		
DDANI	8,550,000.00	100%		4,750,000.00		3,800,000.00		
DDAGA	11,400,000.00	100%			1,900,000.00	9,500,000.00		
DDAA	47,694,700.00	109%	11,400,000.00		14,250,000.00	8,550,000.00	8,744,700.00	4,750,000.00
DDAO	34,200,000.00	88%	26,600,000.00	5,700,000.00		1,900,000.00		
DDAC	13,300,000.00	100%	7,600,000.00		950,000.00	4,750,000.00		
DDASE	6,650,000.00	100%	950,000.00		1,900,000.00	3,800,000.00		
ODVA	23,750,000.00	100%	21,250,000.00		2,500,000.00			
ODN	15,000,000.00	105%		15,000,000.00				
TOTAL	225,058,200.00	95%	84,813,500.00	51,100,000.00	27,200,000.00	48,450,000.00	8,744,700.00	4,750,000.00

Le programme fera objet d'un rapport final d'exécution technique et financière qui complètera le présent bilan, en attendant, il faut dire les interventions déjà réalisées ont permis :

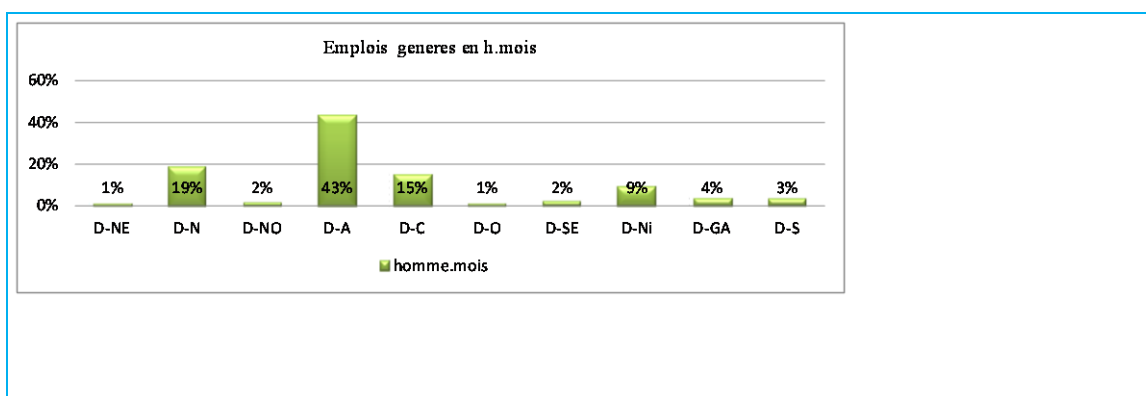
- d'améliorer l'accès à l'eau sur près de 12,000 ha dans une quinzaine de périmètres irrigués dans les départements Nord'Est, Artibonite (Haut Artibonite), Centre, Ouest, Sud'Est, Sud ;
- de réhabiliter 94 km de pistes agricoles dans cinq départements (Nord, Haut Artibonite, Centre, Sud'Est, Grand'Anse, Sud) ;
- de curer environ 115 km de ravines (drains naturels).

Tableau 20 : Programme création emplois – Travaux dans les ravines

Départements	Commune/ Localité	Ravines	Type de travaux	Quantité	Unités
Nord'Est	Terrier-Rouge	Ravine Verron	curage	1,000	ml
		Ravine Couline	curage	850	ml
		Ravine Marie Lucia / Grand Bassin	curage	1,300	ml
		Ravine Bas Quartier / Grand Bassin	curage	1,000	ml
	Ouanaminthe	Ravine Madan Benoît	curage	2,520	ml
		Ravine Dilairé	curage	2,520	ml
		Le Chat	curage	2,090	ml
Nord	Saint Raphael Acul du Nord	Bois Neuf (Saint Raphael), Borgne, Acul du Nord	curage	12,000	ml
Nord'Ouest			Construction de seuils	376	Unité
Artibonite	Haut Artibonite	BV Artibonite	curage	15,000	ml
Centre	Savanette, Thomonde, Thomassique, Cerca Cavajal, Laschobas		curage	28,300	ml
Ouest	Carrefour Feuilles		curage	2,000	ml
Sud'Est	Savanette / Lamontagne		curage	23,000	ml
Grand'Anse	Jérémie, Chambellan		curage	22,075	ml
Nippes	Asile, Arnaud, Anse-a-Veau, Petite Rivière		Installation de murs secs	850	MI
			Clôture bio de plantules	6000	plantules
Sud			curage	1,000	MI

En terme de création d'emplois, objet central du programme, 42,012 hommes. mois ont été déjà générés, soit 90% des prévisions. Les Départements de l'Artibonite et du Nord ont bénéficié 62 % des emplois générés (voir répartition dans la figure ci-dessous).

Figure 6 : Programme création bancaire – Emplois déjà générés



4.6.- Coopération externe

4.6.1.- Coopération avec l'Argentine

L'action la plus visible de l'Argentine se manifeste par le Projet PROHUERTA qui s'exécute à travers l'IICA depuis l'année 2005.

Le projet bénéficie pour son extension d'un appui financier, au cours des trois dernières années, de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Le projet compte avec l'appui d'une commission technique exécutive présidée par le Directeur Général du MARNDR et d'un Comité de Pilotage coiffé par le Ministre de l'Agriculture. Les contributions des bailleurs du Projet, sur les cinq premières années, ont été ventilées comme suit :

- Canada : \$ Can 4,847,443
- Argentine : \$ Can 1,865,135
- IICA (Appui technique) : \$ Can 356,643.
- MARNDR : \$ Can 825,072

4.6.2- Coopération Argentine / Haïti/ UNASUR

Ce projet fait suite au vaste Projet « PROHUERTA » avec la coopération successive de plusieurs partenaires internationaux dont l'IICA, la Coopération Espagnole, le FIDA, le Canada. Avec l'apport substantiel du Canada, le projet a travaillé dans cinq départements : l'Ouest, l'Artibonite, le Centre, le Nord, le Nord Est. Il a touché 21980 familles à partir de 2872 promoteurs, qui ont été initiés aux pratiques du jardin familial débouchant sur de nouvelles habitudes alimentaires. Le rapport d'évaluation de la CNSA, en ce qui concerne les indicateurs de sécurité alimentaire a conclu que l'indice de l'insécurité alimentaire a considérablement bais-

sé comparativement à la situation antérieure du projet, ce qui dénote une augmentation de la fréquence de consommation alimentaire mesurée par le nombre de repas consommés par jour et une amélioration de la diète alimentaire par rapport aux différents groupes d'aliments consommés.

Le projet UNASUR, ou EXTENSION PROHUERTA, continuera les activités menées par PROHUERTA. Le budget alloué est de 5 629 186,1 US\$. Les activités couvriront 6 départements où le PROHUERTA a déjà été mis en œuvre mais impliquera également 4 nouveaux départements le Nord Ouest, les Nippes, le Sud et la Grande Anse à l'intérieur desquels 64 communes feront partie du projet.

L'aire totale d'intervention du projet comprendra: le Nord Ouest, le Nord, le Nord Est, l'Artibonite, le Centre, la Grande Anse, le Sud, les Nippes et l'Ouest.

Les activités prévues sont les suivantes :

- Sensibilisation/promotion du projet,
- Formation,
- Mise en place de jardins et autres activités y relatives.

La durée du projet est d'une année.

Quoique signé depuis 2011, le projet démarre à peine. A date, les activités de recrutement de personnel sont en cours. La Coopération Argentine a pris contact avec les différentes directions départementales pour leur présenter le projet.

Projet de « Renforcement de l'Apiculture en Haïti (UNASUR/Argentine/Haïti/République Dominicaine) ».

Ce projet impliquera l'Argentine, la République Dominicaine, Haïti, l'UNASUR. Il vise à améliorer les conditions de vie et de conservation de l'environnement, à travers la promotion et le renforcement de l'agriculture, et à mettre en place un réseau d'apiculteurs. Le projet se réalisera dans la zone de Ouanaminthe. Son budget est de 657 783 ,1 US \$ et sa durée est de 24 mois.

Les activités prévues seront les suivantes :

- Création d'un réseau d'apiculteurs,
- Formation,
- Infrastructure (amélioration des ruchers),

- Développement (amélioration de la qualité des produits).

Ce projet également démarre à peine et en est à son processus de recrutement de cadres.

4.6.3.- Coopération avec le Brésil

Le Programme Stratégique de Coopération Technique signé entre le Brésil et Haïti le 28 mai 2008 devait entrer dans une seconde phase avec l'intégration de la zone de Salagnac où il est possible de valider l'introduction de nouvelles variétés de cultures en montagne. Le budget et le plan détaillé des actions pour cette deuxième phase n'ont pas encore été formellement soumis au MARNDR par l'Agence Brésilienne de Coopérations (ABC) et l'Entreprise Brésilienne de Recherches Agricoles (EMBRAPA) qui avaient commencé des travaux d'adaptation variétale sur le maïs et le haricot dans le cadre du Projet de Réhabilitation de la Ferme de Fonds-des-Nègres.

Le Projet n'a pas été opérationnel au cours de l'exercice 2013-2014.

Le rapport de la mission de l'EMBRAPA qui avait séjourné en Haïti au cours du premier trimestre 2014 devrait permettre la reprise des activités au niveau de la Ferme de Fonds des Nègres. Pourtant, l'action ne s'en est pas suivie. Ainsi, le Projet n'a pas été opérationnel durant l'exercice 2013-2014.

4.6.4.- Coopération Tripartite Brésil-Haïti-FAO

Le Brésil a apporté la somme de 2 500 00 \$ US à la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Filière Lait et l'Amélioration de la Sécurité Alimentaire. Ce Projet est basé au MARNDR sous le titre de « *Let a gogo nan lekol la* » connu de son nom anglais « *Local milk purchases for school feeding in Haïti* ». La durée du projet est de 3 ans, soit août 2011 à août 2014.

4.6.5.- Coopération avec l'Australie

Le MARNDR, sous le leadership du Ministre Thomas JACQUES, a signé en mai 2012 un protocole avec le Gouvernement Brésilien qui avait reçu du Gouvernement Australien le montant de 750.000 dollars américains pour la deuxième phase du Projet de construction de citernes de captage et de stockage d'eaux de pluies. Au cours de cette deuxième phase d'une durée de quinze mois, il a été possible de construire 150 nouvelles citernes dans les hauteurs de la commune de Ganthier au bénéfice de plus de 120 familles qui n'avaient pas accès à l'eau de boisson.

4.6.6.- Coopération avec l'Espagne.

L'Espagne, qui intervient activement dans le secteur agricole depuis 2005, finance 3 projets dans le Sud-Est à travers l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) :

- Le Projet de Relance de l'Agriculture à Marigot ;
- Le Projet de Renforcement de la Pêche Maritime dans le Sud'Est ;
- Le Projet d'Appui au développement de l'aquaculture dans le Sud'Est.

Les 3 projets qui totalisent environ 3,599,125 euros cherchent à encadrer de près les agriculteurs de Marigot et les pêcheurs du Sud-Est par l'approvisionnement en semences, la réhabilitation de petits systèmes d'irrigation, la diversification des cultures, la dotation de la DDASE en personnel technique et en matériels de pêche, l'ensemencement de lacs et étangs, la distribution de congélateurs solaires, l'aménagement et la gestion des ressources marines. Il faut noter, en termes de renforcement institutionnel durable à l'actif de ces projets la construction du Bureau Agricole Communal de Marigot inauguré en mai 2012, l'aménagement du Bureau Agricole Communal de Cayes-Jacmel et l'agrandissement du Bureau de la DDA/Sud-Est.

Le Projet de renforcement de la Pêche Maritime dans le Sud-Est dispose d'un budget de 34 millions de gourdes. Un budget additionnel de 47.5 millions de gourdes a été approuvé. Ce projet a permis à 450 personnes appartenant à 41 associations de pêcheurs de recevoir des formations sur le fonctionnement des associations. De plus, des matériels de pêche ont été distribués à 42 associations de pêcheurs. Il faut noter qu'une embarcation en fibre de verre d'une longueur de 20 pieds, munie d'un moteur de 40 chevaux, a été mise à la disposition des pêcheurs dans chacune des 8 communes du Sud-Est.

Le Projet de Promotion de l'Agriculture à Marigot va bientôt entamer sa Phase VI. Un montant de 150,000 Euros vient d'être décaissé par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) sous forme de subvention de l'Espagne à Haïti.

L'AECID est disposée à financer conjointement avec l'Argentine le Projet PROHUERTA HAITI, spécifiquement dans le Sud-Est. L'apport de l'AECID pour les 18 prochains mois est de 400,000 Euros. De même, un montant de 100,000 Euros est prévu pour le financement d'une seconde phase du Projet de Récupération du Bassin Versant de Mapou.

4.6.7.- Coopération avec le Japon.

Projets et Activités en cours. Le Japon participe à travers l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) à l'exécution de deux projets:

- Le Projet de Formation de professionnels haïtiens en système de production agricole en zones de montagne (PROAMOH). C'est un projet de coopération triangulaire Haïti – Japon - République Dominicaine où la formation est dispensée par l'Université ISA (Institut Supérieur d'Agriculture), située à Santiago, République Dominicaine. La première phase du projet, qui a duré trois (3) ans, vient de se terminer. Un total de 98 jeunes techniciens agricoles a été formé en système d'agriculture de montagne et en Techniques d'élevage. Une enveloppe budgétaire globale de 285,274.60 dollars américains a été allouée à l'exécution de ce projet.
- Une deuxième phase est en négociation et étendra l'action au volet de vulgarisation agricole, le contrôle des ennemis des cultures, etc.
- Le Projet d'Aide aux agriculteurs défavorisés (KR2). Le KR2 est un instrument de coopération qui consiste en la fourniture d'intrants et d'équipements agricoles au MARNDR. Il se développe à travers la signature d'un accord de coopération qui se renouvelle chaque année entre l'Ambassade du Japon en Haïti et le Ministre des Affaires Etrangères. Le KR2 en vigueur a été signé le 7 mai 2014 pour un montant de 300 millions de yens japonais, soit l'équivalent de 2,857,000 dollars américains. Cette version du KR2 s'achèvera en avril 2015. Les détails de l'Accord peuvent être vus avec l'Unité d'exécution du KR2 basée au MARNDR.

La JICA a participé à l'étude pour un appui à la Relance de la production caféière dans le Département de la Grande-Anse. Ce projet devra se réaliser en partenariat avec la Coopération Brésilienne, sous le contrôle de l'Institut National du Café Haïtien (INCAH).

Outre ces projets en exécution, il y en a un troisième qui est en cours de négociation avec la Coopération Japonaise. Il s'agit de l'Appui à la relance de la production caféière dans le Département de la Grand'Anse. Ce projet qui sera réalisé en partenariat avec la Coopération Brésilienne, est placé sous la tutelle l'Institut National du Café Haïtien (INCAH). Il est prévu pour une durée de 3 années et sera doté d'une enveloppe de l'ordre de 1.5 million de dollars américains.

Il convient de noter la mise à la disposition du Ministère de l'Agriculture d'un spécialiste en questions agricoles, M. Kozu Muneyuki qui, depuis janvier 2014, sert de liaison entre le MARNDR et l'Agence International de Coopération Japonaise (JICA).

V.- Exécution du budget 2013/2014

Normalement, le budget est affecté au Ministère sous forme de crédits. Il est décliné en deux (2) parties :

- les crédits alloués au *fonctionnement* financent les salaires, les dépenses courantes des Bureaux du Ministre, des Secrétaires d'État, de la Direction Générale et des Directions Techniques.
- et ceux dédiés à l'*investissement* qui financent les programmes et projets d'investissement directs de l'État.

Ce budget accordé au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural concourt à la poursuite des objectifs sectoriels centrés autour de la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la croissance économique.

Les sources de financement du budget sont le *Trésor Public* (TP) et des ressources d'origine externe sous forme de dons ou de prêts.

5.1.- Les allocations

Le vote final du budget de l'exercice 2013/2014 de Mai 2014, a consacré, au secteur agricole, le montant de crédits de *Six milliards neuf cent vingt et un millions deux cent soixante quinze mille sept cent trente sept gourdes* (6,921,275,737 Gde), qui représente 6% du budget national et a connu une variation de moins trente pour cent (-30%) comparé à celui de l'exercice précédent de 2012/2013.

Pour l'exercice 2013/2014, le budget de fonctionnement est *Sept soixante dix huit million neuf vingt et un mille trois cent trente trois gourdes* (778,921,333 Gde), soit 11% du budget global alloué au secteur, celui dédié à l'investissement s'élève à *Six milliard cent quarante deux million trois cent cinquante quatre mille quatre cent quatre gourdes* (6,142,354,404 Gde), soit 89% du budget global.

Tableau 21 : Budget alloué au MARNDR en 2012/2013-2013/2014

Credits alloues					
	2012/2013	Taux %	2013/2014	Taux %	Remarques
1-Budget national	131,543,490,811	100%	118,680,548,942	100%	
2-Budget MARNDR	9,927,297,369	8%	6,921,275,737	6%	Le budget MARNDR represente 6 % du budget national et est en regression de 30 % par rapport a l'annee precedente
2.1- Fonctionnement	711,327,658	7%	778,921,333	11%	Le budget de fonctionnement est 11% du budget du MARNDR
2.2- Investissement	9,215,969,711	93%	6,142,354,404	89%	Le budget d'investissement est 89% du budget du MARNDR

Source : Données du bilan 2014

5.2.- Les sources de financement

Le budget 2013/2014 est financé par le Trésor Public à hauteur de vingt sept pour cent (27%) et à partir des ressources d'origine externe à soixante treize pour cent (73%).

Tableau 22 : Répartition du budget 2013/2014 par source

Categorie	Budget Gde	Ressources Internes		Ressources externes	
		Montant Gde	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Budget total	6,921,275,737	1,901,598,351	27%	5,019,677,386	73%
Fonctionnement	778,921,333	778,921,333	100%	0	0%
Investissement	6,142,354,404	1,122,677,018	18%	5,019,677,386	82%

Source : Données du bilan 2014

5.3.- L'exécution des dépenses de fonctionnement

Le montant des crédits alloués au fonctionnement s'éleve à *sept cent soixante dix huit millions neuf cent vingt et un mille trois cent trente deux et 85% gourdes (778,921,332.85 Gde)*. Ces crédits budgétaires permettent de financer, entre autres les salaires, les requêtes pour les dé-

penses courantes, pour le Bureau du Ministre, des Secrétaires d'État, de la Direction Générale et des directions techniques et la programmation trimestrielle.

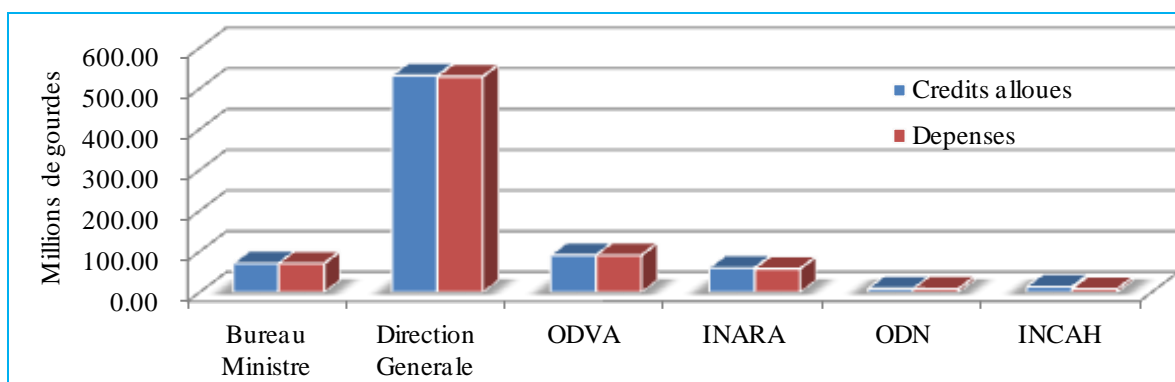
Le tableau suivant renseigne sur l'absorption des crédits alloués au fonctionnement du Ministère.

Tableau 23 : Exécution du budget de fonctionnement

Titre/Entite	Credits alloues	Depenses	Soldes	Taux d'absorption
Bureau Ministre	71,353,486.93	71,100,060.89	253,426.04	99.6%
Direction Generale	532,335,434.16	529,963,337.91	2,372,096.25	99.6%
ODVA	91,623,461.40	91,281,466.96	341,994.44	99.6%
INARA	60,259,762.08	58,171,544.26	2,088,217.82	96.5%
ODN	9,339,675.36	9,267,158.31	72,517.05	99.2%
INCAH	14,009,512.92	8,836,158.33	5,173,354.59	63.1%
Montant fonctionnement	778,921,332.85	768,619,726.66	10,301,606.19	98.7%

Source : Données du bilan 2014

Figure 7 : Allocation et consommation des crédits de fonctionnement



Source : Données du bilan 2014

5.4.- L'exécution des dépenses d'investissement

5.4.1.-Exécution des fonds du Trésor Public

Dès le mois de novembre 2013, le MARNDR avait transmis 80% des documents pour les demandes de décaissements. Ensuite une programmation des dépenses a été acheminée au MEF afin de faciliter l'élaboration du plan de trésorerie globale de l'État pour l'exercice 2013-2014 d'une part et la rapidité pour le processus de décaissement pour le secteur agricole d'autre part. Cette programmation de dépenses devait permettre au MEF de prendre en

compte des besoins du secteur agricole en tenant compte de son caractère particulier lié la saisonnalité.

A la fin de l'exercice fiscal 2013-2014, le MARNDR a bénéficié de *Sept Cent Soixante Dix-Neuf Millions Sept Cent Soixante Quatorze Mille Cinq Cent Quinze* de gourdes (779,774,515 Gde) soit 69% des prévisions de crédits sur le Trésor Public.

Le montant décaissé a été dépensé ou engagé à 99%, soit le montant de *Sept cent soixante onze mille quatre cent mille cinq cent vingt deux* gourdes (771,400,522 Gde).

Tableau 24 : Programmes et projets du PIP 2013/2014

Fonds du Trésor Public	Quantité	Taux	Remarques
Nombre de programmes (Unité)	7	100.0%	
Nombre de projets financés sur les fonds du TP (Unité)	40	100.0%	27 projets sur les 40, soit 68%, ont été finalement financés sur les fonds du Trésor Public.
Budget total (Gourdes)	1,122,677,018	100.0%	
Décaissement total (Gourde)	779,774,515	69.5%	
Dépense totale (Gourde)	??	??	

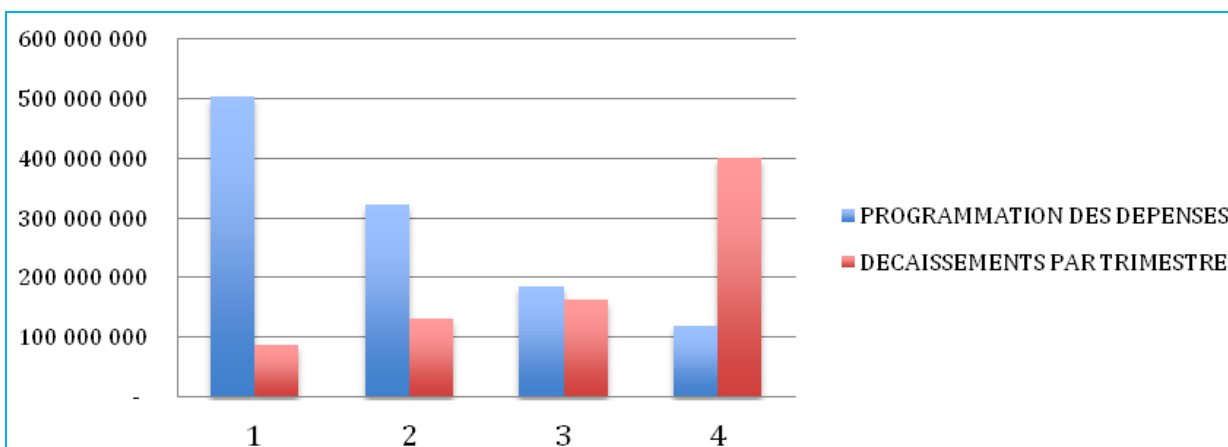
Source : Données du bilan 2014

Tableau 25 : Etat des décaissements du trésor Public pour le PIP 2013/2014

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	BUDGET INITIAL	BUDGET REAMENAGE	DECAISSEMENT	TAUX DECAISSEMENT
1113-1-12-50	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	29,000,000	29,000,000	24,000,000	82.8%
1113-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	20,000,000	20,000,000	20,000,000	100.0%
1113-1-12-52	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS	102,907,018	92,907,018	91,583,455	98.6%
1113-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	30,000,000	30,000,000	22,633,000	75.4%
1113-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	831,000,000	851,000,000	581,558,060	68.3%
1113-1-12-55	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE	28,000,000	18,000,000	10,000,000	55.6%
1113-1-2-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE	81,770,000	81,770,000	20,000,000	24.5%
TOTAL BUDGET INVESTISSEMENT		1,122,677,018	1,122,677,018	769,774,515	68.6%

Source : Données du bilan 2014

Figure 8 : Programmation versus Décaissements repartis par trimestre

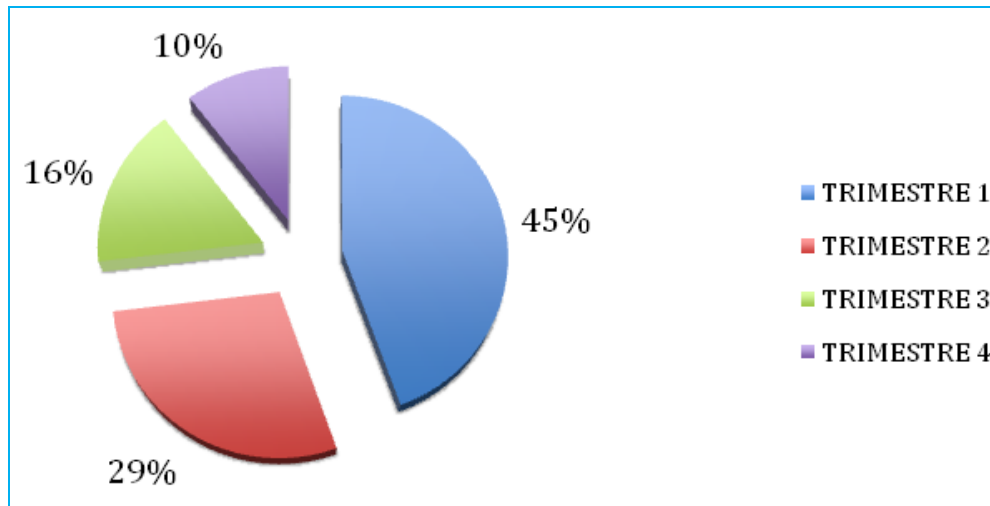


Source : Données du bilan 2014

La situation de la programmation et des décaissements est représentée par la figure 8 ci-dessus. On peut constater que les montants programmés sont plus importants en début qu'à la fin de l'exercice, alors que les décaissements effectifs suivent une tendance contraire, avec un faible montant au début et des montants plus importants à la fin. Qu'est-ce cela implique ? Y-a-t-il un effet sur la performance du programme d'investissement du secteur ?

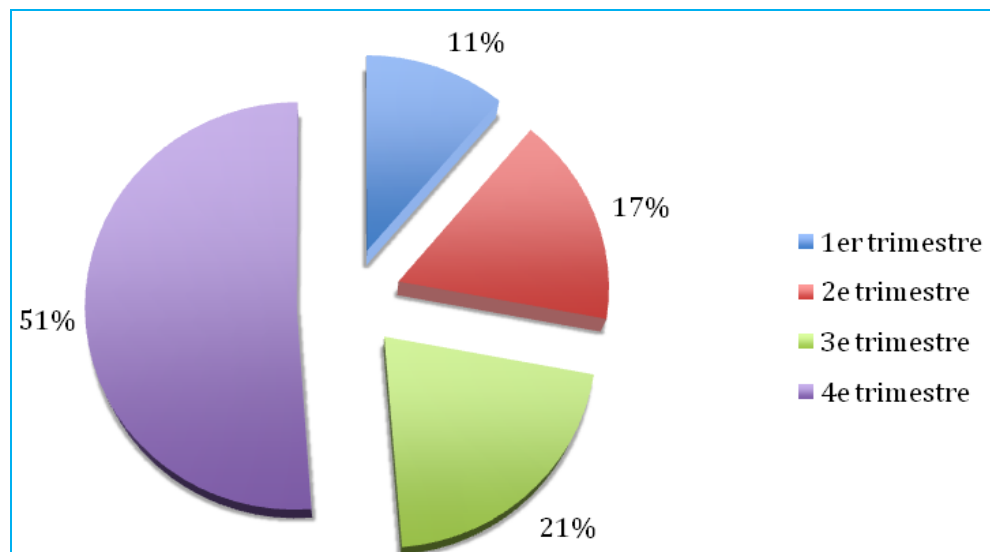
La programmation est faite de manière à être plus en adéquation avec les besoins et exigences du secteur, soient les 1^{er} et 2^{ème} trimestres en vue de faciliter une meilleure planification des deux campagnes d'Hiver (début de Novembre) et de Printemps (début Avril) comptant respectivement pour 30 et 60% de la production agricole annuelle.

Figure 9 : Programmation des dépenses repartis par trimestre



Source : Données du bilan 2014

Figure 10 : Décaissements effectués par trimestre



Source : Données du bilan 2014

Selon la figure 10, le taux de décaissement pour le 1^{er} trimestre fut de 12% correspondant à un seul projet. Pour le second trimestre le taux de décaissement a subi une légère hausse passant de 12 à 19% correspondant à 10 projets. Le taux de décaissement est plus grand au 4^{ème} trimestre soit 51% surtout au mois de septembre. Si l'on considère la date du vote du budget (Mai 2014), ces investissements n'ont pas pu être valorisés adéquatement au cours de l'exercice. Et, les décaissements au quatrième trimestre ne produiront d'effet que sur le prochain exercice.

En guise de conclusion sur l'exécution du budget sur les fonds du *Trésor Public*, il y a lieu de faire remarquer ce qui suit.

La réalisation de l'atelier de programmation a eu l'effet escompté dans la mesure où le MARNDR a pu transmettre au MPCE environ 80% des dossiers pour les projets figurant dans le PIP.

Pourquoi ce long retard dans les décaissements? Le MEF soutient toujours que l'exercice 2012-2013 se solde par un déficit et l'année 2013-2014 se déroule toujours avec un problème de trésorerie. La priorité est accordée aux sous-secteurs ayant une capacité d'absorption acceptable, ayant la pratique de la reddition de compte selon les normes et présentant des dossiers complets solidement argumentés.

De l'analyse précédente, programmation versus décaissements, il est conseillé de prioriser les premier et second trimestres en calant les activités sur les calendriers agricoles de manière à avoir le maximum de décaissement adéquat dans les pics de saison, cela afin d'assurer d'une meilleure planification des campagnes d'Hiver et de Printemps.

Il s'avère normal de bien préparer le dossier de chaque projet du PIP avec les éléments exigés : le document de projet, la fiche technique, le plan d'opération annuel, le plan de passation de marché, la fiche d'identité et d'opération de projet, le rapport physique et financier (anciens projets).

Une bonne programmation contribuera à un meilleur taux de décaissement et une bonne capacité d'absorption. D'où la nécessité d'organiser des formations continues pour les Coordonnateurs de projets, les Administrateurs et pour les Comptables. Il est également important de bien programmer après le dépôt de l'avant-projet de loi au Parlement afin de souligner les perspectives de l'année fiscale et bien débiter l'exercice comme il se doit au 1^{er} octobre.

5.4.2.- Exécution des fonds des ressources externes

Les ressources externes comprennent les fonds de PRETROCARIBE finançant sept (7) importants projets du secteur et l'appui budgétaire des principales institutions internationales

Les disponibilités d'investissement s'élevaient à plus de trois milliards de gourdes. Cependant, les dépenses effectives ont été de *Deux milliards cinq cent trente huit million cinq cent quarante cinq mille neuf cent dix huit gourdes et neuf centimes* (2,538,445,918.09 Gde) gourdes. La plupart des projets financés par ces fonds ont abordé des problèmes d'infrastructures, notamment de l'irrigation et de protection de bassins versants où sont exposées les villes comme la Grande Rivière du Nord, Milot, Cavaillon, Léogane et une bonne partie de l'aire métropolitaine de Port au Prince.

Les programmes comme le RESEPAG, le PMDN, le SECAL, le PASAH, le PIA-EQ, à cause des disponibilités à temps de trésorerie, ont joué un rôle de premier plan en facilitant l'accès aux intrants de base aux producteurs dans leurs zones d'intervention, pendant les deux campagnes. Il convient bien de le signaler étant donné la rigidité du calendrier saisonnier et les contraintes, les procédures et les limitations entourant la mobilisation des fonds du Trésor Public.

Tableau 26 : Les ressources financières d'origine externe

Description du Projet	Source / Bailleurs	Budget***	Decaissement	Depenses
Recalibrage et Dragage du Chenal Salée Floodway (4 km)	PETROCARIBE		397,620,848.12	397,620,848.12
Appui à la Mécanisation Agricole	PETROCARIBE		180,033,850.00	180,033,850.00
Aménagement Bassins Versants dans le Département de l'Ouest (La Rouyonne, Petit Goave, Riviere Grise, Matheux, Torcelle, Bretelle,etc.)	PETROCARIBE		182,500,000.00	182,500,000.00
Réhabilitation du Système d'Irrigation de Latannerie (Phase 1 : Etude) et Opérationnalisation 2014	PETROCARIBE		43,425,000.00	16,566,448.00
Réhabilitation du Système d'Irrigation de la Plaine du Cul de Sac *	PETROCARIBE		328,000,000.00	328,000,000.00
Réhabilitation des Infrastructures de la Rouyonne/ Léogane	PETROCARIBE		328,000,000.00	328,000,000.00
Protection des villes de la cote sud contre les risques d'inondation et des intempéries	PETROCARIBE		87,559,400.00	87,559,400.00
	Total I		1,547,139,098.12	1,520,280,546.12
RESEPAI	BM	97,497,000.00	97,497,000.00	82,654,059.00
RESEPAI II	BM	584,622,500.00	584,622,500.00	188,677,418.29
PTTA	GAFSP&BID	400,000,000.00	400,000,000.00	190,190,021.00
PMDN	BID	153,000,000.00	153,000,000.00	153,000,000.00
SECAL	UE/AFD	220,000,000.00	220,000,000.00	220,000,000.00
PASAH*	UE		0.00	
AVANSE**	USAID		0.00	
PPI 2	FIDA, OPEP &AFD		0.00	
PIA-EQ	BID	176,052,945.81	176,052,945.81	169,712,106.68
PROGEBA***	BID	214,622,250.14	214,622,250.14	13,931,767.00
	Total 2	1,845,794,695.95	1,845,794,695.95	1,018,165,371.97
TOTAL DES RESSOURCES EXTERNES			3,392,933,794.07	2,538,445,918.09

* Informations non-disponibles pour ce projet

** Donnees financieres non-disponibles

*** Projet au stade de démarrage

**** Montant PTBA, projet avec ressources externes

Source : Données du bilan 2014

5.4.3.- Résumé des dépenses pour l'exercice

Tout compte fait, les dépenses au niveau du secteur dépassent les quatre (4) milliards de gourdes, contre un budget de 6.9 milliards.

Tableau 27 : résumé des dépenses par source de financement

Sources	Depense Gde	Pourcentage
Tresor Public (fonc. & invest.)	1,538,394,242	38%
Petro-Caribe	1,520,280,546	37%
Autres ressources externes (BID/BM/UE/AFD/FIDA, ...)	1,018,165,372	25%
Total	4,076,840,160	100%

Source : Données du bilan 2014

VI- INCIDENCES MACRO-ECONOMIQUES ET SOCIALES DES ACTIONS SECTORIELLES

Il est difficile de dégager, à partir de cet exercice du bilan, les impacts des actions menées au cours de l'exercice sur les indicateurs macro-économiques et sociaux ; il est donc laissé au soin des instances traditionnelles compétentes dont l'IHSI, la BRH... d'établir les valeurs acquises du PIB, du PIBA, etc. Pour ce bilan, on ne peut que se limiter aux grandes tendances dégagées, lors de l'atelier de présentation et de consolidation des résultats du secteur, par rapport à la sécurité alimentaire, notamment la dimension disponibilité et l'accès aux produits sur les marchés locaux, l'influence sur le chômage. Les tendances majeures exprimées :

Le niveau de la production agricole

La campagne d'Hiver a été influencée par un déficit hydrique particulier qui s'est manifesté en certains endroits du pays, dont le Nord'Ouest, le Sud'Est et une partie de l'Artibonite et du Centre. Il faut aussi souligner, les cultures sont pratiquées presque exclusivement dans les périmètres irrigués et les zones de montagnes humides ; donc, l'enjeu majeur portait sur ces dernières. On a estimé l'impact d'une telle situation autour de 20 et 25 % de la production d'une saison normale.

Le dernier bulletin de la CNSA, portant essentiellement sur la campagne de Printemps, augure une saison agricole réussie, mais avec des nuances sur certains produits et dans certaines zones. Lors de sa présentation à l'atelier du bilan, le Coordonnateur de la CNSA a souligné une forte sécheresse en mai, juin et juillet correspondant aux périodes floraison/remplissage de grains pour les céréales et le haricot, tubérisation pour l'igname ; ce qui aurait une grande incidence sur la production dans les zones concernées.

L'engrais, souvent subventionné par l'État, était moins disponible pour les producteurs que par rapport à l'exercice précédent.

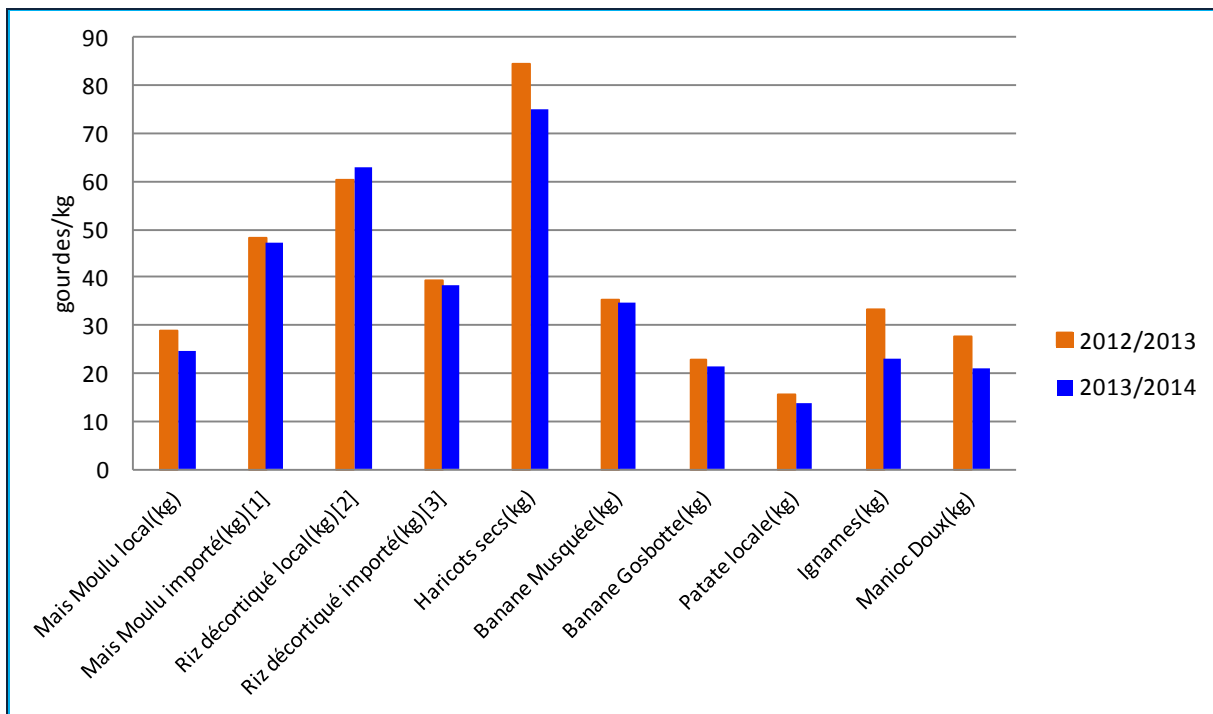
On présume une baisse probable du niveau de la production agricole cette année. Une enquête d'estimation de la production est en phase d'être finalisée et viendra éclaircir la zone d'ombre sur le bilan réel de la production de cette année.

Les prix sur le marché

Toutes les données sur les prix démontrent une tendance nettement inférieure à ceux pratiqués sur les marchés en 2012/2013 (figure 11). La CNSA a fait référence à une baisse générale des prix observés aussi au niveau international ; évidemment, c'est un facteur déterminant dans la formation des prix, mais qui, à lui seul, n'explique pas le niveau des prix relativement bas enregistrés sur les marchés locaux. Dans la foulée, il faut souligner, que contrairement à la

situation exceptionnelle de 2008 et immédiatement après le tremblement de terre, il n'a pas été souligné de rareté des produits agricoles nationaux sur le marché.

Figure 11 : Prix moyens des produits agricoles comparés entre 2013 et 2014

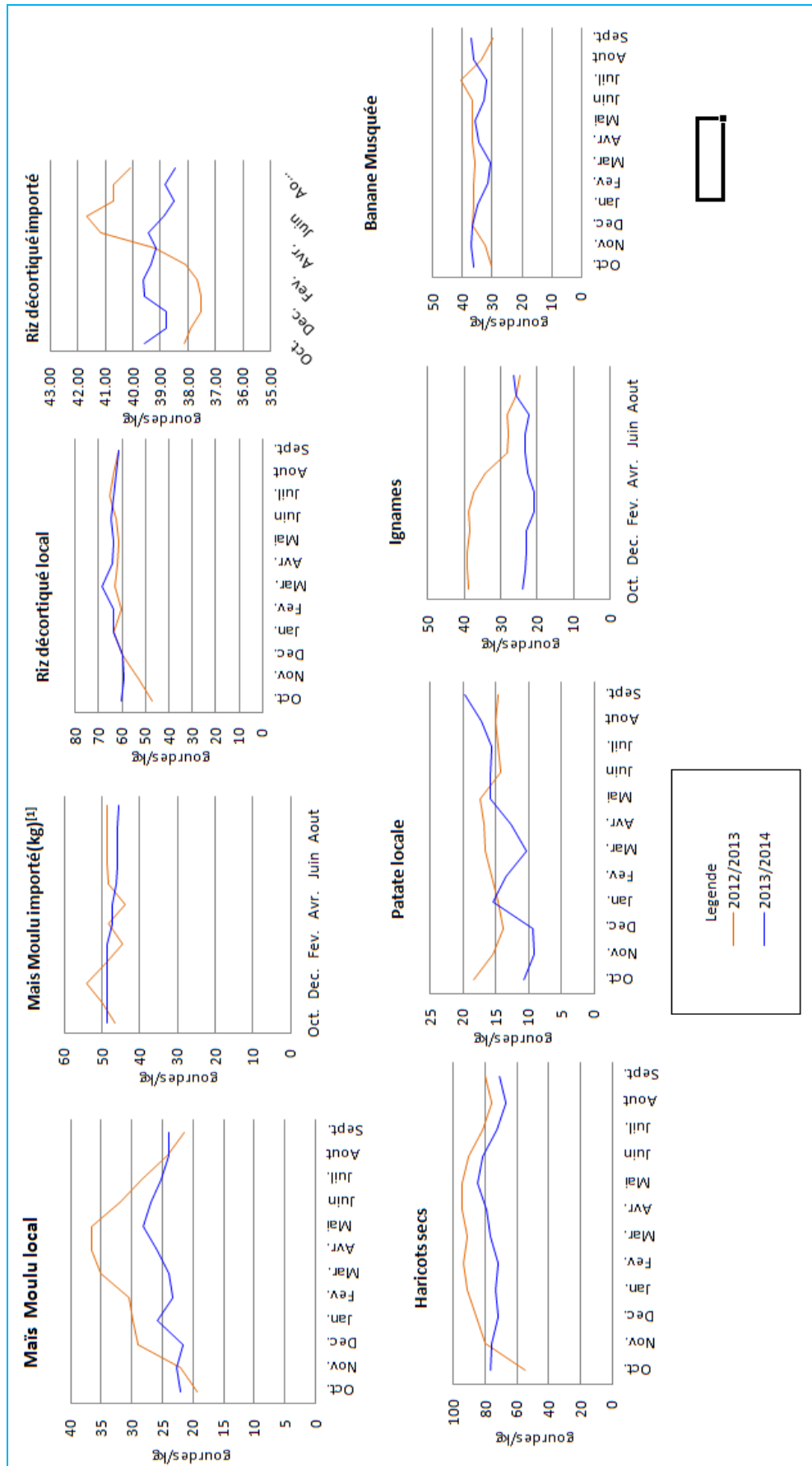


Source : réalisé à partir des données collectées par la 3SAI/MARNDR

L'analyse des courbes prix de la figure 12 démontre une tendance de rapprochement et parfois de dépassement des prix de cet exercice et ceux de celui antérieur. Si la tendance persiste, elle aura des répercussions sur les ménages à faibles revenus et influencera les conditions de vie au niveau du milieu rural, à moins que les stocks de réserves de production sur la campagne de Printemps puissent permettre de juguler la situation et que celle-ci soit temporaire.

En conclusion la disponibilité alimentaire et les prix pratiqués ont été plutôt favorables aux consommateurs, mais il est encore tôt pour pouvoir donner des précisions sur les effets directs ou indirects induits par les interventions menées dans l'exercice sur la production et la capacité de constituer des stocks pour les fêtes de fin d'année 2014 et d'attendre l'arrivée des premières récoltes de la prochaine saison d'Hiver.

Figure 12 : Courbes des Prix des produits agricoles de base en 2013 et 2014



Source : Données du bilan 2014

Projection sur la sécurité alimentaire

En abordant la sécurité alimentaire, l'on peut être amené à paraphraser le Coordonnateur de la CNSA, à savoir que c'est une problématique avec des causes profondes et à portée structurelle dont la réponse doit être à long terme et structurante et ne peut dépendre uniquement que du secteur agricole. Néanmoins, ce dernier a un rôle important à jouer au niveau de la disponibilité alimentaire dans une perspective d'autonomie du pays, ne serait-ce que pour les denrées de base essentielles.

En termes de bilan global, par rapport aux statistiques précédentes et les projections sur les performances des campagnes, la situation de sécurité alimentaire n'a pas été alarmante et ceci grâce aux multiples efforts des différents programmes exécutés par le Ministère, sans toutefois négliger les apports conséquents du programme EDEPEP mis en œuvre par le gouvernement, de même que les interventions des autres acteurs tant nationaux qu'internationaux sur le terrain. Les emplois temporaires de plusieurs milliers générés par les interventions agricoles et, en particulier ceux qui découleront du *programme création d'emplois*, d'un montant de deux cent cinquante millions de gourdes (250,000,000 Gde), élaboré à partir du PIP et lancé à la mi-septembre 2014, duquel est attendu l'embauche de 46,785 personnes pendant un mois, une mesure visant à réduire la pression ponctuelle due à la rentrée scolaire de septembre 2014.

VII- PRINCIPAUX DEFIS IMMEDIATS ET A MOYEN TERME

Par rapport à l'expérience de l'exercice clôturé et dans la perspective d'avoir une meilleure efficacité pour l'exercice entrant, un certain nombre de facteurs ont été identifiés, dont certains relèvent directement des autorités du MARNDR et devraient être traités en interne, d'autres sont à porter au niveau d'autres Ministères essentiellement concernés dont le MPCE et le MEF ou au niveau même du gouvernement. Il s'agit de :

- l'enjeu de la prochaine campagne agricole d'Hiver.
- La programmation incluant des dossiers complets afin de réduire les retards dans les décaissements.
- La dynamisation du suivi (outillage, formation et rapport) pour rendre plus efficace et économique l'élaboration des bilans que ce soit pour la reddition de compte ou pour être mis à profit dans la programmation.
- La mise en place un mécanisme pour exiger que les acteurs intervenant dans le secteur transmettent leurs rapports sur une base trimestrielle au MARNDR. Les DDA doivent, par conséquent, être en mesure d'assumer leur responsabilité dans la reddition compte au niveau de leur territoire.
- La nécessité d'avoir des plans départementaux annuels, qui serviront d'éléments de base pour les plans sous sectoriels annuels, dans le but d'avoir plus de cohérence interne.
- Les objectifs sectoriels à considérer par les responsables au niveau du MPCE que ce soit pour l'arbitrage ou la priorisation.
- L'effort à faire par le MARNDR, par un plaidoyer à haut niveau, de tenir les promesses de fonds de contrepartie, dans le cadre des programmes financés par des ressources externes.
- Les postes de quarantaine ne sont pas inclus dans le budget, les bâtiments ont été construits, mais ne sont jamais équipés ni pourvus de personnel. Aussi, faudra-t-il qu'ils soient intégrés dans le budget de fonctionnement.

VIII- PERSPECTIVES POUR 2014/2015

Le Ministre de l'Agriculture a présenté son plan d'action pour l'exercice 2014/2015, lors de son intervention, le 06 août dernier, par devant la commission finance de la Chambre basse du Parlement. Le plan d'actions qu'il a présenté s'articulera autour de la mise en œuvre des quatre sous-programmes du PTRA et s'appuiera sur la continuité des actions en cours.

8.1.- Les objectifs fixés

Huit (8) objectifs ont été retenus pour l'exercice :

- (1). Renforcement et Planification du système d'information agricole
- (2). Appui à l'investissement du secteur agricole & Assurance
- (3). Renforcement du cadre légal & institutionnel
- (4). Amélioration de la productivité agricole et de la pêche
- (5). Renforcement du dispositif des normes phytosanitaires, contrôle des pestes et maladies
- (6). Aménagement des BV, Pistes agricoles et des systèmes d'irrigation
- (7). Études et formation
- (8). Transformation & commercialisation des produits agricoles

Chacun des objectifs sera implémenté, tel que le montre le tableau ci-dessous, à travers un certain nombre de projets, déjà inscrits dans le programme d'investissement public 2014/2015 et assortis d'un budget prévisionnel et des résultats clairement identifiés.

Tableau 28 : Répartition du budget du PIP prévu pour 2014-2015 par objectif

Objectifs	Nombre de projets PIP	Montant en Gourde
(1). Renforcement et Planification du système d'information agricole	4	102.587.360
(2). Appui à l'investissement du secteur agricole & Assurance	2	288.500.000
(3). Renforcement du cadre légal & institutionnel	4	36.750.000
(4). Amélioration de la productivité agricole et de la pêche	25	3.683.738.649
(5). Renforcement du dispositif des normes phytosanitaires, contrôle des pestes et maladies	11	150.000.000
(6). Aménagement des BV, Pistes agricoles et des systèmes d'irrigation	24	2.273.445.000
(7). Études et formation	4	96.147.500
(8). Transformation & commercialisation des produits agricoles	2	32.000.000
Total	76	6.663.168.509

- *Orientation 1 : Le Renforcement et Planification du système d'information agricole.*

Cette orientation concourt à mettre des informations (économique, agronomique, météorologique...) disponibles et accessibles aux agents économiques. Il comprend 4 projets pour un montant global de 102,587,360 gourdes.

- *Orientation 2 : Appui à l'investissement du secteur agricole & Assurance*

À l'instar des autres branches économiques, l'agriculture doit se prémunir des aléas pouvant compromettre sa production ou ses infrastructures productives. Au niveau de ce budget, il est prévu une enveloppe de 288 millions de gourdes répartie entre 2 projets pour couvrir les risques encourus par les producteurs.

- *Orientation 3 : Renforcement du cadre légal & institutionnel*

Pour offrir les services de proximité aux agriculteurs, le Ministère compte étendre son rayonnement sur le territoire national. Il est donc prévu 4 projets pour un total de 38,750,000 gourdes. Malheureusement ce montant ne permettra pas au Ministère d'atteindre pleinement ses objectifs en matière de restructuration des unités déconcentrées.

Le MARNDR évolue avec un effectif insuffisant de ressources techniques, la plupart éligible à la retraite (soit 17% d'ingénieurs-agronomes du total des 1219 agents publics en 2013).

En effet, le MARNDR fait face aujourd'hui à la problématique d'un « renouvellement d'effectifs et de compétences ». Le Ministère entend résoudre au cours de cet exercice les problèmes liés à la répartition déséquilibrée des effectifs (département, profil, sous-secteur) et à la reconstitution de sa capacité de recrutement, notamment les profils spécialisés en suivant les procédures dûment établies par l'OMRH. Sans quoi, il lui sera difficile de répondre aux défis actuels et de fournir des services adéquats aux acteurs du secteur agricole.

- *Orientation 4 : Amélioration de la productivité agricole et de la pêche*

Ceci se traduit par un crédit de plus de 3.5 milliards de gourdes pour 25 projets. Ces investissements viennent supporter le développement des filières porteuses comme le riz dans l'Artibonite, le Sud et le Nord-Est, la banane dans le Nord, les œufs dans le Sud et le Nord-Est. Cette année, la filière pêche a été prise en considération.

- *Orientation 5 : Renforcement du dispositif des normes phytosanitaires, contrôle des pestes et maladies*

Avec un crédit de 150 millions de gourdes répartis entre 11 projets, le Ministère entend mettre en place dans le cadre de sa réforme institutionnelle une structure devant assurer la protection zoophytosanitaire. De nos jours, le marché international est très exigeant quant aux normes sanitaires et de qualité, il incombe donc au MARNDR de se donner les moyens techniques lui

permettant de répondre aux exigences des marchés internationaux. Citons entre autres (Bahamas, les îles Turks and Caïcos,)

▪ *Orientation 6 : Aménagement des BV, Pistes agricoles et des systèmes d'irrigation*

Le deuxième poste d'investissement le plus important, totalisant 2,268,445,000 gourdes, pour 24 projets revient aux structures d'aménagement des bassins versants et des systèmes d'irrigation, ceci dans la perspective de protéger les infrastructures de production. Il répond également à la logique verticale (de la montagne à la mer). Ces investissements couvrent les travaux d'entretien, de réhabilitation et de construction de plus d'une dizaine de périmètres irrigués, situés pour la plupart dans le Nord-Est, le Nord-Ouest, l'Ouest, le Sud, le Centre, les Nippes et l'Artibonite. Combinés à d'autres programmes tels les subventions d'intrants et fourniture de services, ils doivent contribuer à une augmentation substantielle de la production. Une attention particulière sera accordée à la construction du barrage sur les Trois Rivières dans le Nord-Ouest, un barrage sur la rivière des Nippes pour mettre en valeur les terres au niveau de la plaine de Baconnois. Avec ces deux systèmes d'irrigation 5 000 ha seront sous culture.

▪ *Orientation 7 : Études et formation*

Au cours de cette année, il s'avère tout-à-fait judicieux que le MARNDR entame des études de faisabilité pour des investissements futurs. Certaines concernent le foncier et l'irrigation. De plus, dans le cadre de renforcement des capacités un ensemble de formation technique sera donnée surtout en concentrant nos efforts sur les entrepreneurs agricoles. Un crédit de 96,147,500 gourdes est prévu pour 4 projets.

▪ *Orientation 8 : Transformation & commercialisation des produits agricoles*

Cette catégorie de projets permet aux producteurs d'améliorer leur revenu, en leur donnant de la capacité à ajouter de la valeur à leurs produits. (Projets lait, viande et sel). Un crédit de 32,000,000 est affecté et réparti entre 2 projets.

8.2.- Résultats escomptés

OBJECTIFS / ORIENTATIONS	NOMBRE DE PROJETS PIP	MONTANT EN GDE	RESULTATS ATTENDUS
1. Renforcement et Planification du système d'information agricole	4	102.587.360	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations de base de prise de décision aux opérateurs et agents économiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ 10 Observatoires de sécurité alimentaire renforcée et fonctionnel ○ 12 émissions de télé de radios communautaires ○ 24 bulletins mensuels sur les prix des produits agricoles, la sécurité alimentaire ○ 120 sites sentinelles de collecte de données fonctionnels ○ 4 Enquêtes de production réalisées ○ 4 publications des résultats enquêtes production <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernance/programmation et suivi <ul style="list-style-type: none"> ○ 20 ateliers départementaux de programmation ○ 20 missions de monitoring (2/département) ○ 10 tables sectorielles ○ 2 réunions du COS ○ 100 tables de concertations ○ 1 Bilan annuel élaboré et ○ 2 ateliers de programmation des activités au niveau central
2. Appui à l'investissement du secteur agricole & Assurance	2	288.500.000	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 40 nouvelles PME créées ▪ 400 emplois permanents ▪ 2000 emplois temporaires ▪ Au moins 3.000 producteurs et autres opérateurs des chaînes de valeur bénéficient de prêts ou assurance pour leurs activités
3. Renforcement du cadre légal & institutionnel	4	36.750.000	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 avant projets de lois pour approbation, dont : <ul style="list-style-type: none"> ○ Loi-cadre du futur organisme public autonome et codes de lois sur la santé animale et la protection végétale ○ Cadre juridique pour un système moderne de recherche agricole ○ Loi sur le statut de l'exploitant agricole ○ Loi sur le transfert de gestion des périmètres irrigués aux associations d'utilisateurs de l'eau ○ Lois modifiant les lois sur les arpenteurs publics, les notaires, l'enregistrement et la conservation foncière, l'ONACA et le Cadastre ▪ Poursuite de la réforme institutionnelle (protection sanitaire, Recherche et vulgarisation, Ressources Humaines, Déconcentration) ▪ Renforcement des structures déconcentrées : <ul style="list-style-type: none"> ○ construction de locaux pour 3 BAC, réhabilitation de 15 autres. 2 maisons de résidence pour les directeurs de l'ODN réhabilités (Nord, Nord'Est, Nord'Ouest), 30 Cadres formes pour une meilleure gestion.

<p>4. Amélioration de la productivité agricole et de la pêche</p>	<p>25</p>	<p>3.683.738.649</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ 7 BAC équipés et renforcés en RH + Bureau de l'ODN équipe en matériel informatique et énergétique (ordinateurs, génératrice, inverter, batteries) ▪ Les cultures de base⁷, telles riz, maïs, haricots ont une production accrue d'au moins de 10% et les Racines et Tubercules d'au moins 20%. ▪ Maintien de la croissance au niveau de l'élevage : <ul style="list-style-type: none"> ○ production d'œufs. 54.000.000 en 2014. Croissance de 20%. ○ Production poulet. 3.000.000 en 2014. Croissance de 10% ○ viande de bœuf. production en 2014 de 49.000 TM et en croissance d'au moins 3% ces 2 dernières années ▪ pisciculture. 1,300 TM en 2014. Atteindre un taux de croissance de 20%
<p>5. Renforcement du dispositif des normes phytosanitaires, contrôle des pestes et maladies</p>	<p>11</p>	<p>150.000.000</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cas de la mangue Française : les grandes zones de production (Centre, Artibonite, Ouest, Sud) sont systématiquement contrôlées et maintenues en dessous du seuil standard d'infestation (2 mouches/piège/jour). A date, 3.900 pièges épido-mio-surveillance. ▪ Toutes les zones de production sont éligibles à l'exportation : 2.000.000 de caisses de mangues exportées, soit 9.000 TM. ▪ En 2015, suivi de l'état sanitaire des fermes et installation de 7000 pièges contrôlé. ▪ Le réseau Quarantaine est renforcé ; Services d'aspersion opérationnels dans 13 postes de quarantaine, 90 inspecteurs formés en quarantaine (Ouest, Artibonite et Nord) et 80 autres jeunes formés en quarantaine au niveau de la frontière (Ouanaminthe, Malpasse, Belladère et Anse a Pitre).
<p>6. Aménagement des BV, Pistes agricoles et des systèmes d'irrigation</p>	<p>24</p>	<p>2.273.445.000</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagement BV : Protection au niveau d'une vingtaine de micro-bassins versants (1500 ha) <ul style="list-style-type: none"> ○ Au moins 3.000.000 de nouvelles plantules forestières et fruitières plantées⁸. ○ Environ 500 infrastructures aménagement de BV (citermes, micro-retenues) <ul style="list-style-type: none"> ○ Correction de ravine sur au moins 300 km. ▪ Pistes agricoles : 500 km de pistes agricoles entretenues et ouvertes ▪ Irrigation : Une quarantaine de petits périmètres sont mis en condition optimale de fonction par des travaux de réhabilitation et de construction (8.000 ha en total). Dont, les principaux : <ul style="list-style-type: none"> ○ Périmètres Bongris, Desbarrières, Laverdure (1451 ha) ○ Latannerie (1800 ha) ○ Périmètres Raboure, Dumas, Robino, Acul Samedi, Bas des perches (650 ha) <ul style="list-style-type: none"> ○ Périmètre de l'Avezac a Camp-Perrin (2000 ha) ○ Construction du barrage des Trois Rivières (---)
<p>7. Études et forma-</p>	<p>4</p>	<p>96.147.500</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Système d'irrigation de la plaine de Baconnois (4.500 ha)

⁸ 2.000 plants/ha

tion				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Eude barrage Trois Rivières ▪ Accroissement de la production de lait de 20% (production actuelle 1.500.000 litre de lait transformé)
8. Transformation & commercialisation des produits agricoles	2	32.000.000		
Total	76	6.663.168.509		

IX.- CONCLUSION

Le gouvernement, à travers le Ministère de l'Agriculture, a consenti d'énormes sacrifices pour atteindre les résultats qui ont été présentés. Aujourd'hui, la confiance tend à revenir dans le secteur ; les petits producteurs bénéficient de l'encadrement nécessaire que ce soit en matière d'intrants de base ou en formation de qualité. L'accès au crédit, des réflexions sur des mécanismes de subventions, à titre d'incitation à l'adoption de nouvelles technologies, l'organisation des productions, sont autant d'éléments qui vont demeurer au cœur de la politique agricole. L'investissement privé est incontournable pour donner l'énergie nourricière au secteur dans son envol ; des étapes cruciales ont été franchies cette année et les résultats parlent d'eux-mêmes en termes de nouveaux capitaux qui ont été investis ou qui vont être investis, au moins dans les cinq (5) prochaines années.

Le gouvernement, loin d'être satisfait, est plus que motivé à continuer à accompagner les 53% de la population rurale et qui vivent de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Il compte toujours encourager tous les entrepreneurs potentiels à saisir les opportunités offertes par le secteur et considère que les jeunes ont leur rôle à jouer dans la dynamique du changement initié, qu'ils doivent être en conséquence intégrés.

Les défis de l'exercice ont été nombreux et de taille et ne seront pas différents, sinon qu'ils peuvent s'amplifier pour l'exercice entrant. Les menaces de catastrophes auxquelles fait face le secteur, de manière récurrente, peuvent constituer de grands obstacles majeurs à la matérialisation des objectifs fixés. Le Ministère de l'Agriculture s'engage à maintenir la vigilance et à développer les instruments de mitigation nécessaires.

Pour continuer dans la redynamisation du secteur, de nouveaux créneaux ont été intégrés, tels : l'initiation d'un fonds de démarrage pour encourager les jeunes entrepreneurs agricoles. Un fort accent sera mis, au cours de cet exercice, sur le renforcement des capacités des unités de production agricoles familiales, afin d'améliorer leur accès au marché.

Par ailleurs, au regard de la réforme qui est initiée depuis l'année 2013, tenant compte de la nouvelle vision exprimée par cette équipe, en vue d'une agriculture pouvant répondre aux enjeux commerciaux actuels, le MARNDR se veut optimiste quant à sa capacité à matérialiser cette vision.

Enfin, aucun effort ne sera ménagé pour maintenir la croissance et soutenir le développement agricole dans la poursuite du but de la sécurité alimentaire, un revenu décent à tous les acteurs œuvrant dans les différents maillons des chaînes de valeurs agricoles.

X- ANNEXES

Annexe 1 : Exécution financière du PIP 2013/2014 budgétisé sur le Trésor Public

CODE	PROJET	BUDGET INITIAL	BUDGET REAMENAGEMENT	DECAISS.	% DECAISS.	DEPENSE TOTALE	% DEPENSES
1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	1,122,677,018	1,122,677,018	779,774,515	69.5%	771,400,522	98.9%
1113-1-12-50-11	RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS	14,000,000	14,000,000.00	14,000,000.00	100.0%	14,000,000.00	100.0%
1113-1-12-50-12	ENQUETE SUR LES CAPACITES PRODUCTIVES AGRICOLES SUR TOUT LE TERRITOIRE	15,000,000	15,000,000.00	10,000,000.00	66.7%	9,852,232.37	98.5%
1113-1-12-51-12	PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES MARAIS SALANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	20,000,000	20,000,000.00	20,000,000.00	100.0%	20,000,000.00	100.0%
1113-1-12-52-11	AMENAGEMENT BASSINS VERSANTS TERRE NEUVE	25,000,000	24,246,000.00	24,245,727	100.0%	20,000,000.00	82.5%
1113-1-12-52-12	PROTECTION DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET URBAINES DANS LE BASSIN VERSANT DE LA QUINTE/BAYONNAIS/ENNERY/QUINTE	10,000,000	10,754,000.00	10,754,000.00	100.0%	10,754,000.00	100.0%
1113-1-12-52-15	RECALIBRAGE DE LA RIVIERE COLOMBIER ET RETABLISSEMENT DES PRISES D'EAU A ANSE ROUGE	10,000,000	10,000,000.00	10,000,000.06	100.0%	10,000,000.06	100.0%
1113-1-12-52-16	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS EN AMONT DES SYSTEMES D'IRRIGATION (SAINT-RAPHAEL ET OUANAMINTHE)	20,000,000	10,000,000.00	20,000,000.00	200.0%	20,000,000.00	100.0%
1113-1-12-52-17	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'LOUEST	25,000,000	25,000,000.00	24,324,727.77	97.3%	24,324,727.77	100.0%
	AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BERGES DES TROIS RIVIERES (PLAISANCE, PORT-DE-PAIX, PILATE)	12,907,018	12,907,018.00	12,259,000.00	95.0%	12,259,000.00	100.0%
1113-1-12-53-11	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE 250 KMS DE PISTES AGRICOLES (PILATE,BORGNE, GROS MORNE ,BARON)	30,000,000	30,000,000.00	22,633,000.17	75.4%	22,633,000.17	100.0%
1113-1-12-54-11	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA PATATE DOUCE (PLAINE DES CAYES, PLAINE DU NORD, GONAIVES, ST-RAPHAEL)	15,000,000	5,000,000.00	4,530,000.00	90.6%	4,530,000.00	100.0%
1113-1-12-54-12	DEVELOPPEMENT DES FILIERES CERALIÈRES, LEGUMINEUSES ET MARAICHÈRES DANS LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	140,000,000	130,000,000.00	13,000,000.00	10.0%	12,997,260.00	100.0%
1113-1-12-54-13	REGENERATION DES PLANTATIONS CAFEIERES A THIOTTE	5,000,000	5,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-14	CONTROLE INTEGRE DU SCOLYTE DES CERISES DU CAFÉ A BEAUMONT	5,000,000	5,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-18	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE (USILDD) LEOGANE	25,000,000	25,000,000.00	25,000,000.00	100.0%	25,000,000.00	100.0%

CODE	PROJET	BUDGET INITIAL	BUDGET REAJUSTEMENT	DECAISS.	% DECAISS.	DEPENSE TOTALE	% DEPENSES
1113-1-12-54-23	IDENTIFICATION DES ANIMAUX, D'INSPECTION SANITAIRE ET DE TRACABILITE VETERINAIRE	40,000,000	30,000,000.00	18,003,590.00	60.0%	18,003,590.00	100.0%
1113-1-12-54-24	DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE DANS LES ZONES FRONTALIERES	30,000,000	25,000,000.00	3,325,000.00	13.3%	3,325,000.00	100.0%
1113-1-12-54-25	DEVELOPPEMENT DE L'APICULTURE A AQUIN	5,000,000	5,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-26	CONTROLE DE ZOONOSES, DES MALADIES ANIMALES INFECTIEUSES ENDEMIQUES ET SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE	35,000,000	30,000,000.00	9,986,642.41	33.3%	9,986,642.41	100.0%
1113-1-12-54-28	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTANQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (LEOGANE, COIX DES BOUQUETS)	15,000,000	15,000,000.00	14,379,565.00	95.9%	14,379,565.00	100.0%
1113-1-12-54-29	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTANQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (CAMP-PERRIN, ST LOUIS DU SUD)	15,000,000	15,000,000.00	6,150,000.00	41.0%	6,150,000.00	100.0%
1113-1-12-54-30	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTANQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (GROS-MORNE, ENNERY)	20,000,000	20,000,000.00	17,900,900.00	89.5%	16,786,462.87	93.8%
1113-1-12-54-31	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTANQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES DU CENTRE	10,000,000	10,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-32	MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES DE D'EPIDEMIOLOGIE VEGETALE	8,000,000	8,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-33	DEVELOPPEMENT ET VULGARISATION DE PAQUETS TECHNIQUES A PLAINE DES CAYES, THIOITTE, BELLADERE ET DONDON	20,000,000	10,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-34	REINFORCEMENT DU LABORATOIRE DE TAMARINIER POUR LE CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS ALIMENTAIRES	5,000,000	5,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-35	PROJET DE FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS EN QUARANTAINE ANIMALE ET VEGETALE	15,000,000	15,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-37	SOUS-PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE FERTILISANTS ET AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARC, PLAINE DES CAYES, ST-RAPHAEL, KENSKOFF, FERRIER)	230,000,000	230,000,000.00	240,282,562.94	104.5%	240,282,362.94	100.0%
1113-1-12-54-38	SOUS-PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE SEMENCES	45,000,000	28,000,000.00	40,000,000.00	142.9%	37,387,160.00	93.5%
1113-1-12-54-43	APPUI A LA MECANISATION AGRICOLE (CROIX DES BOUQUETS, ARCAHAIE, CAP-HAITIEN, CAYES	76,000,000	26,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-54-45	REHABILITATION DES PERIMETRES (RABOURE, CHALOPIN, DU-	10,000,000	30,000,000.00	30,000,000.00	100.0%	30,000,000.00	100.0%

CODE	PROJET	BUDGET INITIAL	BUDGET REAMENAGE	DECAISS.	% DECAISS.	DEPENSE TOTALE	% DEPENSES
1113-1-12-54-57	MAS, COICOU1, COICOU 2) REHABILITATION DES PERIMETRES DU NORD-EST, ARTIBONITE, NIPPES, CENTRE, NORD, OUEST	62,000,000	179,000,000.00	159,000,000.00	88.8%	159,000,000.00	100.0%
1113-1-12-55-11	MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE MARITIME EN HAITI	10,000,000	0	-	-	-	-
1113-1-12-55-13	CONSTRUCTION ET MISE EN VALEUR DES LACS COLLINAIRES	18,000,000	18,000,000.00	10,000,000.00	55.6%	10,000,000.00	100.0%
1113-1-12-57-11	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES (NORD/NORD-EST/NORD-OUEST (DDA ET BAC)	30,000,000	40,000,000.00	3,000,000.00	7.5%	3,000,000.00	100.0%
1113-1-12-57-12	ETUDES ET CONSTRUCTION DE L'ODN ZONE NORD	10,000,000	0	-	-	-	-
1113-1-12-57-13	FORMATION ET ENCADREMENT TECHNIQUE DES ENTREPRENEURS AGRICOLES (LIMBE, HINCHE, LEOGANE)	7,000,000	7,000,000.00	7,000,000.00	100.0%	6,749,518.00	96.4%
1113-1-12-57-14	ETUDES FONCIERES ET ETABLISSEMENT DE REPERTOIRE DE TERRES AGRICOLES EN HAITI (PRIVEES ET ETAT)	5,000,000	5,000,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-57-15	ETUDES ET CLASSIFICATION DES SOLS /PROJET PILOTE DANS LES COMMUNES DE GANTHIER ET DE CROIX DES BOUQUETS	19,770,000	19,770,000.00	-	-	-	-
1113-1-12-57-16	SECURISATION FONCIERE/APPUI A L'ACQUISITION DES TITRES LEGAUX EN HAITI	10,000,000	10,000,000.00	10,000,000.00	100.0%	10,000,000.00	100.0%

Annexe 2 : Bilan par Département agricole

BILAN_NORD'EST

- **Campagne de printemps : Distribution de semences**
 - Haricot : 331 sacs⁹
 - Pois congo : 18 sacs
 - Maïs : 128 sacs
 - Boutures de patate : 400.000 boutures
 - Boutures de manioc : 28.000 boutures
- **Service des 2 tracteurs**

Tracteur	Période	Labourage	Hersage	Sillonage	Période	labourage	Hersage	Sillonage
TA-021 SE-05100	Fev- Juin	51,75 has	69,75 has	14 has	Juil- Sept	--	--	--
TA-046 SE-06721		33 has	33 has	33 has		4	4	4
Total		84,75 has	102,75 has	47 has		4	4	4

Grand total : 88,75 has labourés , 106,75 has hersés et 51 has sillonnés

- **Distribution d'outils au cours de l'exercice 2013-2014 (Fev- Sept)**

Outils distribués	machette	brouette	Louchette	Arrosoir	Pelle	Pioche	botte	Râteau	Houe	Sécateur	Masse	Fourche	Burin	Pompe
1ere distribution	123	179	207	51	481	396	91 p	262	178	28	18	43	0	6
2em Distribution	0	140	2	45	173	21	35	157	0	23	31	0	0	0
Total	123	319	209	95	654	417	126	419	178	51	49	43	0	6

⁹ en sac de 50kg

▪ **Production et santé animale**

DESCRIPTION	QUANTITE	REMARQUE
Nombre de bovins identifiées	55619	80% sont déjà effectués et d'autres sont en cours
Nombre de bovins vaccinés contre maladie charbon.	40105	60% sont vaccinés
Nombre de bovins contrôlés à l'abattage	1560	
Nombre de chaine de froid / système énergie solaire distribués dans les communes pour conserver les vaccins (rage, charbon, newcastle, peste porcine classique, etc...	5 sont installés dans les communes: Carice, Mont-organisé, Perches, Vallières,	7 autres sont en cours d'installation dans les autres communes.
Nombre d'agents control abattage des animaux formés par le MARNDR	20	
Nombre d'agents identificateurs bovins formés	80	
Nombre d'agents vétérinaires recyclés	39	
Nombre de nouveaux agents vétérinaires formés	20	
Nombre de volailles vaccinés contre Newcastle	14903	
Nombre d'échantillons envoyés au laboratoire pour diagnostique de maladies	859	
Nombre de personnes formées en élevage pondeuse	20	Membres des organisations
Nombre de pondeuses distribuées aux éleveurs à Trou du Nord	200	Commune: Trou du Nord
Nombre de d'émission diffusée à la radio	4	
Nombre de cliniques mobiles effectuées	7	Commune: Caracol, Trou du nord, Ferrier, Fort-liberté, Terrier-rouge

▪ **Rapport produits illicites saisis et détruits au cours de l'exercice 2014 (fev-Sept)**

Produit saisi et détruit	Période	Quantité	Remarque	Période	Quantité	Remarque
Assiette Faom	Fev-juin	4.517 caisses de 50	225.850 assiettes	Juil-sept	4,350 parquets de 50	217.500 assiettes
Poussin		17.470			250	
Coq bataille		228			21	
Poulet de chair		6.347			527	
Parquet de saucisse		5.751 parquets de 12	69.012 saucisses		2.514 parquets de 12	30.168 saucisses
Caisse d'oeufs		1.085 caisses d'œufs	390.600 œufs		3.667 caisses d'œufs	1,320.120 œuf
Viande de poulet congelée		731 sacs	Cout/sac 2.500 pesos		2.438 sacs	Cout/sac 2.500 pesos
Cuir de bœuf en sac		409 sacs			235 kin' ou récipients	
Viande en putréfaction	Fev-juin	302 sacs			468 sacs	

BILAN_NORD

DESCRIPTIONS DE L'ACTIVITES	ENTITE/FIRME D'EXECUTION	COMMUNES DE REALISATION	Dépenses pour l'exercice En Gourdes	Principales réalisations pour l'exercice (Précisez la LOCALITÉ de chaque réalisation)
Construction de 20 ml de mur en gabions	DDAN	Milot	600,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 21 ml de mur construit ▪ 80000 m3 de remblais mise en place
Mise en œuvre de 80000 m3 de remblais derrière mur en gabion	L'ATELIER S.A.	Grande Riv. Du Nord	26,098,300.00	
Recalibrage/reprofilage des affluents du Haut du Cap sur 20 KM. Création de 30 km de réseau secondaire de drainage	HEDS	Haut du cap	30,680,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 Km de rivière curés et. ▪ 30 km de canaux secondaire curés
Percé de piste agricole. Drainage de piste agricole	HEDS	Pilate	16,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12km de route sur 12 percés. 8 km de route drainé sur 12 km ▪ réhabilitation de 1200 ha
Réhabilitation du périmètre irrigation	James Augustin	St Raphael	1,500,000.00	
Campagne Agricole Printemps	DDAN	19 communes	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 280000 boutures de patates, ▪ 40, TM d'haricot et 10 TM Mais distribués
Campagne Agricole d'Hiver	DDAN	19 communes	8,099,250.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 62,8 TM d'haricot ▪ identification et vaccination de 90,753 bovins
Production Animale	DDAN	19 communes		
encadrement aux planteurs	DDAN	Acul du Nord, St Raphael, Milot, Cap-Haïtien, Limonade, Q Morin, Plaine du Nord		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outils distribués : ▪ 50 machettes, ▪ 50 pelles, ▪ 50 bêches, ▪ 50 bouettes, ▪ 50 râtaux , ▪ 50 pioches et ▪ 4 pompes d'irrigation

BILAN_NORD'OUEST

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Projet d'appui à la production agricole et à la protection de l'environnement pour une amélioration de la sécurité alimentaire dans le Bas Nord-ouest	Agro Action Allemande/AAA	Jean Rabel Baie de Henne Mole Saint Nicolas	35,413,161	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Jean Rabel/Leban ▪ 1,350 m de canaux d'irrigation construits ; ▪ 450 m de pistes agricole construites en béton ; ▪ 300 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ 5 ha plantés en manioc ; ▪ 1 TM de semences distribuées (maïs, pois de souche) ; ▪ 3 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ 11 GSB diagnostiqués/plan de renforcement ; ▪ 36,000 boutures d'herbes plantées (éléphant et Guatemala). ▪ Baie de Henne/Riv. Henne ▪ 1,500 m de canaux d'irrigation construits ; ▪ Construction de 120 m de siphon ; ▪ 153 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ Mise en place de 5 parcelles de démonstration de la banane ; ▪ 1 TM de semences de maïs distribuées ; ▪ 3 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ 12 GSB diagnostiqués/plan de renforcement ; ▪ 12,000 boutures d'herbes plantées (éléphant et Guatemala). ▪ 1.6 km de ravines et 180 ha de versants aménagés ▪ Mole Saint Nicolas/Polvo ▪ Construction de 3,303 m de canaux d'irrigation ; ▪ Construction d'1 bassin retenu ; ▪ 92 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ Mise en place de 2 parcelles de démonstration de l'oignon ; ▪ 1 local de boutique d'intrants agricoles construit ; ▪ Réalisation du plan parcellaire sur 40 ha ;

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Projet d'aménagement des Infrastructures hydro agricoles à Fond-Ramadou et Nan Trou	Agro Action Allemande/AAA	Jean Rabel(Périmètre Fond-Ramadou/ Nan Saut et Vieille Place) Baie de Henne (Périmètre Nan Carré) Mole Saint Nicolas (Périmètres Nan Trou et Bigoterie)	42,924,609	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ 6 GSB diagnostiqués/plan de renforcement ; ▪ 10,000 boutures d'herbes plantées (éléphant et Guatemala). ▪ 6.4 km de ravines et 420 ha de versants aménagés. ▪ Moles Saint-Nicolas/ Nan Trou/ Bigoterie ▪ 3.4 kilomètres de pistes construites dont 200 ml rail en béton ▪ 850 ml canaux secondaires construits ▪ 279 ml canaux primaires en maçonnerie construits ▪ 180 ml canaux primaires réhabilités ▪ 120 ml canaux secondaires réhabilités ▪ 75 ml canaux primaires réhabilités (Rehaussement) ▪ Construction d'un aqueduc de 6 ml en béton armé ▪ Construction de 2 dalots en béton armé ▪ Construction d'un lavoir (30 mètres carrés) ▪ Construction d'un abreuvoir (7m2) ▪ Construction de 6 bassins de distribution ▪ Construction de 66 vannettes ▪ 145 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ Mise en place de parcelles de démonstration de l'oignon(10; de carotte(1), d'aubergine et de choux ▪ 1 local de boutique d'intrants agricoles construit; ▪ Le processus de reconnaissances de l'Association AIPF en cours, les élections sont réalisées et l'investiture du nouveau comité est déjà réalisée ▪ 2 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ Jean-Rabel/ Fond-Ramadou ▪ un barrage batardeau construit sur la rivière Primier ▪ 3500 ml de canaux d'amené sont construits ▪ un aqueduc de 18 m de longueur est construit sur la rivière ▪ réalisation du Reprofilage de la rivière Primier sur 400 mètres et son endiguement sur 200 mètres (ce travail est malheureusement emporté par les crues)

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
				<ul style="list-style-type: none"> ▪ un bassin de mise en charge construit ▪ 20 dalots et de 716 mètres linéaires de canaux en conduite PVC SCH 40 12 pouces sont construits ▪ 120 mètres linéaires de rail (route) en béton en amont du barrage ▪ 47 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ Mise en place de 2 parcelles de démonstration de la banane (dont 1 à Nan Saut), d'une parcelle de... (Nan Saut) et de 2 parcelles de démonstration d'échalote ; ▪ 1 local de boutique d'intrants agricoles construit; ▪ Le processus de reconnaissances de l'Association AIPF en cours, les élections sont réalisées et l'investiture du nouveau comité est déjà réalisée ▪ 2 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ Commune de Jean-Rabel/ Vieille Place ▪ Un technicien agricole et un animateur donnent un accompagnement au comité d'AIPVP ▪ Des élections ont été réalisées pour renouveler les membres du comité ▪ Réalisation du module sur le leadership au profit de 40 usagers ▪ Commune de Baie de Henne/ Nan Carré ▪ Un technicien agricole et un animateur donnent un accompagnement au comité d'AIPK ▪ Des élections ont été réalisées pour renouveler les membres des comités ▪ Réalisation du module sur le leadership au profit de 34 usagers ▪ Mole Saint Nicolas/Polvo ▪ 3,303 m de canaux d'irrigation construits; ▪ Construction d'1 bassin retenu; ▪ 92 planteurs formés sur les techniques agricoles irriguées ; ▪ Mise en place de 2 parcelles de démonstration de l'oignon; ▪ 1 local de boutique d'intrants agricoles construit;

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Programme de réponse d'urgence à la sécheresse dans le Bas Nord-Ouest (PRUS BNO)	ACF	Baie de Henne Bombardopolis	20 250 000 HTG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation du plan parcellaire sur 40 ha ; ▪ 3 modules de formations traités sur l'autogestion du périmètre irrigué au profit de 35 membres de comités ; ▪ 6 GSB diagnostiqués/plan de renforcement ; ▪ 10,000 boutures d'herbes plantées (éléphant et Guatemala). ▪ 6.4 km de ravines et 420 ha de versants aménagés. ▪ 521 bénéficiaires ont reçu des coupons alimentaires à Baie de Henne ▪ 688 bénéficiaires ont reçu des coupons alimentaires à Bombardopolis ▪ 2560 bénéficiaires ont participé aux chantiers de CFW à Bombardopolis et Baie de Henne ▪ Recrutement des équipes. ▪ Commandes des outils et matériels pour activités de CFW et de coupons alimentaires. ▪ Identification des chantiers de CFW en cours. ▪ Identification des bénéficiaires des activités de coupons et de CFW. ▪ Identification des marchandes et des Institutions Financières locales.
Programme de réponse d'urgence à la sécheresse dans le Haut Nord-Ouest (PRUS HNO)	ACF	Programme de réponse d'urgence à la sécheresse dans le Haut Nord-Ouest (PRUS HNO)	6 706 311 HTG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 800 ml de ravines traitées ; ▪ 10 techniciens formés en conservation de sol ; ▪ comité local de protection civile de Baudin renforcé ; ▪ 170 emplois créés à la rentrée des classes ;
projet de réduction de risques de catastrophes liés aux aléas naturels (inondation, sécheresse, glissement terrain) au niveau de la section communale de Baudin, commune de Port-de-Paix	Groupe d'Appui au Développement Local (GADEL) Financement : Diakonie-katastrophenhilf	Port-de-Paix	2 M	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 16 TM de pois se souche, ▪ 9 TM de pois congo, ▪ 15 TM de sorgho, ▪ 8 TM de pois inconnu ▪ 1,500000 boutures de patate douce, variété Mize Malere ▪ Bénéficiaires : 5.000 familles ▪ 35 TM de pois se souche,
Assistance agricole d'urgence aux populations rurales affectées par LA sécheresse dans les communes de : Port-de-paix, Jean-Rabel et Bassin-bleu	FAO/MARNDR	Port-de-Paix, Jean-Rabel et Bassin-Bleu	Environ 40% du budget	
Assistance agricole d'urgence	FAO/MARNDR	Port-de-Paix, Jean-Rabel	Environ 40%	

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE du budget	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
aux populations rurales affectées par LA sécheresse dans les communes du BAS NORD'OUEST : MOLE-SAINTE-NICOLAS, BOMBARDOPOLIS ET BAIE-DE-HENNE		et Bassin-Bleu		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 17,5 TM de sorgho, ▪ 3,500000 bouteures de patate douce, variété Mie Malere ▪ 2,100000 bouteures de manioc, variété CMC40 ▪ Bénéficiaire 7,000 familles
Actions sur les causes de l'insécurité alimentaire pour améliorer de façon durable la sécurité alimentaire dans le BAS Nord ouest	ADEMA	Bombardopolis	7,800,000	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place et équipement d'une cassaverie ▪ Octroi de prêt à 209 planteurs de manioc ▪ Achat et distribution d'outils ▪ Mise en place coin de vente d'insecticide ▪ Formation des planteurs ▪ 350,000 bouteures de manioc distribuées ▪ 15 boucs Boer et 50 chèvres locales distribués ▪ Mise en place de 15 stations de monte et 15 chèvreries ▪ 8 hectares de parcelles fourragères installés ▪ 3 coins de vente de produits vétérinaires mise en place ▪ 100 éleveurs formés ▪ 4 DCP installés ▪ Distribution de matériels de pêche ▪ Formation pêcheurs/Visite d'échange ▪ 3 moteurs acquis et distribués ▪ Equipement centrale de conservation de poissons à Jean Macoute, Anse A Chatte, Plateforme au moyen de panneaux solaires, régulateurs, 12 batteries et de 3 freezer de grande capacité
Programme de distribution de semence	DDANO/MARNDR	Les 10 communes du département	8,990,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de : ▪ 50 TM de haricot ▪ 6 TM de sorgho ▪ 8 TM de maïs ▪ 5 TM pois congo ▪ 8 TM de pois souche ▪ 8 TM d'arachide
Projet d'ABV	PPI-2/ DDA-NO/MARNDR	Chansolme	--	12,300 m ³ de seuils en pierres sèches construits -établissement de 177950 ml

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Projet Agro écologique	Caritas	P-de-px/St Louis du Nord	3.980.000.00	49120 plantules mises en terre 710 plantules de bambou mises en terres 30.000 plantules d'arbres distribuées 197 jardins agro écologiques renforcés 165000 boutures de manioc distribués 80 lbs chou et carotte distribués Outils distribués : 80 dérapines et 60 houes 150 chèvres distribués 189 enclos construits 2 séances de formation organisées

BILAN_ARTIBONITE

TITRE DU PRO-GRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Construction de la prise des PPI Bongris, Desbarrières, K-yon, et Zabricot, rivière Colombier	DDAA	Gonaïves, Emery	8,549,812.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Protection berge gauche prise Desbarrières avec un volume de 97 m3 de maçonnerie; ▪ Réhabilitation de 50 ml de canal tête morte de la prise Zabricot à Emery; ▪ Tapissage en gabion aval du radier prise Bongris d'un volume de 195 m3; ▪ Tapissage en gabion aval du radier prise Desbarrières d'un volume de 310 m3; ▪ Protection berge gauche amont Prise Bongris d'un volume de 96 m3; ▪ Construction de la prise du PPI Desbarrières, Zabricot et K-yon, ▪ Mise en eau de 700 ha, au profit de 1860 usagers
Construction de la prise du PPI Contribution	Ambassade du Japon	Gonaïves		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction de la prise ▪ Remise en eau de 300 ha, au profit de 500 planteurs
Réhabilitation des 3 PPI André	PIA EQ	Gonaïves, Emery	81,083,958.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 PPI totalisant 1000 ha environ aménagés ▪ -30 km de canaux ; 1.5 km de drain ; 3 prises ; 50 partiteurs ; 15 bassins de dissipation d'énergie et 10 ponceaux construits. ▪ Six (6) comités des associations irrigants formés, structurés et renforcés au niveau des PPI Dubedou, André, Bassin Manganan, Dusquenay, Passe Reine et Martino Marmelade;
Distribution moto pompes et autres outils agricoles	DDAA	Gros Morne, St-Michel, Dessalines		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 23 moto pompes 3 et 4 pouces distribuées aux associations de planteurs, pour l'irrigation des parcelles, à Gros Morne, St-Michel et Fabias (Dessalines); ▪ Distribution outils : ▪ 450 pelles, ▪ 400 pioches, ▪ 220 brouettes aux associations de planteurs
Construction système alimenta-	Coopération Taiwa-	Saint-Michel de l'Atalaye		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction système d'eau potable pour alimenter 500 fa-

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
tion eau d'irrigation et eau potable à Village L'Espoir Savane Diane	naise/ MARNDR			milles du village L'Espoir, à Savane Diane
Curage du barrage Tapion sur la rivière Bois	Centre Levèque	Verrettes	1,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction d'une barrage et un lac collinaire pour alimenter les systèmes d'irrigation et d'eau potable ▪ Curage de 5 km du barrage Tapions
Réhabilitation du système pompage de la plaine des Gonaïves	DDAA	Gonaïves		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réparation 6 pompes au niveau de la basse plaine des Gonaïves;
Réhabilitation piste reliant Carrefour Labranle à Dorlete (Labranle)	T et C	Gonaïves		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation de 6 kms de pistes agricoles
Réhabilitation de piste reliant Gros Morne à Terre Neuve	DDAA	Gros Morne	2,688,750.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Reprofilage de 5,5 km de pistes agricoles
Réhabilitation de pistes reliant Gros Morne (Carrefour Kanifrice) à David (Programme création d'emplois)	T et C	Gros Morne	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Début des travaux de reprofilage de la piste sur 2,5 km
Maintenance du Grand Réseau d'irrigation de la Vallée de l'Artibonite	ODVA	Dessalines, Petite Rivière, Grande Saline, l'Estère		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 119,700 ml de canaux curés y compris un ensemble d'ouvrages ponctuels dont plugs, vannes, machines à vannes ▪ 8,800 ml de pistes agricoles réhabilitées ▪ Entretien et réparation du campus et complexe administratifs ▪ 9 études portant sur tronçons de canaux à construire ou à réhabiliter, implémentation d'un moulin, construction d'un terrain de football de l'école nationale Gros Chaudière, réparation de bâtiments administratifs
Programme Intensification Agricole Ennery Quinte	PIA EQ	Ennery et Gonaïves	54,099,956.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction de 4 centres multi services agricoles pour le stockage et la commercialisation des produits agricoles ▪ 32 micro retenus au niveau des ravins construits ▪ Acquisition et mise à disposition des matériels et équipements: 2 moulin mais et petit mil, 6 moto pompes pour arrosage, 3 génératrices, inverter et batteries, 300 chaises, 4 classeurs, ▪ 300 000 plantules forestières et fruitières mises en terre , avec le système agro forestier;

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Appui à la construction du marché de Lagon et curage de 2 canaux à Rossignol et Dauphine	DDAA	Terre Neuve, Grande Saline	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réparation de 16 colombiers et confection et distribution de 200 silos métalliques, 150 puélas, ▪ Construction de 2 hangars à Lagon; ▪ Curage de 5 km de canaux à Rossignol et Dauphine, commune Grande Saline;
Appui à la réhabilitation de la route de Terre Neuve	DDAA	Terre Neuve	1,500,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation de 3 km sur la route de Terre Neuve
Appui à la réhabilitation de la route de Lagon	DDAA	Terre Neuve	1,800,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation de 3 km de piste reliant route Anse Rouge et Lagon
Appui à la campagne agricole hiver 13 et printemps 14	DDAA	Gonaïves, Ennery, Mar-melade, Terre Neuve, Gros Morne, St-Michel, St-Marc, Anse Rouge	14,400,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 81 tonnes semences vivrières (haricot, maïs), au profit de 4124 planteurs ▪ 3 500 000 boutures de patates douces, au profit de 674 planteurs ▪ Acquisition et mise à disposition de 560 planteurs des pesticides pour la lutte phyto sanitaire ▪ Labourage de 850 ha de terre avec des tracteurs agricoles ▪ Formation de 350 planteurs en techniques agricoles
Appui aux petits projets correction de ravines, curage de canaux, construction de micros retenus, protection de berge de rivière, appui en carburants aux PPI Petit Carenage, Hatte Ti Louis, Bonal, L'Etang	DDAA	Gonaïves, Ennery, St-Marc, Gros Morne, Petite Rivière L'Arbitonite, La Chapelle, Terre Neuve	27,230,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Correction de 15 kms de ravins avec des seuils en pierre sèche ▪ Construction de 8 micro retenus, pour la rétention des eaux et des sols ▪ Protection de 100 ml de berges de la rivière ▪ Curage de 5 km de canaux d'irrigation dans la 1ère section Pont Tamarin ▪ Acquisition et mise à disposition de 13 200 gallons de carburants pour diminuer les frais de pompage de l'eau d'irrigation, allant de 700 HTG à 250 HTG par heure ▪ Réhabilitation de 3 km de pistes rurales Moulin, Gros Morne
Aménagement bassin versant Terre Neuve	DDAA	Terre Neuve	22,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 micros retenus au niveau des ravins ▪ 30 000 dragoons bananiers. ▪ 300 000 plantules forestières et fruitières mise en terre ▪ 350 ml de canaux d'irrigation construits, au niveau du PPI Vieux Camp.

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bétonnage de 200 ml de pistes sur la route de Lagon; ▪ Traitement de ravines avec des seuils en pierre sèche sur 2,5 km, à Daranne ▪ Formation de 150 planteurs en techniques de plantations d'arbres
Amélioration de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables dans le haut Artibonite (Gonaïves, Ennery et St-Michel de l'Atalaye)	FAO	Gonaïves, Ennery, St-Michel	20,390,060.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 252 000 plantules fruitières et forestières mises en terre ▪ Assistance semencière à 2000 familles vulnérables, pour 500 ha de terre ▪ Formation en Champ Ecole Paysan au bénéfice de 20 techniciens de la DDAA et des BACS ▪ Formation en production, préparation, et stockage de semences, au bénéfice de 60 planteurs
Distribution de chèvres et de bœufs améliorés aux familles paysannes	DPSA/DDAA	Terre Neuve, St-Marc	412,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 66 chèvres, à 33 familles bénéficiaires ▪ Achat et mise à disposition de 2 bœufs améliorés
système National d'identification de Batail et Control d'Abattage.	DPSA/DDAA	Gonaïves, Ennery, St-Michel, Marmelade, Gros Morne, Terre Neuve, Anse Rouge	137,400.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ formation de 36 agents identificateurs et gestionnaires du système
Construction de postes de quarantaine	IICA/USDA	St-Marc, Gonaïves	9,929,008.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des sites ▪ Construction de 3 postes de quarantaine ▪ Lancement et ouverture et fonctionnement des postes
Construction d'un local pour loger un laboratoire	BID/ MARNDR	Gonaïves		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un local construit pour loger un laboratoire

BILAN_CENTRE

TITRE DU PRO-GRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Projet de renforcement de l'entreprenariat rural et des Filières de valorisation des produits agricoles	AVSF	Les 12 communes	24343704	<ul style="list-style-type: none"> ▪ R1 : Démarrage de 97 nouvelles initiatives d'entreprenariat rural (30 planteurs canne, 20 éleveurs bovin, 20 entrepreneurs, 20 poulailleurs, 5 pisciculteurs, 2 ateliers ferronnerie) et pérennisation des 160 entrepreneurs installés (selon dispositif Barroso) ▪ R2 : Des infrastructures de transformation et de stockage sont développées et la gestion de la qualité au niveau des unités de valorisation est améliorée ▪ R3 : Structuration et durabilisation des UDV : les capacités de gestion, de commercialisation, la gouvernance et la mise en réseau des unités de valorisation est renforcée
Curage de canaux d'irrigation	DDAC/OCB	Hinche, Cerca la source, Saut d'eau, Mirebalais, Belladère, Boucan Carre, Lascahobas	12,300,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Boroc, Saltadère, Ladefort, Desvarieux, Wann, Lagouasse, Dufaili, Pouilly
Distribution de semences	DDAC	12 communes	13,622,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 64 TM Haricot, ▪ 3,000,000 bouteures, ▪ 21 TM maïs, ▪ 26 TM sorgho, ▪ 20 TM pois congo ▪ 176 ha
Appui a la préparation de sol	DDAC	Thomonde, Hinche, Mirebalais	0.00	
Production, distribution et plantation de plantules	DDAC	Mirebalais	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 76,725/Haut et Bas Plateau
Vaccination bétail	DDAC	Haut et Bas Plateau	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 23,500 têtes: 19,000 contre le charbon et 4,500 contre New Castle
Lutte phytosanitaire	DDAC	Haut et Bas Plateau	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il s'agit de pose de piège contre les mouche attaquant les manguiers et de recherches sur le citrus greening dans le Centre ▪ En cours
Aménagement de bassins versants	DDAC/OCB	Thomassique, Cerca cavajal, Thomonde, Cerca la source, Lascahobas, Savanette	4,750,000.00	
Amélioration de pistes agricoles	DDAC/OCB	Lascahobas	1,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 9.5 Km/ Gwo moulen
Mise en place de pompes d'irrigation	DDAC/OCB	Mirebalais, Boucan carre / Haut Plateau	-	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 pompes

TITRE DU PRO-GRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Distribution d'outils	DDAC	Hinche	127,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Houe: 60, Pioche: 90, Serpette: 60, Machette: 60, Derapine: 45/Los Pal-ma
Mise en place de pépinières de production de plantules	DDAC	Mirebalais	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 pépinières : une a Mirebalais, une a Hinche
Mise en place de tracteurs	DDAC	Mirebalais / Hinche	0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 Tracteurs

BILAN_OUEST

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Correction de ravines	FITH	Carrefour	5,600,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction 5 bassins de micro retenu d'eau a Carrefour
Correction de ravines	MT-construction	Leogane	6,800,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction 5 bassins de micro retenu d'eau a Leogane
Projet de réhabilitation piste agricole Degand/Boyer/K-Da	DDAO/LEOGANE/UJDBN	Carrefour	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction et réhabilitation de piste agricole à Degand
Projet de rectification et Recalibrage de la rivière de Rouyonne	DDAO/SOTECH	Leogane	42,966,600.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place des gabions (mise en place de gabion de remblai ▪ Construction de murs et de digues
Projet de rectification et Recalibrage de la rivière de Rouyonne	DDAO/AAA	Leogane	7,165,465.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'armature pour béton arme et installation de clapets métallique a Bino ▪ Mise en place d'armature pour béton arme et installation de clapets métalliques a Morel ▪ Construction de de 88 ml de canal en amont et 1 bassin dissipateur en aval a Morel; Leogane ▪ Construction d'un mur élévateur de tête a l'entre des dalots ▪ Réalisation d'endiguement sur 300 ml (Remblai compacte) ▪ Fourniture et installation de clapets métalliques de 90*90 cm traites contre la rouille
Correction de 8 km de ravine a Grand-Goave et Petit-Goave	IRADEL	Grand-Goave et Petit-Goave	8,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3.4 km de ravines corriges a Laïco, 7e Section Gérard ▪ 245 seuils en pierre seche mis en place ▪ 11 seuils en gabion mis en place ▪ 12 seuils en caoutchouc mis en place ▪ 27 seuils en maçonnerie de roche construits, 7e section Gérard
Projet de développement intégré des moyens de subsistance durable dans les Communautés rurales de la région des Palmes	Réseau des organisations pour le développement des palmes(RODEP)/FLM	Grand-Goave, Petit-Goave	2,873,100.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Implantation de pépinière et reforestation ▪ Support a 68 mutuelles de solidarité ▪ Implantation d'un mécanisme d'Alerte précoce pour prévenir les désastres ▪ Formation des membres de la brigade et unité d'urgence sur la gestion psychologique

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Restauration / protection des moyens de subsistance des familles des petits paysans touchés par le séisme dans la région rurale montagneuse de Les Palmes, Petit-Goave et Tête-à-Bœuf, Grand-Goave	Welthungerhilfe e. V. (Agro Action Allemande)	Petit-Goave et Grand-Goave	13,285,600.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ sensibilisation de la communauté sur la gestion de la crise psycho-sociale poste catastrophe ▪ Support aux pépinières de bambou et plantation dans la région des palmes ▪ Application de la technique Terra Preta sur les parcelles des agriculteurs cobles a Thozin, Papatambre, Vieux Cailles de Grand-Goave ▪ Doter 100 agriculteurs d'un Kit de matériels et intrants agricoles pour augmenter et diversifier leurs productions ▪ Sensibiliser la population des communautés sur les avantages de la technique terra Preta, la gestion et l'utilisation des déchets organiques ▪ Activité 1.2. : Mise en œuvre d'un plan de formations sur les meilleures techniques relatives aux cultures maraichères et terra Preta, préparation et utilisation des insecticides naturels
projet d'élaboration de schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux	DATIP: Direction Administrative et Technique de l'Intercommunalité des Palmes/SHACO: Société Haïtienne d'Aménagement et de Construction	Gressier, Leogane, Grand-Goave, Petit-Goave	3,956,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation des analyses des éléments des états des lieux ▪ Réalisation des tendances et scenario ▪ Réalisation du plan stratégique démenagement des 4 bassins versants
Projet de construction de 75 ml de canal en maçonnerie de roche dans la ravine Saira de Gressier	Mairie Gressier/DATIP: Direction Administrative et Technique de l'Intercommunalité des Palmes/ABC Construction	Gressier	252,225.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Curage de la ravine sur une longueur de 75 ml a la ravine saira de Mariani ▪ Construction de 75 ml de mur en maçonnerie de roche au niveau des berges de la ravine saira ▪ Remblayage après la construction de mur de protection de berges de la ravine
Réponse post Séisme/projet de consolidation de la résilience et de gouvernance	Helvetas	Petit-Goave (11e Ravine seche)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite des parcelles aménagées par les paysans ▪ Animation et montage de comite de micro bassin versant (CMBV) ▪ Montage définitif de comite communal de Bassin versant (CCBV) ▪ Elaboration de plan démenagement des rivières Desvignes et Caïman
Renforcement de la résilience au changement climatique et réduction des risques et désastres en agriculture pour	FAO	Grand-Goave	-0.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrat de multiplication de semences avec les GAPS tels que: APDKGG, AIFA, APDT qui sont des organisation de base ▪ Implantation (établissement) d'un champs d'école a

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
améliorer la sécurité alimentaire				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fauche (Vulgarisation agricole) ▪ Formation de 3 agents sur les bonnes pratiques agricoles
Accompagnement et Consolidation de la Coopérative de Pêcheurs à Petit-Goave	AGENCE ADVENTISTE DE DEVELOPPEMENT ET DE SECOURS	BUREAU REGIONAL SUD	PETIT-GOAVE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation : Techniques de pêche sur DCP ▪ Formation : Montage et entretien de DCP ▪ Formation en techniques de transformation et de conservation de poissons ▪ Formation des mécaniciens ▪ Formation des charpentiers-marins ▪ Partenariat avec AQUABOIS/AQUADEV ▪ Distribution des kits pour les pêcheurs et les marchandes ▪ Formation en comptabilité et gestion ▪ Participation à l'organisation de la Régate à Petit-Goave ▪ Recrutement du personnel de COPPPPEG ▪ Formation par un agent du Conseil National des Coopératives (CNC) ▪ Formation sur le leadership des organisations communautaires ▪ Ciblage des thématiques de formation
Appui à la gestion intégrée des ressources naturelles et aux producteurs agricoles de la 3 ^e section de Grand-Goave dans l'ouest d'Haïti	Comité Protos Haïti (CPH)	Grand-Goave		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recrutement du personnel ▪ Visite d'échange à valeur ▪ Formation en renforcement organisationnel ▪ Formation en technique de conservation de sols ▪ Formation sur l'amélioration de l'élevage de poule ▪ Formation sur la comptabilité de base ▪ Formation sur les techniques d'élevage caprin, santé animale, et gestion des cultures fourragères ▪ Formation sur les techniques d'élevage ovin, santé animale, et gestion des cultures fourragères ▪ Mise en place d'une boutique d'intrant agricoles ▪ Mise en place de jardin d'école et construction d'espace pour l'élevage poulet ▪ Traitement de ravine à fond-lotie ▪ Distribution de 50 TM de semences de haricot noir
Appui à la campagne d'hiver 2013-2014	DDAO	Carrefour, Leogane, Gressier, Petit-Goave		
Appui à la campagne de printemps 2014	DDAO	Carrefour, Leogane, Petit-Goave, Gressier, Grand-Goave		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de 24 TM de semences de maïs ▪ Distribution de 17 TM de semences de sorgho ▪ Distribution de 500,000 boutures de patate douce

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Contrôle sanitaire	DDAO	Petit-Goave, Grand-Goave, Leogane, Gressier, Carrefour	239,590.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de 16 TM de semences de haricot noir ▪ Vaccination contre rage (chien et chat) ▪ Déparasitage et castration ▪ Vaccination contre PPK ▪ Clinique mobile (Traitement) ▪ Vaccination contre Newcastle ▪ Distribution des bœufs insecticide latrine ▪ Distribution des sachets de fertilisant Kfol ▪ Distribution des sachets d'insecticides Nukish ▪ Correction de 8,000 ml de ravines à Leogane ▪ Correction de 8,000 ml de ravines à Grand-Goave et Petit Goave ▪ Correction de 12,000 ml de ravines à Kenscoff ▪ Correction de 8,000 ml de ravines à Ganther et Fonds Verrettes ▪ Correction de 4,000 ml de ravines à Perrier ▪ Correction de 9,000 ml de ravines à l'Archaie ▪ Correction de 9,000 ml de ravines à Cabaret, Rivière Bethel ▪ Correction de 4,000 ml de ravines à Cornillon et Thomazeau ▪ Construction de 45 Micro-barrages à Cornillon, Thomazeau, Fonds Verrettes, Arcahaie, Kenscoff et Petion-Ville ▪ Construction de 52 Micro-barrages à Carrefour, Léogâne, Grand Goave et de Petit Goave ▪ 5750 ml de canaux cures. ▪ 1 aqueduc long de 60 ml construit au confluent de la rivière blanche et le canal Dumulseau ▪ 15 ml de breches colmatees au niveau du périmètre Duthil, notamment au niveau du canal primaire desservant les localites: Duthil, Durand et Manneville. ▪ 501 ml de canal cure au niveau du système de Despuzeau, notamment au niveau du canal primaire desservant les localites Coustard, Gorman, Dumulseau et Boutin. ▪ 2 ateliers réalisés à Port-au-Prince ▪ 1 site web développé à l'échelle nationale
Contrôle phytosanitaire sur la culture de patate douce	DDAO	Petit-Goave, Leogane, Gressier, Carrefour		
Aménagement de bassin versant dans l'Ouest	DDAO	Grand-Goave, Petit-Goave, Fond Verrettes, Leogane, Gressier, Croix des bouquets, Thomazeau	116,833,167.10	
Entretien partiel de systemes d'irrigation	DDAO/Bac THOMAZEAU	GANTHER THOMAZEAU	3,000,000.00	
Entretien de système d'irrigation à Thomazeau	DDAO/Bac THOMAZEAU	THOMAZEAU	282,020.00	
Renforcement des Capacites Adaptatives des Communautés	PNUD	Toutes les communes/OUEST	4994000,00	

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Coteries d'Haiti aux Changements Climatiques				<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 guide élaboré/Echelle nationale ▪ 2 pamphlets de sensibilisation élaborés et distribués/Echelle nationale ▪ 1 chanson, 2 spots et 1 video de sensibilisation en cours de réalisation/Echelle nationale ▪ 7 cartes de vulnérabilité en développement/Echelle nationale
Plan special pour la commune de Cite Soleil/Réhabilitation de système d'irrigation/Appui a la production de la culture du bananier/ Calibrage de la riviere grise et stabilisation de berges par la mise en place de haies de vetiver sur un troncon de 1 km.	DDAO	Cite Soleil	6,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12960 metres lineaires de canaux cures: ▪ 5855 metres lineaires de canaux cures au niveau de la localite de Vaudreuil. ▪ 3913 metres lineaires de canaux cures au niveau de la localite de Bassan. ▪ 3192 metres lineaires de canaux cures au niveau de la localite de Butte Duvivier. ▪ 1 pompe Mobile 4" reparee a Vaudreuil. ▪ 2 pompes mobiles 4" reparee a Butte Duvivier . ▪ 2 pompes 3" achetees au profit des planteurs de Bassan. ▪ 1 station de pompage rehabilitee a Vaudreuil. ▪ 14 kilometres lineaires de haies de vetiver mis en place. ▪ 3 seminaires de formation organises sur les techniques de plantation et d'entretien de la culture du bananier. ▪ 75 planteurs formes aux techniques de plantation et d'entretien de la culture du bananier.
Distribution de Cabris, bœuf et poulets	DDAO	Toutes les communes	15,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 880 Cabris, ▪ 22 bœufs ▪ et plus de 2000 poulets sont distribues au profit des 700 familles beneficiaires, appartenant aux couches les plus defavorisees.
Formation (Transformation denrhees, technique de preparation de sol, technique de production de: Mais, d'ingname, banane, Melon)	DDAO/BAC	Leogane, Petit-Goave		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation (Transformation denrhees, technique de preparation de sol, technique de production de: Mais, d'ingname, banane, Melon)
Appui en preparation de sol	DDAO/BAC-PG	Petit-Goave		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Preparation de 126 ha de terre dans les zones irriguees de petit-Goave (Barette, dlo piti,...)
Distribution d'outils	DDAO/BAC-PG	Petit-Goave		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution d'outils
Formation de nouveaux	DDAO	Cx des Bouquets, Thoma-		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 93 Nouveaux Agents Vétérinaires sont formes pour

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Agents Vétérinaires		zeau, Ganthier, Delmas, Cite Soleil, Arcahaie		6 communes
Formation d'éleveurs	DDAO	Thomazeau, Cabaret, Petit Goave, Fond Verrette, Cx-des-Bouquets, Cite Soleil, Ganthier, Arcahaie, Cabaret		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 11804 éleveurs sont formés sur les techniques d'élevage caprin et bovin et l'importance de l'eau et l'alimentation dans la production
Vaccination	DDAO	Toutes les communes	430,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 96420 têtes de bétails sont vaccinées contre le charbon ▪ 111041 volailles sont vaccinées contre la Newcastle ▪ 65023 porcs sont vaccinés contre la PPC ▪ 13000 chiens et chats sont vaccinés contre la rage ▪ 71120 têtes de bétails et de volailles sont déparasitées, et ont reçu des doses de vitamines et d'antibiotiques selon leurs cas
Cliniques Vétérinaires	DDAO	Toutes les communes		

BILAN_SUD'EST

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Renforcer la résilience aux changements climatiques et réduction des risques des catastrophes dans l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire en Haïti	SOLIDARIDAD INTERNACIONAL	BAINET, BELLE ANSE, GRAND GO-SIER, THIOTTE, ANSE A PITRE, FONDS VERRETTES	42,481,051.46	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plantations de 10 ha (500 arbres/ha) d'arbres fruitières au niveau du bassin Versant de Mapou et 15 ha à la 5^e Section Communale de Bainet ▪ Formation de 50 agriculteurs en luttant contre l'érosion et appui à 20 agriculteurs au Bassin versant de Pedernales pour la mise en place de structures de conservation de sols dans 4.5 ha de parcelles. ▪ Réalisation des ateliers de formation pour 600 membres de la société civile sur la sensibilisation pour la protection de l'environnement, la protection des bassins versants et la conservation des sols. ▪ 3 stations météorologiques installées et mises en place de un système de pluviomètres à Bainet ▪ Organisation des ateliers avec les autorités locales sur la protection des bassins versants et la politique de protection de l'environnement. ▪ Campagne de sensibilisation pour la prise de conscience de la population du district de Belle-Anse, dont 300 écoliers, pour une bonne utilisation, la protection et la gestion des Ressources naturelles. ▪ Assistance technique pour l'élaboration du Plan gestion Bassin versant Mapou et suivi de la mise en œuvre du Plan de gestion du Bassin versant Pedernales. ▪ 3.6 TM de semences céréalières distribuées ▪ 0.100 TM maraichères distribuées ▪ 7500 drageons de bananes distribués ▪ 600 fragments ignames distribués. ▪ Réalisation de formation technique sur les pratiques agricoles, itinéraires techniques, greffage de fruits, gestion, récolte, tri, stockage des semences (50 silos métalliques à Mapou) et manipulation des aliments, etc. Réalisation de 5000 greffes (mange et avocat) à Belle-Anse. ▪ Installation d'un système Goute à Goute à Parc-Cado, Anse-à-Pitres. ▪ Réhabilitation et amélioration du système d'irrigation de la 5^e

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Renforcer la résilience aux changements climatiques et réduction des risques des catastrophes dans l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire en Haïti	FAO	BAINET, ANSE A PITRES, BELLE ANSE		<p>Section Communale de Bainet.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation technique sur le traitement et le soin des troupeaux de bovins, de fourrage de plantation, les soins vétérinaires et de l'équipement pharmacie vétérinaire à Belle Anse et Bainet. ▪ Plantation de parcelles fourragères à Belle-Anse ▪ 5 taureaux distribués à Belle Anse (Pichon, Grand Gosier et Savane Zombi). ▪ Achat et distribution de matériaux pour la construction de 50 micro-poulailleries avec 10 poules et 2 coqs chacune à Bainet ▪ Mis en place de 1 poulailler communautaire à Bainet. ▪ Réalisation d'une campagne de vaccination des chèvres, des poules, et des vaches. 1000 têtes. ▪ Soutien au développement de l'apiculture à Bainet, la production, l'extraction et la commercialisation de miel. ▪ Suivi du plan de gestion du Centre communautaire de Pêcheurs de l'Anse-à-Pitres et mis en fonctionnement de la chambre froid. ▪ Signature d'un protocole d'accord entre les centres de transformation de Belle-Anse et le centre de vente de Jacmel. ▪ Soutien à la production et la distribution de produits transformés dans les centres différents de traitements: deux laiteries et un centre de transformation des fruits à Grand Gosier. ▪ Formation aux éleveurs pour l'amélioration de la production de lait. ▪ L'assistance technique pour le plan de développement des affaires des 2 laiteries et le Centre de transformation de fruits ▪ Formation en leadership, en gestion, droits de l'homme et genre au profit des membres des OCB Belle-Anse. ▪ Assistance technique pour la mise en œuvre des activités de plaidoyer, de sensibilisation et de demandes sociales aux autorités locales pour l'obtention des services sociaux.
				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification et sélection de 17 Bonnes Pratiques de Gestion Communautaire des risques de désastres (BP-GCRD) ▪ Formation en GRD-ACC de 100 personnes clés et responsables des OCBs des sections communales d'intervention du projet ▪ Elaboration de 5 cartes agro écologiques participatives dans des sections du projet ▪ Elaboration de 5 plans communautaires de GRD-ACC à Anse à pitres (2 ème section Bois d'orme et 1 ère Boucan Guil-

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Projet d'Appui au Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Continentale dans le Département du Sud-est	MARNDR (DPAQ)	Jacmel, Cayes-Jacmel, Marigot	7,348,626.64	<p>laume), à Belle Anse (1ère Baie d'orange à Bainet: 5ème bas de Grandou et 7ème Bras de gauche)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration de 5 plans de contingence agricole des sections communales: Anse à pitres: 2 ème section Bois d'orme et 1ère Boucan Guillaume, à Belle Anse: 1ère Baie d'orange à Bainet: 5ème bas de Grandou et 7ème Bras de gauche ▪ Mise en place de 7 parcelles de démonstration du paillage à Bainet: 5ème bas de Grandou et 7ème Bras de gauche ▪ Formation de 20 Formateurs en CHAMP ECOLE PAYSAN à Marigot ▪ Formation de 15 Agriculteurs-Facilitateurs dans les communes sur le CEP ▪ Fonctionnement de 3 Premiers CEPS dans les 3 communes d'intervention ▪ Travaux de finition de construction de bassins piscicoles à Macary (un bassin de 140m2) et Montagne la Voûte (2 bassins de 200m2 chacun) pour la reproduction des géniteurs / production d'alevins ▪ Construction d'un bassin de grossissement de 198 m2 / élevage de poissons pour la consommation ▪ 2 dépôts de pêche à Montagne la voûte (Ka koline, Neron) pour l'entreposage de matériels et équipements de pêche affectés aux comités de gestion des lacs. ▪ Aménagement des lacs collinaires de Montagne la Voûte (zone Ka koline et Bwa Koupe) par la plantation de végétier autour des lacs, plantation de bambous et d'arbres fruitiers en amont des lacs ▪ Séminaire de formation sur l'aquaculture et le renforcement organisationnel pour les associations affiliées au projet
Projet de Renforcement de la Pêche Maritime dans le Département du Sud-est	MARNDR (DPAQ)	Anse à pitres, Grand Gosier, Belle Anse, Marigot, Cayes Jacmel, Jacmel, Bainet et Cotes de fer	9,965,933.75	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 600 pêcheurs formés en montage, pose et entretien des DCP, techniques de pêche sur DCP ▪ 400 marchandes formées en technique de conservation, commercialisation du poisson. ▪ 5 congélateurs de 25 pieds cubes distribués pour augmenter la capacité de conservation des Centres de pêche ▪ Acquisition et Distribution de cinq (5) inverseurs 2400 watts, 60 batteries Trojan et 32 panneaux solaires pour alimenter les Centres de pêche en énergie éle ▪ 40 embarcations distribuées ▪ 40 moteurs hors bord 15 Hp ctriqne* distribués

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
PROJET DE RELANCE DE L'AGRICULTURE A MARI-GOT	(PRAM)	DDASE/BAC		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inauguration des Centres de Pêche et Marine (CCPM) de Belle Anse et de Grand Gosier ▪ Formation en cuisine et pâtisserie pour 120 jeunes filles et garçons à travers les cinq sections communales de Marigot ▪ Appui aux associations UJDSB ET FOBRIDE dans la construction d'un local pour loger le centre de formation en cuisine et pâtisserie dans la 5e- section communale de savane Dubois ▪ Réalisation de 750 séances de formation au profit des agriculteurs membres de 25 Champs Ecoles Paysans au niveau des cinq sections communales de Marigot ▪ 25 kits d'outils agricoles distribués, ▪ 1500 agriculteurs et agricultrices appuyés dans la mise en place des « jaden lakou » : ▪ 1,415,000 plantules d'espèces maraichères (piment piqué, poivron, chou, tomate,...) ▪ 1,300, 000 plantules d'espèces maraichères distribuées pour établir des «jaden lakou » ▪ 4.52 TM de haricots ▪ 120,000 drageons de bananiers, 90 m3 fumier, 268 sacs d'engrais chimique, 120 litres de vidat L ▪ 200 Lbs de semences de maïs chicken corn en appuis à 35 planteurs dans la culture du maïs en rotation avec la culture de banane comme une stratégie de lutte contre les nématodes dans les plaines irriguées de savane Dubois ▪ Appui aux associations de planteurs de savane Dubois dans la construction d'un local pour loger un moulin à grain ▪ Formation pour 2 personnes (opérateurs) pour la manipulation du moulin à grain ▪ Acquisition et installation d'un moulin à grain au marché de peredo pour desservir la population ▪ Aménagement des versants par la construction d'en moyenne 8000 mètres carrés de terrasses agricoles ▪ Appuis aux planteurs d'igname de Grande rivière, de Macary et de Fond Jean Noel dans la lutte contre marocas : ▪ Traitement de 10,000 buttes de semences d'igname au Phenanifos contre les attaques des tubercules d'igname par des marocas. ▪ Traitement de 3000 buttes d'igname au vidat L. ▪ Continuité des activités de collecte des données pluviométriques

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Gouvernance locale et appui institutionnel	DDA/SE	Jacmel	50,000.00	<p>triques et les prix des produits agricoles des marchés dans la commune de Marigot et la transmission de ces données à l'observatoire de Sécurité alimentaire du sud est</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de 39 kg d'anti-limace, de 310 kg de pesticides en poudre mouillable et 41.5 litres de pesticides en émulsion concentrées à 8500 agriculteurs dans la protection des cultures maraichères contre les attaques des pestes et des maladies à travers les cinq sections communales de Marigot ▪ 170 mètres linéaires de canal en maçonnerie construits ▪ 1000 mètres linéaires de canal en terre construits pour faciliter l'arrosage de 90 hectares de terre à habitation Desplanty 5e- section savane Dubois ▪ 36,000 plantules d'arbres fruitiers et forestiers sont transplantées à travers les cinq sections communales. ▪ 12,500 plantules d'arbre fruitier et forestier distribués et mises en terre, ▪ 5 citernes communautaires de capacité chacune de 18600 en appui aux associations de planteurs de la 2e- section communale Grande rivière ▪ Poursuite d'appui des associations de planteurs dans la formation du manioc et la commercialisation des produits transformés au niveau de la cassaverie de corail soult. ▪ 9 Table de Concertation du secteur agricole. ▪ Participation à 4 rencontres de Conseil Technique Départemental
Production Végétale	DDA/SE	Toutes les communes du Sud-Est	18,291,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 TM de haricot distribués, ▪ 5 TM de maïs distribués, ▪ 1 TM de pois inconnu distribués, ▪ 4 millions de boutures de patate douce distribuées ▪ 100 pompes d'aspersion distribuées ▪ 5869 d'unités d'outils agricoles distribués ▪ Achat et Installation de moulins maïs ▪ Régénération des parcelles cafeeiras
Production Animale	DDA/SE	Toutes les communes du Sud-Est	126,925.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1282 têtes d'animaux traités dont: 448 porcs, 320 bovins, 324 caprins, 20 chevaux, 36 mulets, 40 ânes, 44 chiens, 50 chats ▪ 2876 têtes d'animaux déparasités dont: 892 porcs, 528 bovins, 936 caprins, 112 chevaux, 84 mulets, 92 ânes, 112 chiens, 120 chats ▪ 1084 têtes d'animaux castrés dont: 556 porcs, 140 bovins,

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Services Agricoles	DDA/SE	Jacmel, Cayes-Jacmel, Marigot, La Vallée	1,430,000.00	<ul style="list-style-type: none"> 128 caprins, 100 mulets, 96 chiens, 64 chats ▪ 11562 têtes d'animaux vaccinés dont: 1034 porcs, 244 bovins, 716 caprins, 8400 vollailes, 820 chiens, 348 chats ▪ Recherche appliquée et essais
Irrigation	DDA/SE	Jacmel, Cotes-de-Fer, Baint, cayes-Jacmel, Anse-a-pitre	1,500,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Petites réparations au niveau des périmètres irrigués
Aménagement Bassin-Versant	DDA/SE	Toutes les 10 communes	16,700,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conservation des sols et des eaux

BILAN_NIPPES

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Campagne Agricole de Printemp		Miragoane, Fond-des-Negres, Petite Riviere, Anse-a-Veau, Arnaud, Petit Trou, L'Asile, Plaisance, Baradere, Paillant	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 39 TM de semences dont: 15 TM de haricot, 11 TM de sorgho, 10 TM de maïs, 2 TM de pois de souche et 1 TM de vigna
Campagne Agricole d'Hi- ver2013-2014		Miragoane, Fond-des-Negres, Paillant, Petite riviere, Anse-a-Veau, Petit Trou, Plaisance, L'Asile	3,300,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 31 TM de semences de Haricot distribuées
Préparation de sol		Fond des Negres, Miragoane, Anse-a-Veau Petite Riviere , Aquin		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Labourage, Hersage :300 ha
Soins Vétérinaires		Miragoane, Anse-a-Veau, Fond des Negres, Toutes communes confondues, Toutes communes confondues		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vaccination contre charbon(9232 têtes) toutes espèces confondues ▪ Vaccination antirabique (2387tetes) dont 17081 têtes de chiens, 6796 têtes de chats ▪ Vaccination contre PPC(4547 têtes de Porcs) ▪ Deparasitage interne et externe (219) ▪ Achat de 132 pompes d'aspersion et Distributions aux:
				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achat de 700000 bouteures de patate douce et Distribution aux:
				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Curage de canaux au niveau de 6 systemes d'irrigation : Chaterelle, Charlier, Plaisimond, Ti Francois, La Plaine, Baquet

BILAN GRAND'ANSE

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Dispositif Agricole	AMAGA	12 communes de la Grand'anse	129,577.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ formation sur les techniques culturales, conservation de sol et lutte contre les pestes ▪ pres de 858 planteurs sont touchés dans 12 communes de la Grand'anse ▪ accompagnement technique pour 30 groupements
Projet de renforcement de la filière de cacao dans la Grand'Anse (budget en dollar)	ROPADAM/EPER	Moron, Dame Marie et Anse d'Hainault	70,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 140 vulgarisateurs sont formés ▪ 10 parcelles sont entretenues au niveau de la commune Anse-d'Hainault et 12 au niveau de la commune Dame-Marie ▪ Rapport de la visite et amélioration des techniques de fermentation utilisées dans les unités familiales de fermentation du réseau. ▪ 10 bacs de séchages sont fabriqués
Création d'Alliances dans le Cacao pour Améliorer l'Accès et l'Organisation en Haïti (budget en dollar)	CRS	Anse d'Hainault, Dame Marie, Chambelan, trois communes du Nord		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 46794 plantules de café de variétés Typica, castillo et Tabi mise en terre ▪ rencontres avec INCAH et autres associations caféières de la place ▪ régénération caféière sur 10ha ▪ Formation sur la lutte contre les pestes et maladies caféières
Projet d'appui à la relance de la filière café dans les communes de Beaumont et des Roseaux du département de la Grand'Anse (Budget en dollar)	COHIMIRU	Beaumont, Roseaux		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 46794 plantules de café de variétés Typica, castillo et Tabi mise en terre ▪ rencontres avec INCAH et autres associations caféières de la place ▪ régénération caféière sur 10ha ▪ Formation sur la lutte contre les pestes et maladies caféières
Développement Intégré et Moyens d'Existences Durables dans les Communautés Rurales de la Grand'Anse (en dollar)	FNGA	Jérémie (1e, 2e, 7e section) ; Moron (1e section) ; Chambellan (1e section)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 210 participants sensibilisés dans les localités de Laitigo/Gobin/Doeco/Débat/Castillon ▪ 45 murs secs construits pour la conservation des sols dans le versant de l'Etiang de Margon (1493 m3 de structures mécaniques) ▪ 90 dz de plantule de pite (Agave sisalana) mises en terre pour renforcer les structures mécaniques ▪ 2 pépinières mises en place : ▪ A Despaigne (25000 café) ▪ Margon (20000 forestiers) ▪ 1125 buttes d'ignames, 75 douzaines plantules de bananes et de canne à sucre sont déjà distribués et plantés dans les jardins de 15 bénéficiaires au niveau de Despaigne et Cèdre
Projet de renforcement des capacités et améliorations des	FNGA/FLM	Jérémie (Castillon)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 56 nouveaux alphabétisés (80% de femmes) ▪ 16 Jeunes femmes en formation en coupe couture et broderie

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
conditions socio-économiques des femmes rurales de la Grand'Anse (budget en dollar)				<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une Organisation de femmes de Castillon (AFPK) appuyée pour la production maraichère ▪ 10 femmes ont reçu 3 chèvres issues de l'élevage rotatif initié l'année dernière ▪ 90 participants (représentantes de groupes de femmes et de mutuelles de solidarité) sont formés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ - Sur les droits humains ▪ - Sur les notions de comptabilité ▪ - Sur le leadership féminin ▪ 15 OCBs sélectionnées et ont suivi des formations : <ul style="list-style-type: none"> ▪ - Sur le fonctionnement d'une organisation ▪ - Sur l'établissement et la gestion d'une pépinière ▪ - Les techniques de production de fourrages pour la stabilisation des sols et l'alimentation des bétails ▪ 30 apprentis-pépiniéristes déjà formés ▪ - un consultant recruté pour le design des interventions sur les ravines à Massanga et à Pourcine ▪ - Un dossier technique pour la construction de 3 impluviums (Nan Bonel, Massanga et Gobin) ▪ - 7 contrats signés avec 7 OCBs pour l'établissement de 7 pépinières de 15000 plantules forestières et fruitières ▪ - Sites pour les pépinières sélectionnés et nettoyés ▪ - 3 pépinières de 15000 plantules en cours d'installation ▪ 10 serres de 100 m2 achetées et déjà transportées sur place. ▪ 10 OCBs et établissements scolaires seront les bénéficiaires
Projet Macaya	MDE/BID	Moron, Roseaux, Jérémie et Beaumont		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un biodigester de 25 m3 est construit et fonctionnel au local de la FNGA ▪ Production de fertilisant organique pour la production de tomate
Construction d'un biodigester pour la production de biogaz à partir de lisiers de porc	FONDATION NOUVELLE GRAND'ANSE/ Norwegian church AID (NCA)	Jérémie		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Structurer en fédération une organisation de planteurs de cacao ODEF-CAGA qui regroupe 40 associations 1200 planteurs repartis sur 4 communes ▪ 600ha de plantations sont régénérées ▪ 200,000 plantules sont mises en place soit 200 ha ▪ 2 centres de fermentation en construction ▪ Initier la formation de 50 contrôleurs de qualité ▪ 2 millions de bouture de Patate et 1,2 millions de boutures de manioc sont distribués au niveau du département
Projet de renforcement de la filière cacao dans la Grand'Anse	AMAGA/ UE	Dame Marie, Moron, Chambellan, Abri-cots		
Distribution de semence pour la campagne d'hiver	FAO	Abricots, Irois, Moron, Chambellan, anse d'hainault, D-Marie		

TITRE DU PRO-GRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
programme de distribution de semence haricot pour la campagne hiver	DDAGA	Les douze communes	3,300,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 31 tonnes d'haricots distribués ▪ 2000 bénéficiaires ont reçu des subventions en semences d'haricots dans les 12 communes de la Grand'Anse
distribution de boutures de patates douces pour la campagne hiver	DDAGA	Pestel, Jérémie, moron	400,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ distribution de 400,000 boutures de patates ▪ 1000 bénéficiaires sont touchés, 20 ha emblavés en patates
programme de distribution de semence (20 tonnes haricot, 5 tonnes maïs, 300,000 boutures de manioc et 240,000 boutures de patate) pour la campagne printemps	DDAGA	12 communes de la Grand'Anse	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 TM haricots, 5 TM maïs, 300,000 boutures maniocs, 240,000 boutures patates distribués ▪ 667 ha sont emblavés en culture ▪ 3679 bénéficiaires à travers les 12 communes sont touchés par la distribution
renforcement des GSB	DDAGA	12 COMMUNES	68,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 34 Comités GSB sont touchés et renforcés ▪ 485 bénéficiaires ont reçu une formation sur l renforcement organisationnel
réalisation de cliniques mobiles	DDAGA	Jérémie, Moron, Beaumont, Moron, Abricots, Roseaux		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déparasitage interne et externe et traitement ▪ (318 bœufs, 283 cabris, 257 moutons, 86 mulets, 75 chevaux, 273 porcs, 65 chiens) ▪ Castration (13 mulets) ▪ Formation sur les maladies de charbon, rage, PPC et New Castle pour 38 jeunes
vaccination anticharbonneuse et contre New Castle	DDAGA	Pestel, Roseaux, Jérémie		<ul style="list-style-type: none"> ▪ bovin : 18, Caprin : 21, Ovin : 7, équin : 18, pour les volailles : 240
réalisation des séances de formation à l'intention des groupements paysans	DDAGA	Jérémie,		<ul style="list-style-type: none"> ▪ formation sur l'élevage pour les éleveurs de Despagne et Gondayer, ▪ des séances de formations sur l'hygiène, l'alimentation de bétail, importance de jardin de bétail, comment subsister en période de soudure? ▪ Une Formation sur l'épidémiologie-surveillance est réalisée.
programme d'identification de bétail (bœuf)	MARNDR/DDAGA	12 COMMUNES DE GRAND'ANSE		<ul style="list-style-type: none"> ▪ programme en cours d'exécution ▪ (activités déjà réalisées) ▪ - lancement du programme par le secrétaire d'Etat a la Production Animale ▪ - réalisation de 12 rencontres communales de sensibilisation et de mise en connaissance du programme ▪ - formation à l'intention des agents vétérinaires retenus comme agent d'identification. ▪ - recrutement et formation de deux agents de saisi dans le cadre du processus.
réhabilitation et percé de piste agricole Bois Sec -	DDAGA	Roseaux	1,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ réhabilitation de 1.7 km de piste agricole ▪ réalisation d'une percée vers Fond Cochon de 1.7 km

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
Lopineau (3,8 km) programme spécial de création d'emplois	(travaux de correction de 26,5 km de ravine) Programme spécial de création d'emplois	DDAGA/ OCB	Jérémie, Chambellan	<ul style="list-style-type: none"> ▪ programme en cours d'exécution
9,500,000.00		(réhabilitation de 8 km de piste agricole)	DDAGA/ OCB	<ul style="list-style-type: none"> ▪ programme en cours d'exécution
Dame-Marie, Abricots	1,900,000.00	travaux de finalisation du périmètre de Ranja	DDAGA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux en cours ▪ prise de proforma pour l'achat de pièce hydraulique ▪ fouille en cours ▪ 10 TSA avec en moyenne 30 personnes par rencontre ▪ réalisation de deux rencontres thématiques sur les filières café et cacao.
Table Sectorielle Agricole	DDAGA	Jérémie		<ul style="list-style-type: none"> ▪ réalisation de 3 mini-conférences ▪ réalisation d'une foire agro-artisanale à Jérémie
réalisation des festivités commémorant le premier mai 2014	partenaires de la Table Sectorielle Agricole	Jérémie		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 400,000 plantules mises en pépinière ▪ Disponibilité en produits phytosanitaire contre la rouille
crédit café, contrôle rouille Oranger	INCAH	BEAUMONT	11,000,000.00	

BILAN_SUD

TITRE DU PROGRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
SECAL				Etudes en cours pour la construction et équipement (véhicules, génératrice, bureaux et autres) d'un bâtiment pour la DDA-Sud Appui au renforcement de la filière avicole : phase de contractualisation avec un OPS Appui au renforcement des filières agricoles (Maïs et haricot) : intensification agricole---> incitations fournies 800 agriculteurs (3200 coupons) ----> Maïs= (8marmite/ha *500 ha)*2 Appui au renforcement des filières agricoles (Maïs et haricot) : Réhabilitation système d'Avezac (Prise, canal d'aménagé, 29,5 km de canaux) :
<curage canaux et d'autres ouvrages d'irrigation	GRAPES (CAVAILLON), PEC (MANICHE), PIRAMIDE CONSTRUCTION (CHANTAL) LE, BAC DES ANGLAIS (LES ANGLAIS)	CAVAILLON, MANICHE, CHANTAL, LES ANGLAIS, TORBECK	2,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ curage du canal primaire, construction de canal, construction de porte de chasse(Dory et Dubreuil)
ACQUISITION ET DISTRIBUTION DE 55 TONNES METRIQUES DE HARCOT	KUMBY DISTRIBUTION, GERLY DISTRIBUTION, MHYG DISTRIBUTION, SOMIR, SOGEMOP, MP3K	18 COMMUNES	6,020,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 57TM de semences de haricots ▪ 4 TM de semences de maïs
PROMOTION LUTTE CONTRE CYLAS DE LA PATATE DOUCE	PNSA	CAVAILLON, TORBECK, SAINT JEAN, ILE A VACHE, AQUIN, CHANTAL ET LES 6 COMMUNES DE LA COTE SUD	2,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation au profit producteurs, parcelles de démonstration, distribution intrants agricoles (phéromone, insecticides, pompes aspersion, gants masques, etc.
RENFORCEMENT DU MASSIF DE GABIONS A PORT A PIMENT	GIPPN	PORT A PIMENT	1,500,000	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Remblayage derrière le massif de gabions

TITRE DU PRO-GRAMME/PROJETS	ENTITE / ONG D'EXECUTION	COMMUNES D'INTERVENTION	DEPENSES GDE	Principales réalisations pour l'exercice (précisez la commune de chaque réalisation)
CONSTRUCTION DE DEUX DALLOTS	ODRD	ROCHE A BATEAU	1,200,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction d'un dalot
APUI A LA PRODUCTION DU PETIT MIL DANS LE DEPARTEMENT DU SUD	TITRAK	CAVAILLON, CAYES, TORBECK	2,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Labourage de 132 carreaux, acquisition d'égrenieuse
REHABILITATION DE 14 KILOMETRES DE ROUTE BONPAS-DALMETTE ET CARREFOUR-SEVRE	OPK OGANIZASYON PEYIZAN KALFOU	TIBURON	500,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Re
PROTECTION BERGES RIVIERE DESPAS	ODJK	COTEAUX	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un mur de soutènement sur 240 ml
IDENTIFICATION BETAIL ET CONTROLE DE L'ABATTAGE	DDAS	18 COMMUNES	1,090,600.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation agents
APUI A CAMPAGNE DE PRINTEMPS 2014	GERLY DISTRIBUTION, SOGE-MOP SA, MHYG DISTRIBUTION, KUMBY DISTRIBUTION	18 COMMUNES	3,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 TM de pois souche distribués, ▪ 25 TM de maïs local distribués, ▪ 10 TM sorgho distribués
CORRECTION DE RAVINES A LAURENT (4E SECTION COMMUNALE DES CAYES)	FONDS	LES CAYES	1,000,000.00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de 25 planteurs, ▪ 1 kilomètre de ravine traitées
PROGRAMME SPECIAL DE CREATION D'EMPLOIS (CORRECTION DE RAVINES, PISTES AGRICOLES, CURAGE DE SYSTEME D'IRRIGATION, RENFORCEMENT DE BERGES DES RIVIERES DE L'ISLET ET DES ANGLAIS)	APDRB, APPROITI, PRADECH/SUD, FDP, SEA-CO.BEEH, BECOS PLUS, GRAPHES	ROCHE A BATEAU	TIBURON	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les anglais

Annexe 3 : Evolution du PIB et PIB agricole 1997-2013 (en millions de gourdes)

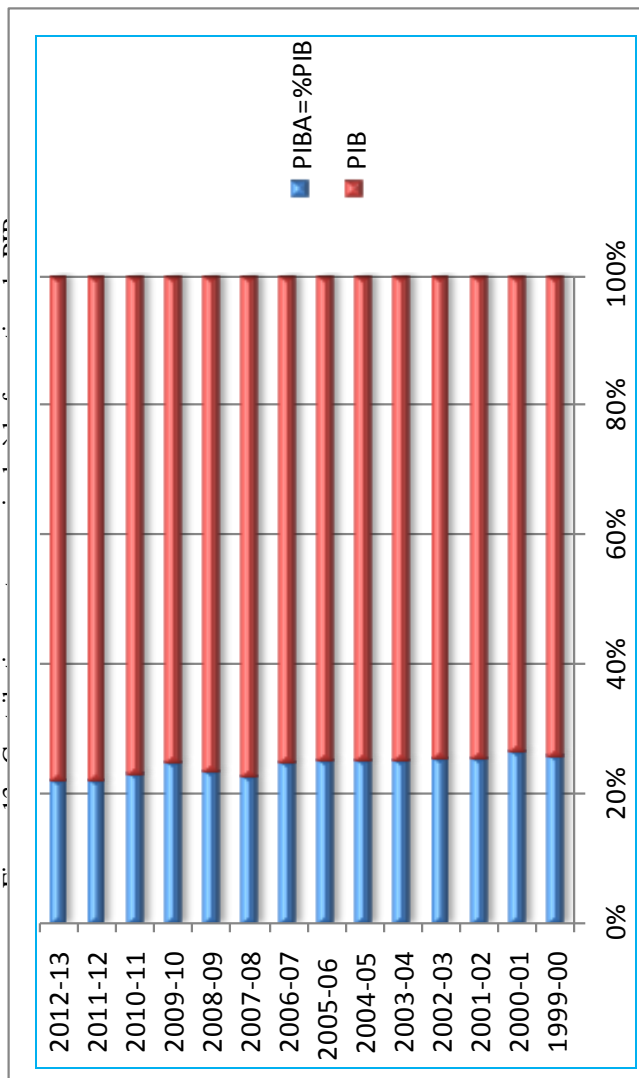
COMPTE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	13,138	13,001	12,968	13,015	12,557	13,071	13,508	13,622	13,622	14,042	13,270	14,003	14,407	15026
PIB AGRICOLE	3,424	3,455	3,326	3,334	3,174	3,256	3,378	3,125	3,125	3,300	3,298	3,262	3,220	3366
% PIB Agricole	26%	27%	26%	26%	25%	25%	25%	23%	23%	24%	25%	23%	22%	22%

Source: BRH.net

Moyenne % PIB 24%

Evolution du taux de croissance du PIB														
Taux de croissance	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	0.9%	-1.1%	-0.3%	0.4%	-3.6%	1.8%	2.2%	3.2%	0.8%	3.0%	-5.8%	5.2%	2.8%	4.1%

Source : réalisé à partir des données collectées par la 3SAI/MARNDR



Annexe 4 : Prix des produits agricoles (Marché Croix des Bossales) en 2013 et 2014

Produits agricoles	Année	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juill.	Aout	Sept.	Prix Moyen
Mais Moulu local (kg)	2012/2013	19.35	22.1	28.91	29.8	30.5	35.07	36.68	36.48	31.96	28.39	24.07	21.35	28.72
	2013/2014	22.05	22.68	21.74	25.95	23.41	24.05	25.78	28.06	26.83	25.24	24.05	24.05	24.49
Mais Moulu importé (kg) ^[1]	2012/2013	46.65	50	54.15	48.88	44.52	48.33	44	48.33	48.5	48.5	48.5	48.61	48.25
	2013/2014	48.5	48.5	48.5	48.5	48.5	47.4	47.26	46.11	45.85	45.85	45.85	45.51	47.19
Riz décortiqué local (kg) ^[2]	2012/2013	47.275	53.45	59.79	63.78	60.08	63.15	61.88	61.31	62.26	65.01	63.39	61.45	60.24
	2013/2014	60.43	59.03	59.76	63.44	63.47	68.67	64.14	63.9	64.83	63.38	62.38	61.46	62.91
Riz décortiqué importé (kg) ^[3]	2012/2013	38.12	37.92	37.54	37.53	37.69	38.1	39.2	41.18	41.7	40.71	40.69	40.10	39.21
	2013/2014	39.59	38.79	38.78	39.6	39.62	39.36	39.18	39.43	38.87	38.52	31.85	38.46	38.50
Haricots secs (kg)	2012/2013	54.72	80.22	85.94	91.42	93.53	91.35	94.65	94.5	90.28	81.93	75.79	79.93	84.52
	2013/2014	76.33	76.13	72.22	73.45	71.44	76.69	79.2	84.39	81.24	72.25	67.22	71.20	75.15
Banane Musquée (kg)	2012/2013	30	32.35	36.81	36.05	36.25	35.86	36.85	36.49	36.61	40.57	33.83	29.66	35.11
	2013/2014	36.43	37.16	36.52	34.73	31.66	30.8	34.55	35.73	32.87	32.11	36.10	37.26	34.66
Banane Gosbotte (kg)	2012/2013	21.8	23.05	25.42	25.81	23.97	23.55	23.75	22.2	20.22	21.45	21.39	21.15	22.81
	2013/2014	18	21.14	21.45	17.88	18.03	14.3	16.31	21.45	21.76	28.55	28.55	28.55	21.33
Patate locale (kg)	2012/2013	18.30	15.53	13.84	14.57	15.60	16.66	16.89	17.39	14.24	14.70	15.06	14.70	15.62
	2013/2014	10.74	9.08	9.38	15.50	13.48	10.34	12.70	15.78	15.78	15.64	17.18	19.75	13.78
Ignames (kg)	2012/2013	38.82	39.13	39.00	38.47	38.82	37.29	34.27	28.12	27.85	28.33	25.84	24.55	33.38
	2013/2014	24.01	23.18	22.89	22.81	20.81	20.81	22.56	23.12	23.12	22.33	25.69	26.64	23.16
Manioc Doux (kg)	2012/2013	30.85	31.25	31.26	32.16	32.55	31.25	32.07	24.21	22.78	22.69	20.17	19.13	27.53
	2013/2014	20.28	21.45	19.65	18.87	17.85	17.77	21.45	22.38	22.38	22.03	20.97	24.94	20.83

[1] [Alberto](#)

[2] [Shella, Shelda, TCS-10 blanc, TCS-10 jaune](#)

[3] [Tchako, Mega, Bull](#)

**© MARNDR
Port-au-Prince, Novembre 2014**